

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
LIQUIDATION DU PASSIF HÉRÉDITAIRE
EN CAS
D'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Jeudi 23 Janvier 1913, à 3 heures

PAR

JEAN BRATESCO

Président : M. CAPITANT, professeur.

Suffragants } *MM. WAHL, professeur.*
PERCEROU, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
LIQUIDATION DU PASSIF HÉRÉDITAIRE
EN CAS
D'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Jeudi 23 Janvier 1913, à 3 heures

PAR

JEAN BRATESCO



Président : M. CAPITANT, professeur.

*Suffragants } MM. WAHL, professeur.
PERCEROU, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

INTRODUCTION

Le bénéfice d'inventaire consiste en la faculté laissée par la loi, à l'héritier, de ne payer les dettes héréditaires, moyennant certaines conditions, que jusqu'à concurrence de l'actif recueilli.

La liquidation de la succession qui lui échoit se trouve donc être, pour l'héritier bénéficiaire, l'opération la plus importante, puisque c'est selon les résultats qu'elle produira, que celui-ci recueillera ou non un bénéfice quelconque.

Pour les créanciers, d'autre part, qui voient borner leur gage au patrimoine du défunt, ils ont le plus grand intérêt, à ce que sa consistance soit nettement, rapidement et justement déterminée, afin d'être à même d'être fixés sur leurs chances de paiement. On conçoit donc qu'à tous ces égards, il soit extrêmement opportun de connaître de façon très précise, le mécanisme, les conditions de la liquidation. C'est cette étude que nous nous proposons

d'entreprendre. Mais avant d'aborder directement l'examen du droit actuel français sur ce point, il convient d'examiner brièvement quels ont pu être ses antécédents dans la législation romaine et dans l'ancien droit. Ces législations ayant contribué à la formation de celle qui existe actuellement, nous serons amenés en les parcourant, à mieux saisir les principes sur lesquels cette dernière repose, et pourrons mieux, de la sorte, en apprécier les éléments.

§ 1. — LE DROIT ROMAIN

Dès l'époque classique, les Romains s'étaient préoccupés de mettre les intéressés à l'abri des conséquences préjudiciables pouvant résulter pour eux de la qualité d'héritier. Le principe dominant était en effet que l'héritier succédait à la personne du défunt qu'il remplaçait complètement. Par suite, titulaire de toutes ses créances, il répondait nécessairement de toutes ses dettes, de toutes ses obligations, pour lesquelles il se trouvait tenu *ultra vires successionis*.

Le prêteur songea d'abord à venir en aide aux héritiers nécessaires. A l'esclave, institué héritier nécessaire de son maître, il accorde le bénéfice de séparation (1); au fils

(1) L. I, § 18, *Dif. de separationibus*; Gaius, 153-55.

de famille, héritier nécessaire de son père, le bénéfice d'abstention (1). Ces deux catégories d'héritiers se trouvaient aussi placés, plus ou moins complètement à l'abri des charges héréditaires.

A l'héritier externe, qui doit pour acquérir la qualité d'héritier, faire acte de volonté par l'*aditio*, et auquel, par suite, restait toujours la faculté de renoncer, le prêteur accorde un délai pour réfléchir et soupeser ses chances, en demeurant à l'abri des poursuites des créanciers : c'est le *jus deliberandi* (2).

Puis vinrent quelques autres procédés :

La *restitutio in integrum* accordée spécialement aux mineurs de 25 ans (3) et les extensions qu'en firent les empereurs.

Nous savons ainsi qu'Adrien était venu, exceptionnellement, au secours d'un héritier majeur de 25 ans qui, ayant accepté une succession, s'était trouvé en présence de nombreuses dettes qu'il ignorait (4).

Gordien, de son côté, accorda d'une façon générale ce bénéfice à tous les militaires (5).

Mais les institutions les plus curieuses furent imaginées

(1) Gaius, II, 156-158.

(2) Gaius, II, § 167.

(3) Gaius, II, § 169, L. 57 p. *Dig. de adq. hered., Inst. de hered. qual.*, § 5.

(4) Gaius, II, § 163 ; *Inst., de hered. qual.*, § 6.

(5) *Inst., de hered., qual.*, § 6.

par la pratique. Celle-ci en était arrivée à imaginer un *bénéfice d'inventaire conventionnel*, sous formes d'arrangements intervenus entre les créantiers et l'héritier, et moyennant lesquels ce dernier acceptait. Ces arrangements étaient de deux sortes : ou c'était une remise d'une quote part des créances ; ou c'était un mandat qu'ils donnaient à l'héritier et en vertu duquel ils le garantissaient de tout préjudice provenant de la succession⁽¹⁾.

Tous ces procédés qui ont pour but de soustraire l'héritier à des charges imprévues, devaient bien, à ce titre, constituer les antécédents du *bénéfice d'inventaire*, tout en étant loin, cependant, de présenter le caractère très net de ce dernier. Il est intéressant néanmoins de rechercher succinctement comment s'opérait dans ces divers cas la liquidation de la succession.

Un point est avant tout à noter :

Sauf le cas où l'héritier s'est ménagé la sorte de concordat conventionnel que nous avons signalée, cas auquel il reste maître absolu des biens héréditaires et liquide lui-même ; dans tous les autres cas il reste à l'écart du patrimoine héréditaire. Le défaut d'adhésion de la part de l'héritier, détermine la *missio in possessionem* ⁽²⁾ des créanciers ; par suite les biens héréditaires vont faire l'objet de la *bonorum venditio* par une sorte de syndic.

Il faut noter, toutefois, que dans la *restitutio in integrum*

(1) L. 32, *Dig.*, mand.

(2) *Gaius*, III, § 18.

tous les actes faits par le restitué avant cette *restitutio* sont maintenus pourvu qu'il les ait accomplis de bonne foi (1), affranchissements en vertu de fideicommiss, acquittement des legs, ventes (2), paiements faits aux créanciers (3). Il pouvait y avoir, de ce fait, inégalité dans le paiement des dettes et des legs où l'avantage restait au plus diligent, sauf le cas de fraude. Mais les jurisconsultes admettaient fort bien cette sorte de prime à la diligence, ne faisant exception que pour le cas où plusieurs créanciers ayant demandé simultanément leur paiement, l'un aurait été payé par gratification (4).

Quant aux pactes conventionnels, intervenus au début avec chaque créancier, ils furent passés plus tard entre l'héritier et tous les créanciers réunis. Les décisions prises à la majorité liaient la minorité (5) et les créanciers absents (6). Il y avait doute, toutefois, pour les créanciers hypothécaires (7) et privilégiés absents (8).

(1) L. 6, § 2, *Dig., de reb. auct. jud.* ; L. 44, *Dig., de adq. hered.*

(2) L. 44, *Dig., de adq. hered.*

(3) L. 44, *Dig., de adq. hered.* ; L. 31, *Dig., de minoribus.*

(4) Scévola (L. 24, *Dig., quæ infra., credil.*), veut que le gratifié soit réduit à la même portion que celles que les autres pourront recevoir.

(5) Cette dérogation constatée par Antonin le Pieux, fut réglée par un rescrit de Marc-Aurèle, L. 7 § 19, *Dig., de pactis.*

(6) V. Ulpien, L. 10, *Dig., de pactis.*

(7) L. 58, § I, *Dig., de mand.*

(8) V. Ulpien, L. 10, *Dig., de pactis.* En sens contraire, Paul, L. 58, § I, *Dig. de mand.*

Quelque perfectionnés, en somme, que pussent être tous les modes imaginés pour soustraire l'héritier aux charges imprévues, il restait encore un pas décisif à faire pour arriver sur ce point à une solution pratique et simple. Ce fut Justinien qui la découvrit, en établissant le bénéfice d'inventaire, dans la constitution *Scimus*, 22 au Code *de jure deliberandi*. La liquidation de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire fut comprise dans un esprit très large.

L'héritier non seulement peut vendre les biens héréditaires, et cela sans être soumis à aucune formalité, mais cette vente fait tomber toutes les hypothèques grevant l'immeuble vendu, à la seule condition que le prix soit employé à payer des légataires ou des créanciers.

Mais le bénéfice d'inventaire, correctif du principe fondamental de l'héritier continuateur de la personne du défunt, et par là même propriétaire de la succession et tenu *ultra vires*, n'en laisse pas moins subsister les autres effets de ce principe. Si le bénéfice d'inventaire emporte la séparation des patrimoines au profit de l'héritier, les créanciers ne sont pas également admis à en bénéficier. C'est ainsi que l'on est fondé à croire que l'héritier pouvait payer les créanciers sur ses propres biens, en conservant en nature les biens de la succession ; et arrêter les paiements dès qu'ils avaient atteint le montant de l'estimation des biens héréditaires et sans que les créanciers aient le

droit de les faire vendre pour en déterminer la véritable valeur (1).

Dans le système de Justinien, du reste, aucune disposition n'est prise pour assurer le concours des créanciers et légataires de la succession. L'héritier paie et même donne en paiement en toute liberté (2). Le système ancien de la procédure collective, qui inspirait autrefois la *bonorum venditio* se trouve donc écarté.

Mais les créanciers ne peuvent-ils pas recourir les uns contre les autres, les paiements une fois faits par l'héritier ? Donneau nous dit que « si la question s'agite entre créanciers et légataires et que l'héritier ne soit point capables de les désintéresser tous, les créanciers quels qu'ils soient, seront toujours préférés aux légataires ; ils luttent *de repetitione et damno vitando*, tandis que les légataires n'assignent qu'en vue d'un gain ; mais les créanciers sont préférés aux légataires en ce sens que les créanciers n'ont pas de recours contre l'héritier, ni contre les acheteurs des biens que l'héritier a vendus et qui ont servi au paiement des créanciers héréditaires, mais contre les légataires eux-mêmes qui sont venus les premiers, à tort, alors qu'il aurait fallu laisser la préférence aux autres (3). »

D'autre part, le créancier pouvait avoir deux recours

(1) Tambour, *Du bénéfice d'inventaire*, p. 107.

(2) L. 22, §§ 6 et 8.

(3) Cité par Planès, *Succession bénéficiaire*, p. 34.

contre les légataires : l'action hypothécaire si le créancier avait une hypothèque et si le bien hypothéqué avait été légué ou donné en paiement au légataire ; la *condictio indebiti* dans les autres cas (1).

Entre créanciers enfin, Justinien ne donnait de recours qu'aux créanciers hypothécaires, qui avaient le droit d'agir contre les créanciers inférieurs en rang qui s'étaient fait payer : action hypothécaire ou *condictio in lege* (2). »

§ 2. — L'ANCIEN DROIT

Le bénéfice d'inventaire apparut, dans l'ancien droit, à la suite du droit romain. Les lois germaniques qu'apportèrent les barbares n'en contiennent, en effet, aucune trace ; on n'y connaissait pas le principe de l'obligation *ultra vires* (3). Ce n'est qu'assez tard que, sous l'influence du Code de Justinien et le principe germanique de l'obligation *intra vires*, cédant devant le principe contraire des

(1-2) *Ibid.*

(3) Planès, *op. cit.*, p. 57, V. cep. Oavoud-Oghlou. *Hist. de la législ. des anc. germains*, introd., p. LXVIII. La loi Ripuaire connaissait bien également ce principe (titre LXIX). Si un homme mort sans enfants, a laissé des dettes, et qu'il ait vendu ou donné ses biens, celui d'entre ses parents qui aura accepté l'hérédité, ne fut-elle que d'un son d'or, sera condamné à payer les dettes du défunt. Mais il faut remarquer que la loi Ripuaire avait déjà reçu, avant sa rédaction, une forte influence romaine.

Romains (1), on voit apparaître le bénéfice d'inventaire (2). Dès lors il faut distinguer entre les pays de droit écrit où l'institution conserve à peu près son caractère et les pays de coutume où il subira une certaine déformation.

La liquidation de la succession bénéficiaire s'opérait donc dans les pays de droit civil de la même façon qu'en droit romain (3). Mais les grands pouvoirs que nous avons vus, dans cette législation, dévolus à l'héritier, donnent lieu à des abus que Bretonnier signale (4). « Comme les corps corrompus changent en venin et en mauvaise humeur ce qui leur est donné pour aliment et médicament, ainsi la malice des hommes renverse l'intention de la loi, et tire le mal d'où le bien devait procéder. » Cette vérité se rencontre au bénéfice d'inventaire introduit par Justinien. « Les héritiers ne recherchent plus cet asile pour y mettre à couvert leurs biens propres ; ils s'en prévalent pour perdre leur conscience, en ravissant ce qui n'est pas à eux et, par ce moyen, les pauvres créanciers, à qui l'on fait perdre haleine dans les extrêmes longueurs et qui se voient accablés de frais, trouvent leur ruine où ils devraient rencontrer du soulagement.

Dans les pays de coutume, le bénéfice d'inventaire va

(1) V. à cet égard, *Coutumier de Charles VI*, loi 2, chap. VI etc.

(2) On en relève la première trace au XIII^e s., chez Duranti. *Speculum juris*, pars 2, p. 364-366. V. au surplus les nombreux auteurs anciens cités par Planès, *op. cit.*, p. 39.

(3) V. Planès, *op. cit.*, p. 40 et s.

(4) Bretonnier sur Henrys, l. VI, ch. IV, IX et XI.

dépouiller son caractère d'avantage exclusif fait à l'héritier pour devenir une organisation où l'intérêt des créanciers aura une part de protection. On s'efforce donc de combler les lacunes de la législation de Justinien (1).

D'après certains auteurs, les créanciers pouvaient obtenir du juge la nomination d'un séquestre au cas de « faute » ou de « tergiversation » de l'héritier (2). Et la généralité admettait que les créanciers pouvaient exercer une surveillance active, soit par eux-mêmes, soit par des curateurs qu'ils désignaient (3).

Les règles relatives à la liquidation de la succession bénéficiaire, pour laquelle existait du reste la séparation des patrimoines, variaient au surplus suivant les provinces. En Normandie, au dire de Davot et Bannelier (4), les créanciers et l'héritier formaient un traité d'union en nommant des syndics ou directeurs. Un jurisconsulte Breton (5) déclare également que dans sa province, les créanciers de la succession étaient dans l'usage de former entre eux un syndicat, pour diriger et conduire, d'accord avec l'héritier, la liquidation de la succession, au cas d'acceptation béné-

(1) Planès, *op. cit.*, p. 42.

(2) V. Montvallon cité par Demolombe, *Succ.*, t. 3., n° 239.

(3) Duparc-Poullain, *Précis des actes de notoriété*, p. 232; Davot, *Tr. du dr. fr. à l'usage du duché de Bourgogne*, t. III. trait. v, ch. xviii, n° x et xvi; Nouveau Denisart, § 9, n°s 6, 7 et 13; Bonvot, arrêts de la Cour de Bourgogne, Lebrun, *op. cit.*, l. III et IV.

(4) Cité par Planès, p. 47.

(5) Duparc-Poullain, *op. cit.*, p. 232.

ficiaire. Dans ce but la coutume de Normandie (art. 77), et la coutume de Bretagne (art. 315) prescrivaient certaines mesures de publicité destinées à avertir les créanciers, fixaient certains délais pour leur permettre de se présenter. Les délais servaient également à assurer le maintien des droits des créanciers les uns à l'encontre des autres.

Denisart (1) nous donne d'autre part des détails intéressants sur ce qui se passait dans la plupart des autres coutumes.

L'héritier bénéficiaire ne pouvait recevoir un paiement s'il y avait des oppositions. Toutefois, au cas où il fournissait caution suffisante, on pouvait, pour lui économiser les frais, lui permettre de toucher, et le pouvoir pouvait lui être donné, même sans cela, par les trois quarts des créanciers en nombre et en sommes.

La vente des immeubles de la succession devait avoir lieu suivant la forme judiciaire, si celle-ci était prescrite par la coutume ; sinon elle était attaquable par les créanciers. Si la coutume était muette, il y avait controverse. Quant à la vente des meubles, Lebrun (2) se référait à l'article 334 de la coutume de Paris qui voulait une vente « publiquement et au plus offrant et dernier enchérisseur, et faisant dénoncer la vente devant la principale porte de l'église de la paroisse, où le défunt

(1) *Op. cit.*, V^o *Bénéfice d'inventaire*, § 9.

(2) *Op. cit.*, liv. III, chap. iv.

demeurait, et délaissant une affiche contre la porte de la dite église et une autre contre la porte de la maison où le déffunct est décédé. — Sur la question de savoir qui devait supporter les frais d'un procès perdu de la succession, existait une grande controverse, l'opinion la plus commune mettait les frais à la charge de l'héritier (1).

Reste la question des rapports des créanciers entre eux. Les coutumes de Bretagne, de Normandie, de la Chatellaine et de la ville de Lille, le règlement sur la matière qu'établit l'édit perpétuel de 1611 pour la Flandre, l'Artois et les Pays-Bas, exigent un appel fait aux créanciers au moyen de notification, publication, affiches et un paiement collectif. La coutume de Normandie (art. 97) organisait une distribution en justice. Une publication, qui avait lieu à l'issue de la messe, 15 jours auparavant, indiquait le jour du règlement. En Bretagne, le juge réglait, avant tout paiement, l'ordre des créanciers. Quant à l'édit de 1611, il obligeait les créanciers qui recevaient le prix des meubles, à fournir caution de rapporter, pour le paiement de ceux qui surviendraient, le cas échéant. Pour le prix des immeubles, il n'était distribué qu'après le délai d'un an accordé aux créanciers pour produire, passé lequel aucun paiement fait ne pouvait plus être critiqué. A Lille, un délai de six mois

(1) V. les auteurs cités en sens divers par Planès, *op. cit.*, p. 52.

était fixé à l'expiration duquel l'héritier rendait le compte devant les échevins (1).

Dans tous les autres pays coutumiers, nous nous trouvons également en présence de principes identiques. Partout, l'héritier bénéficiaire ne peut payer qu'en observant certaines prescriptions (2). Mais d'une façon générale, on peut dire que l'héritier n'est pas responsable d'avoir violé les droits des intéressés, si lors du paiement, il n'a pas connaissance des droits, que l'on invoque après coup, et s'il s'est conformé, pour la vente, qui a précédé la distribution des deniers, aux prescriptions de sa coutume. Mais si la vente a été irrégulière, l'héritier est responsable des paiements faits au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, même non opposants (3). Quant aux rapports des créanciers et légataires entre eux, il y avait lieu de faire une distinction. Les créanciers payés après une vente faite sans formalités ou payés malgré des oppositions étaient passibles de la part des créanciers antérieurs ou opposants de l'action *lege* de

(1) Planès, *op. cit.*, p. 54 et s. ; Percerou, « La liquidation du passif héréditaire en dr. fr. » (*Rev. tr. de dr. civil.*) 1905, p. 605.

(2) Lebrun, *op. cit.*, liv. XIV, ch. iv, § 19 : « Le paiement des dettes de fait, ou sur le prix des meubles, par privilège, ou selon l'ordre des saisies-arêts ou par contribution ; ou sur le prix des immeubles, par privilège, ou selon l'ordre des hypothèques ; que si l'héritier bénéficiaire intervertit de quelque chose l'ordre naturel des paiements des dettes, il est responsable envers les créanciers, qui le peuvent poursuivre à cet égard. »

(3) Planès, *op. cit.*, p. 56.

la loi *Scimus*. Quant aux autres, ils peuvent, dit Lebrun, « s'éjouir de leur bonne fortune. » Il faut noter toutefois que cette dernière idée, qui favorisait le plus diligent, n'était pas universellement admise. Pothier admettait, au contraire, l'obligation au rapport, le cas échéant (1).

Telles sont les grandes lignes de la législation ancienne, en ce qui concerne la liquidation bénéficiaire. Voyons maintenant, très brièvement, quels sont les grands principes directeurs sur lesquels repose cette liquidation dans notre droit actuel, ce qui nous amènera à préciser l'objet de notre étude et à en indiquer les divisions.

§ 3. — PRINCIPES DOMINANT DU DROIT ACTUEL

On peut dire, d'après ce que nous venons de voir, qu'en définitive, dans l'ancien droit français, existait une certaine organisation de la liquidation de la succession bénéficiaire. On pouvait donc supposer que le Code civil, en perfectionnant les plus avancées d'entre les coutumes, serait arrivé à fournir sur ce point un système irréprochable. Or, loin d'organiser et de réglementer d'une façon précise et complète cette matière si importante, le législateur l'a presque passée sous silence. Il y a bien dans

(1) Planès, *op. cit.*, p. 57.

le Code civil une section du titre de successions consacrée au bénéfice d'inventaire, mais les règles qu'il édicte sur l'administration et la liquidation y occupent à peine neuf articles, 803 à 810. Seuls y sont visés certains actes que l'on peut ranger parmi ceux qui comporte la liquidation. Ce sont la vente des meubles, celle des immeubles et le paiement des créanciers. Et encore, comme nous aurons l'occasion de le voir, ces règles sont bien rudimentaires et totalement incomplètes.

Si nous y ajoutons un article sur le recours des créanciers entre eux, nous aurons là toute la réglementation positive existant en cette matière. Il faut y joindre cependant, l'article 2146 Code civil qui annule les inscriptions d'hypothèque ou de privilège postérieures à l'ouverture de la succession, quand celle-ci est acceptée sous bénéfice d'inventaire.

En présence de ce laconisme, il était nécessaire, indispensable, que la jurisprudence s'efforçât, par des décisions appropriées, de remédier à l'insuffisance du Code. Nous nous proposons précisément d'étudier, dans notre travail, quelle a été son œuvre et ce qu'il faut en penser. Mais avant d'entrer dans le détail de cette étude, nous voudrions indiquer en quelques lignes, quels ont été les principes directeurs, qui ont guidé la jurisprudence, afin d'être mieux à même d'en saisir les évolutions.

Les rédacteurs du Code civil ont continué, comme l'avait fait l'ancien droit, à baser l'idée de la dévolution

des successions sur le principe de la continuation de la personne du défunt.

Cette idée, liée à celle de l'obligation *ultra-vires*, a donc pour conséquence nécessaire de faire considérer le bénéfice d'inventaire comme une correction au principe fondamental des successions, correction rendue indispensable en face d'une succession dont on ignore l'état. Par suite l'héritier bien que bénéficiaire sera avant tout *héritier*. Il n'est pas dépouillé de sa qualité, mais son bénéfice aura principalement ce résultat de limiter sa responsabilité aux biens successoraux eux-mêmes — une responsabilité *cum viribus successionis* — ; et comme contre-coup de constituer, comme une garantie pour les créanciers et les légataires : le bénéfice de la séparation des patrimoines, article 802. — Par là les pouvoirs de l'héritier sur l'actif successoral sont restreints, dans une mesure que nous aurons à déterminer. — Donc il faut voir dans ces deux idées, bénéfice d'inventaire et séparations des patrimoines, les deux correctifs que les rédacteurs du Code ont apportés, au principe dominant toute la matière des successions, de la continuation de la personne.

Nous aurons à voir à quelles conséquences on se trouve ainsi amené, par les déductions qu'en tire la jurisprudence. Mais, dès maintenant, nous pouvons, ainsi éclairés, commencer l'étude de cette dernière. C'est, en effet, avant tout, un examen de la jurisprudence que nous allons entreprendre.

Dans une première partie, nous examinerons à qui se trouvent dévolus les pouvoirs de liquidateur de la succession. Dans une seconde partie, nous nous demanderons comment on liquide cette même succession bénéficiaire, nous réservant de conclure en cherchant dans les législations étrangères et les projets de réforme déjà élaborés, s'il est désirable ou non que l'état de choses actuel soit maintenu tel quel, ou s'il présente des lacunes qu'il serait désirable de combler.

PREMIÈRE PARTIE

Qui est-ce qui liquide ?

CHAPITRE PREMIER

L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE

La liquidation appartient avant tout à l'héritier bénéficiaire. On en trouve la preuve dans ce fait que le Code a prévu et réglementé à l'intention de cet héritier les principaux actes de liquidation : la vente et le paiement (art. 805, 806, 808, C. civ.). Du reste, quand l'article 803 « charge » l'héritier de l'administration de la succession, il faut entendre par là, dans un sens large, l'administration poussée jusqu'à ses plus extrêmes limites, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation qui en est le couronnement. C'est ce qui semble bien apparaître de deux décisions de la

Cour de Paris (1) qui reconnaissent et consacrent le droit pour l'héritier d'administrer, en principe ; alors qu'il s'agit, dans les faits, de la cause de « hâter la réalisation de l'actif » (arrêt du 9 février 1892) et de « pourvoir à l'acquit du passif » toutes opérations rentrant bien dans la liquidation. Nous pouvons donc dire, d'une façon générale que quand les arrêts parlent d'administration, il faut entendre cette expression dans un sens large et y comprendre la liquidation.

Mais si l'héritier bénéficiaire a tout pouvoir pour liquider, en principe, encore faut-il se demander, en quelle qualité il doit procéder à cette liquidation. Sera-ce en tant que représentant des créanciers, ou simplement en sa seule qualité d'héritier, continuateur de la personne du défunt ? Il y a là une grosse question que nous devons élucider avant de poursuivre plus loin notre étude. C'est, en effet, de la solution qu'on lui donne que dépendent, comme nous le verrons au cours de ce travail, la plupart des effets de la liquidation bénéficiaire.

Il faut remarquer, tout d'abord, pour commencer, que la jurisprudence se trouvait ici en face d'une absence complète d'indications législatives. Il lui fallait donc ériger, de toutes pièces, un système. C'est ce qu'elle a fait. Elle a d'abord décidé, très nettement, que l'héritier

(1) Paris, 5 juin 1891 et 9 septembre 1892 rapportés ensemble. (S. Chron. refondu).

n'est pas le représentant des créanciers, et n'agit qu'en sa seule qualité de continuateur de la personne du défunt, de propriétaire de l'hérédité. On a cependant bien essayé, dans la doctrine, de prétendre le contraire. On a argumenté en ce sens de l'article 2146 Code civil d'après lequel les inscriptions hypothécaires ne peuvent plus être prises sur les biens du débiteur, ni depuis l'ouverture de sa faillite, ni depuis l'ouverture de sa succession acceptée sous bénéfice d'inventaire. On en a déduit que la loi considère l'acceptation bénéficiaire comme une liquidation générale de la succession assimilable à la faillite devant en suivre les règles, en cas de silence du Code et dans laquelle l'héritier bénéficiaire devrait jouer le rôle de syndic (1).

Cette idée fort heureusement n'a pas prévalu.

Sans nous demander pour le moment si une organisation de la liquidation bénéficiaire se rapprochant de celle de la faillite serait ou non désirable — ce qui vaudra en son temps, quand nous aurons examiné le rôle de la jurisprudence en cette matière — il nous suffira de quelques lignes pour apercevoir qu'une telle assimilation ne pouvait pas être dans l'esprit du législateur. — L'acceptation bénéficiaire, tout d'abord, ne fait pas présumer l'insolvabilité du défunt. L'héritier cherche à juste titre, à se garantir contre les effets que pourrait avoir

(1) V. Planiol, *Rev. critique*, 1891, p. 486 et s. Le même auteur, cependant, dans son *Tr. de Dr. civ.*, t. III, n° 2122, enseigne très nettement que l'héritier ne ressemble pas à un syndic de faillite.

pour lui l'acceptation pure et simple de la succession, dont il ignore la consistance. S'il en avait une connaissance exacte, ou bien il accepterait purement et simplement, ou bien il la répudierait. Il y a donc non pas insolvabilité, mais incertitude. Et encore cette incertitude n'existe pas toujours, dans les cas, par exemple, où l'acceptation bénéficiaire est imposée, quelque certitude qu'on puisse avoir, d'autre part, sur la solvabilité de la succession. — (art. 461 C. civ.). On comprendrait du reste difficilement, si la loi avait voulu assimiler la succession bénéficiaire à la faillite, qu'elle ait précisément choisi l'héritier pour liquidateur là où s'agiteront et devront être défendus les intérêts des créanciers. Il est vraisemblable que comme dans la faillite on eût choisi un tiers.

En ce qui concerne enfin l'article 2146, point de départ de toute la controverse, il est incontestable qu'il n'établit aucune assimilation entre le bénéfice d'inventaire et la faillite. Le bénéfice d'inventaire imposé à l'héritier dans certains cas, ne peut faire peser un soupçon d'insolvabilité à la charge de la succession. Et il ne manque pas de bonnes raisons données par les auteurs pour expliquer cette disposition de la loi (1).

La Cour de cassation a parfaitement compris l'inexis-

(1) V. Demante et Colmet de Santerre, *Cours anal. de C. civ.*, t. IX, n° 119 bis; Aubry et Rau, 5^e éd., t. III, p. 550, § 272, note 30; Guillouard, *Priv. et Hyp.*, t., III, n° 1142; Baudry-Lacantinerie et de Loynes. *Nant. Priv. et Hyp.*, 3^e éd., t. II, n° 1574.

tence de cette assimilation, et, dès l'origine, elle décidait en ce sens, que le bénéfice d'inventaire, à la différence de la faillite, n'en porte pas déchéance du terme (1). Nous verrons, par la suite toutes les conséquences que la jurisprudence a tirées de ce principe, après l'avoir très formellement consacré (2). Et au fur et à mesure, nous signalerons sur tous les points, les différences existant entre ces deux institutions.

C'est donc en qualité de propriétaire du patrimoine, qu'agit l'héritier bénéficiaire. Il ne faudrait pas lui contester cette qualité en disant qu'il est soumis à un certain nombre de mesures de sécurité introduites dans l'intérêt des créanciers. Il est tout naturel, en effet, que la loi ait égard aux intérêts de ces derniers. On comprend également qu'ils aient été protégés contre l'insolvabilité possible de l'héritier par la séparation des patrimoines qui résulte de plein droit de l'acceptation bénéficiaire (3). Il a

(1) Cass., 27 mai 1829, *S. chr.*, D. 29. 1. 363.

(2) Dijon, 29 mars 1897, *S. chr.* rf. V. au surplus, sur toute cette question, la note de M. Wahl, sous cet arrêt. D. 98. 2, 353.

(3) V. Cass., 11 janvier 1882 (S. 84. 1. 317) ; Douai, 17 mai 1890, (D. 91. 2. 93) ; Grenoble, 26 décembre 1891 (S. 93. 2. 33), et la note de M. Wahl ; Bordeaux, 6 janvier 1898 (S. 98. 2. 189) ; Pau, 22 mai 1912 (S. 12. 2. 179). *Adde*, Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 408, § 612 ; Laurent, *Dr. civil*, t. X, n° 79 ; Huc, *Comm. du C. civ.*, t. V, n° 223 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ.*, 3^e éd., t. II, n° 1211 ; Labbé, *Rev. crit.* 1885, p. 340 ; Boitelle, *Revue prat.*, 1875, n° 514 ; Carpentier et du Saint, *Rép. gén. alphab. du dr. fr.*, V. Bénéf. d'inv., n° 372 et Fuzier Hermann et Darras, *D. civ. ann.* art. 802, n° 87 ; supplément par Griffond, n° 6 (même article).

été jugé non sans raison que les créanciers n'avaient, pour bénéficier de cette séparation, ni à remplir les formalités de l'article 878 Code civil, ni à prendre inscription (1).

Et les arrêts ont même été jusqu'à décider qu'il suffisait que la succession fût bénéficiaire par le fait d'un seul héritier, alors que d'autres auraient accepté purement et simplement (2).

Cette séparation des patrimoines, produit du reste également ses effets vis-à-vis de l'héritier dont elle met à l'abri les biens personnels. Les biens héréditaires sont considérés comme un patrimoine autonome appliqué spécialement et uniquement à l'exécution des dettes.

L'héritier, par suite, est tenu *cum viribus*, et uniquement

(1) V. Cass., 29 juin 1853 (S. 53. 1. 721); 10 août 1857 (58. 1. 286); Nîmes, 6 novembre 1869 (S. 71. 2. 157); Cass., 11 janvier 1882 précité. Cette jurisprudence est approuvée par Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 408, § 612, note 34 et p. 508, note 710; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 80; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 223, p. 425; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1212. V. cep. Lyon, 20 décembre 1855 (S. 57. 2. 289); Duranton, t. VII, n° 47 et 48; Demolombe, *Succ.*, t. 3, n° 172. Il a même été jugé que la séparation des patrimoines, résultant de l'acceptation bénéficiaire d'une succession par un tuteur au nom d'un mineur, subsistait au profit des créanciers, au cas où devenu majeur le mineur acceptait purement et simplement ou était déchu du bénéfice d'inventaire. V. Pau, 22 mai 1912 (S. 12. 2. 179), et la note.

(2) V. Cass. 3 août 1857; Bordeaux, 6 janvier 1898 (précités). Adde Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 506, § 619, note 74; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1218. En sens contraire, Lyon, 20 décembre 1855, précité; Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 123; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 86.

sur ces biens. Il n'encourt donc pas la responsabilité *pro viribus*, qui lui permettrait de payer les créanciers jusqu'au montant *évalué* des biens héréditaires, quitte à garder en nature et pour lui ces biens (1).

C'est là un système bien préférable et qui équilibre parfaitement les intérêts des créanciers et de l'héritier (2). A vrai dire, nous commençons bien à apercevoir ici un antagonisme, entre le principe de la continuation de la personne du défunt, base de la dévolution en matière successorale, et la séparation des patrimoines, conséquence nécessaire du bénéfice d'inventaire, si on veut en faire une institution de portée efficace. Et c'est peut-être, en somme, cet antagonisme qui a déterminé l'opi-

(1) Sur le fondement du fait que l'héritier, bien que bénéficiaire, continue quand même le défunt, on pourrait dire qu'il est tenu personnellement du passif successoral — *pro viribus* — c'est-à-dire même sur ses biens propres, mais dans les limites de la valeur des biens successoraux; conclusion que d'ailleurs légitimerait l'article 802 Code civil, alinéa 1. (V. Percerou, *Rev. trim.* 1905, p. 589.

(2) En effet, et cela pour deux raisons :

1^o L'héritier n'a pas à craindre d'exécution forcée sur ses biens propres, dans le cas où, même temporairement, il lui serait impossible de réaliser les objets de la succession ;

2^o Dans l'intérêt des créanciers, l'héritier est considéré en définitive, comme un administrateur responsable vis-à-vis d'eux, des dommages résultant de l'inexécution de ses obligations. De plus, sa faculté de disposer est soumise à des restrictions, de sorte que les créanciers qui peuvent faire valoir leurs droits, même contre des tiers, sont assurés de l'intégralité de leur gage. V. Becqué, *Les effets de l'acceptation bénéficiaire en dr. français*, p. 103.

nion des auteurs, qui veulent voir dans le bénéfice d'inventaire une institution de liquidation analogue à la faillite.

Mais nous venons de voir qu'il n'en est rien et, au surplus, l'idée même du bénéfice d'inventaire, tempérament apporté au principe de la continuation de la personne qu'il a donc laissé subsister, suffirait, ce nous semble, à écarter définitivement toute assimilation.

Du reste, nous aurons l'occasion de le relever plusieurs fois au cours de ce travail, la jurisprudence a fait de fréquentes applications du principe de l'héritier continuateur de la personne du défunt (1).

Nous avons jusqu'ici envisagé l'éventualité de l'héritier bénéficiaire en supposant qu'il n'y en ait qu'un. Que faut-il décider s'il y en a plusieurs. La jurisprudence a décidé en ce cas que tous ont un pouvoir légal pour procéder en justice (2) et qu'ils n'ont pas qualité pour se représenter réciproquement (3).

Il peut arriver que dans un but de simplification les tribunaux remettent à l'un d'entre eux le soin de pro-

(1) V. not., Lyon, 6 juillet 1889, *S. chr.* refondu. V. cependant la critique de ce principe et des conséquences que la jurisprudence en a tirés dans un article de M. Planiol, *Rev. crit.*, 1891, p. 487 et s. Il a été jugé que l'héritier bénéficiaire et garant des faits de son auteur. V. Riom, 13 décembre 1807. *S. chr.* ; mais V. en sens contraire, Cass., 1^{er} décembre 1812, *S. chr.*

(2) Poitiers, 22 mai 1856 (D. 56. 2. 191). S. 57. 2. 104.

(3) Cass., 16 février 1853 (D. 53. 1. 128). S. 53. 1. 662.

ééder à la liquidation ; c'est une question que nous examinerons plus loin en étudiant le rôle des administrateurs nommés par la justice.

Mais il peut se faire que, pour arriver à la liquidation définitive de la succession bénéficiaire, il faille exercer contre cette succession certaines actions appartenant à l'héritier. Dans ce cas, ce dernier ne pourrait évidemment pas agir. L'article 996 du Code de procédure civile prévoit alors la nomination d'un curateur au bénéfice d'inventaire en la même forme qu'un curateur à la succession vacante. Et réciproquement, on reconnaît généralement qu'un curateur peut être désigné pour exercer les actions de la succession contre l'héritier bénéficiaire (1).

Reste enfin une dernière question à élucider. Étant donné que l'héritier a tout pouvoir pour liquider lui-même ; qu'il procède à cette opération en qualité de propriétaire, on peut se demander si ses créanciers personnels pourraient agir en son nom en vertu de l'article 1166 du Code civil. En ce qui concerne l'administration, le droit absolu des créanciers de l'héritier a été expressément reconnu par la jurisprudence (2). Pour ce

(1) V. Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 125 bis ; Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 200 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 9 bis, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1293 ; Wahl, note sous Paris, 5 janvier 1891 et 9 février 1892, *S. chr.* refondu.

(2) Limoges, 15 avril 1831 (*S.* 31. 2. 174) ; Douai, 20 juin 1842 (*S.* 43. 2. 56). *Adde* Alb. Desjardins, *Rev. prat.*, 1867, p. 197 ; Demo-

qui est de la liquidation proprement dite nous n'avons trouvé qu'un arrêt de Limoges du 15 avril 1831, qui accorde aux créanciers le droit de faire vendre les biens héréditaires, par conséquent de procéder à la réalisation de l'actif. Et cette jurisprudence est, à juste titre, approuvée par la généralité des auteurs. Il serait inexact, en effet, de prétendre que la séparation qui existe entre les deux patrimoines et en vertu de laquelle les biens héréditaires ne sont pas le gage des créanciers de l'héritier, s'opposerait à cette action.

Comme l'ont fait, en effet, observer M. Baudry-Lacantinerie et Wahl (1), « ce motif est inexact, l'excédent de la valeur des biens héréditaires sur les créances héréditaires appartient à l'héritier et, par conséquent, à ses créanciers (2). » Il nous semble donc pouvoir en conclure que les créanciers personnels de l'héritier bénéficiaire ont tout pouvoir en vertu de l'article 1166, pour procéder à la liquidation.

lombe, *op. cit.*, t. XV, p. 180. *Contrà*, Paris, 19 mars 1850 (S. 52. 2. 28); Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 117.

(1) V. *op. cit.*, t. II, n° 1314.

(2) V. En sens contraire : Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 140 ; Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 180 bis.

CHAPITRE II

LES CRÉANCIERS DE LA SUCCESSION

L'héritier est donc, nous venons de le voir, la première personne qui ait qualité pour effectuer la liquidation de la succession bénéficiaire. Mais sera-t-il la seule ? Devrons nous refuser aux créanciers de l'hérédité le droit d'intervenir, de leur côté, pour hâter cette liquidation ? Les principes que nous avons antérieurement posés nous permettent de répondre d'une façon très nette et très catégorique à cet égard. Nous avons vu, en effet, qu'il fallait se refuser à toute assimilation entre la faillite et le bénéfice d'inventaire. Nous devons en déduire, par suite, qu'à la différence de ce qui se passe en matière de faillite où les créanciers sont représentés par un syndic ; ceux-ci dans le bénéfice d'inventaire, conservent tous leurs droits et peuvent parfaitement exercer des poursuites individuelles.

Du reste, si l'héritier a tout pouvoir pour liquider, rien ne l'y oblige. C'est là un point qui a été formellement

reconnu par la jurisprudence (1). Par suite, il peut se faire qu'au cas d'inaction ou de négligence de l'héritier, il y ait un intérêt ardent pour les créanciers à hâter la liquidation.

Le droit de poursuite individuelle est donc une arme nécessaire aux mains des créanciers pour pouvoir vaincre l'apathie de l'héritier. Et nous allons voir que la jurisprudence le consacre d'une façon très large. Des arrêts, dont plusieurs remontent à une époque très reculée ont affirmé le droit pour les créanciers même purement chirographaires de faire saisie immobilière des immeubles de la succession et d'en poursuivre la vente (2).

Ils peuvent également, d'après la jurisprudence, exer-

(1) V. Trib. Seine, 20 novembre 1903 (S. 07. 2. 82.) *Adde*, Demolombe, *op. cit.*, t. VIII, n° 177 et 271; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 147.

(2) Bourges, 15 mars 1822; Paris, 24 février 1825 (S. chr.); Cass. 23 juillet 1833 (S. 33. 1. 621); Paris, 22 novembre 1833 S. 33. 2. 596; Lyon, 29 décembre 1840 (P. 41. 2. 624); Limoges, 28 avril 1869 (D. 69. 2. 214); Orléans, 19 mai 1888 (S. 1889. 2. 123); Grenoble, 25 janvier 1889 (*Journ. Grenoble*, 89. 62); Rouen, 16 mars 1895 (*Rec. Rouen*, 97. 1. 98). *Adde* Duranton, t. VII, n° 38; Varennes, *Succ.*, art. 806, n° 6; Belost-Jolimont-sur-Chabot, art. 806, obs. 3; Bertin, *ord. sur req. et référé*, t. II, n° 1196; Bioche *Dic. de Proc.*, V° Saisie-arrest, n° 46; Bilhard, *Bénéf. d'inv.* n° 59; Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 128 bis, VII; Demolombe, *Succ.*, t. III, n° 228; Labbé, *Rec. civil*, 1885, p. 337; Charmont, *ibid.*, 1890, p. 1; Garraud, *De la Déconfit.*, p. 151, Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, § 618, p. 463; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 233; Laurent, *Dr. civ.*, t. X, 136 et s., Massé et Vergé sur Zachariæ, t. II, p. 349, § 386, note 24. V. égal. C. d'app. de Rome, 31 juillet 1883 (S. 84. 4. 19).

cer tous les droits de la succession, contre les tiers, en vertu de l'article 1166, qui autorise les créanciers à exercer les droits de leurs débiteurs (1). C'est ainsi qu'ils peuvent valablement agir en paiement des créances héréditaires (2) ou en liquidation d'une société formée entre le défunt et des tiers (3). Ils peuvent intervenir pour sauvegarder leurs droits par exemple dans les instances engagées par l'héritier ou contre lui (4). Ils peuvent enfin saisir des meubles, notamment les récoltes (5).

Il faut, semble-t-il, en conclure que l'héritier bénéficiaire, créancier lui-même de la succession, a le droit, rigoureusement, de choisir entre les formes de la saisie et les formes qui lui sont prescrites, ainsi que nous aurons l'occasion de le voir, en tant que bénéficiaire.

Décider autrement serait bien, à notre sens, méconnaître la séparation des patrimoines. Si la loi impose des formes particulières à l'héritier bénéficiaire, c'est en tant qu'héritier, mais non pour le cas où il agit de son chef

(1) Cass., 1^{er} août 1849 (S. 49. 1. 681) *Adde* Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 132; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1251.

(2) Trib. Valence, 23 décembre 1892 (J. Grenoble, 93.5 4).

(3) Dijon, 29 mars 1897 (S. chr. refondu). D. 98. 2. 253.

(4) Douai, 7 janvier 1850 (D. 52. 2. 327). *Adde* Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 133; Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 250; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1253; *contra* Cass., 2 mars 1874 (D. 74. 1. 359).

(5) Riom, 4 juillet 1890 (S. chr. refondu).

comme créancier (1). On peut, toutefois, incliner à penser que les formes de la saisie étant plus compliquées et plus onéreuses, l'héritier ne pourrait y recourir que s'il y avait un intérêt personnel, notamment en ce qui concerne les immeubles, à raison de l'immobilisation des fruits qui résulte de la saisie. Mais, en dehors de ce cas, il engagerait des frais inutiles, dont il serait personnellement responsable (2).

Mais, en outre des droits divers que nous venons d'énumérer et que la jurisprudence reconnaît indéniablement aux créanciers, comme conséquence de leur droit de poursuite individuelle, faut-il leur reconnaître également la faculté de faire saisie-arrêt sur les créances héréditaires ?

C'est là, semble-t-il, une arme dont, en l'absence de texte leur en retirant expressément l'usage, il faille laisser aux créanciers. Cela, toutefois, n'a été admis dans la jurisprudence qu'après quelques tâtonnements. De très anciens arrêts déniaient totalement le droit aux créanciers (3)

(1) Sic, Becqué, *Des effets de l'acceptation bénéficiaire*, p. 171 ; *Contrà* Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 184 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 99 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2111.

(2) Sic Becqué, *loc. cit.* ; Tambour, *op. cit.*, p. 309, note 2.

(3) V. En ce sens Paris, 30 juillet 1846 ; 27 juin 1820 : « Attendu que des saisies-arrêts formées entre les mains des débiteurs de la succession entravent la gestion de l'héritier bénéficiaire, sont préjudiciables aux intérêts de tous les ayants droit à la succession ; que la loi offre aux créanciers les moyens d'assurer leurs droits,

mais, hors ces quelques exceptions, on peut dire qu'une jurisprudence constante a toujours autorisé les créanciers à opérer saisie-arrêt sur les créances héréditaires, ou à agir en validité d'une saisie-arrêt faite avant ou après le décès (1).

La majorité des auteurs s'est, du reste, ralliée à cette opinion (2) et on peut donc considérer aujourd'hui cette

soit en exigeant caution de l'héritier, soit en faisant vendre le mobilier de la succession et en faisant ordonner la consignation des deniers mobiliers » (S. chr.) ; Rouen, 12 août 1826 ; « attendu que des saisies-arrêts conservatoires ne pourraient être d'aucun secours aux créanciers, qu'au contraire, elles aggraveraient leur position, en multipliant prodigieusement les frais et en entravant la gestion de l'héritier, que l'article 557 Code de procédure civile dont se prévalent les saisissants, ne peut profiter aux créanciers d'une succession bénéficiaire, cas régi par des règles spéciales... » (S. chr.).

(1) V. Cass., 8 décembre 1814 ; Bordeaux, 19 novembre 1822 ; Douai, 3 mars 1830 (S. chr.) ; Paris, 16 août 1832 (S. 33. 2. 474) ; Cass., 9 mai 1849 (S. 49. 1. 563) ; Poitiers, 22 mai 1856 (S. 57. 2. 104) ; Pau, 21 février 1887 (S. 88. 2. 181) ; Riom, 4 juillet 1890, précité ; Orléans, 28 juillet 1891 (D. 93. 2. 36) ; Lyon, 6 juillet 1889 (motif) et la note. D. 90. 2. 113 ; S. 92. 2. 37.

(2) V. Deloincourt, t. II, p. 32, note 3 ; Duranton, t. VII, n° 38 ; Massé et Vergé sur Zachariæ, t. II, p. 350, § 386, note 24 ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 463-64, § 648, texte et note 74 ; Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 228 ; Thiry, *Dr. civ.*, t. II, n° 152 ; Pujol, *Succ.* art. 803, n° 7 ; Thomine Desmazes, *Comm. sur le C. Rep.* n° 616 ; Carré et Chauveau, *Lois de la Proc.*, quest 1924 bis, 5° ; Bilhard, *Bénéf. d'invent.*, n° 58 ; Bioche *op. cit.*, V° Saisie-arrêt, n° 46 ; Vazeilles, *Succ.*, art. 803, n° 4 ; Favard de Langlade, *Rep.* V° Saisie-arrêt, § 1, n° 30 ; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 180 ; Roger, *Tr. de la saisie-arrêt*, n° 180 ; Dodo, *Saisie-arrêt*, n° 69 ; Dutruc, *Suppl. aux lois de la Proc.* de Chauveau et Carrié, t. III, V° Saisie-arrêt, n° 49 ;

solution comme certaine. Parmi les objections qui ont été formulées contre elles par les quelques dissidents, et que l'on retrouve dans quelques anciens arrêts, il en est une qui doit nous arrêter quelques instants parce qu'elle présente, dans sa conclusion, une portée générale que nous allons envisager. Les sommes saisies, a-t-on objecté, peuvent être nécessaires à l'héritier pour les besoins de son administration. Il serait donc préférable de ne permettre l'exercice de la saisie-arrêt, que si l'héritier est en retard dans ses recouvrements (1).

Aussi certains auteurs ont-ils proposé comme conciliation la formule suivante. Suivant que l'héritier serait ou non négligent ou inactif, les créanciers pourraient ou non faire saisie-arrêt à l'encontre des sommes dues à la succession (2). Et cette solution s'est trouvée reproduite dans

Rousseau et Laisney, *Dict. de Proc.*, t. VII, V^e Saisie-arrêt, n^o 20 ; Bertin, *Ordonn. sur requêtes et référés*, 2^e éd., t. I, n^o 280 et 32 bis ; Garraud, *op. cit.*, p. 150 ; Glasson et Tissier, *Précis de Proc.*, 2^e éd., t. II, n^o 1139 ; Curet, *Jurid. des référés*, t. II, n^o 473 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n^o 1226 ; Wahl, note 5^e col, sous Paris, 5 juin 1891 et 9 février 1892 rapp. ensemble. *Contrà*, Laurent, *D. civil*, t. X, n^o 137 ; Laurent de Villargues, *Rep. du notariat*, V^e Bénéf. d'invent., n^o 53 ; Hureau, *Succ.*, t. II, n^o 362 ; de Belleyme, *op. cit.*, p. 162.

(1) Rapporté par Planès, *op. cit.*, p. 98. Cette idée se retrouve dans les motifs des arrêts que nous avons cités comme s'opposant au principe de la saisie-arrêt ; V. au surplus, sur les objections que l'on a formulées contre le principe de la saisie-arrêt par les créanciers, Planès, *op. cit.*, p. 97.

(2) Laurent, *op. cit.*, t. X, n^o 228.

plusieurs arrêts (1). Mais à cela il a été répondu que « à ceux qui prétendent que le droit des créanciers est paralysé par le droit parallèle de l'héritier, il faut répondre que ces droits, justement, ne sont pas parallèles ; ils ne tendent pas exactement au même but ; l'héritier veut toucher la créance ; le créancier veut précisément l'en empêcher ; dès lors point de fin de non recevoir contre le créancier, tirée du défaut d'intérêt (2). »

Cette restriction apportée au droit des créanciers d'opérer saisie-arrêt, on a voulu essayer de l'étendre d'une façon plus générale, au droit même des créanciers d'entreprendre la liquidation de la succession bénéficiaire. Que les créanciers, a-t-on dit, puissent eux-mêmes faire cette liquidation en cas de négligence ou d'inaction de l'héritier, cela se conçoit : le patrimoine du défunt étant en définitive leur gage. Mais quand l'héritier prend en mains la liquidation, accomplit tout son devoir, on ne voit vraiment pas ce que viendrait faire les créanciers, qui n'ont qu'à attendre que les opérations de la liquidation suivent leur cours normal et prennent fin pour recevoir satisfaction. La liquidation de l'héritier ne pourra s'effectuer avec succès si on y apporte à chaque instant des entraves, sans compter que cette faculté reconnue aux

(1) Riom, 24 août 1837 (S. 39. 2. 379) ; Douai, 3 mars 1830 ; Bordeaux, 19 avril 1822 (S. *chr.*).

(2) Planès, *op. cit.*, p. 98 ; Sic Fambour, *op. cit.*, p. 308.

créanciers, aboutira nécessairement à des complications et à des frais inutiles.

Nous retrouvons ces arguments dans les motifs d'anciens arrêts qui partent également de cette idée fausse, nous l'avons vu, que l'héritier est le mandataire des créanciers pour admettre la distinction proposée. On y a fait, semble-t-il, une réponse décisive. « Les biens de la succession sont le gage des créanciers ; or tout créancier a le droit de se faire payer, en obtenant par des voies légales, la transformation en argent des valeurs qui composent le patrimoine de son débiteur. Pour enlever ce droit aux créanciers, on ne saurait se contenter de vagues considérations et les inconvénients même qui peuvent en résulter ne permettent pas de le supprimer si rien dans la loi n'autorise à le faire ; or, contrairement à ce qui a lieu pour la faillite, aucun texte ne suspend ici le droit de poursuite des créanciers (1). » C'est dire qu'un droit égal existe au profit des créanciers, comme au profit de l'héritier de poursuivre la liquidation.

Aussi, ne mentionnerons nous que pour mémoire, le courant qui, à une époque déjà ancienne, se manifesta en jurisprudence et qui voulait que les créanciers n'eussent, en cas d'inaction ou de négligence de l'héritier, non pas le droit d'engager de leur côté une procédure indépen-

(1) Becqué, *op. cit.*, p. 169 ; V. *contrà*, la distinction : Paris, 15 mars 1822, 24 février 1825, 22 novembre 1833, 13 août 1834, précités ; Limoges, 29 avril 1869 (D. 69. 2. 114).

dante, mais simplement de se faire subroger aux poursuites de l'héritier. Du reste, les arrêts, sur ce point, manquaient de fixité. Le premier qui apparut, prétendait que la seule marche à suivre, en cas de négligence de l'héritier, ne pouvait pas être celle des saisies, mais seulement, pour les créanciers, la procédure propre à l'héritier bénéficiaire, obtenue par subrogation (1). Peu après, un arrêt de Toulouse affirmait « qu'aucune loi n'autorise les créanciers à se faire subroger à la demande de l'héritier, que c'est sans doute par analogie que l'on a cherché à induire cette subrogation de l'article 722 du Code de procédure civile ; mais que cet article ne s'applique qu'aux ventes par expropriation (2). » Nous retrouvons, du reste, la même affirmation dans un arrêt, un peu postérieur, de Nîmes (3) ; et, un peu plus tard, la Cour suprême (4) ne semble plus émettre qu'une formule dubitative. « En supposant, dit-elle, que les créanciers d'une succession bénéficiaire puissent demander à être subrogés à l'héritier, à l'effet de se faire autoriser à vendre les immeubles dépendant de la succession, cette autorisation ne pourrait être accordée que dans les cas où l'héritier serait coupable de négligence en sa gestion. »

(1) Paris, 20 septembre 1821, confirmé par Cass., 4 décembre 1822 (*S. chr.*).

(2) Toulouse, 17 août 1822 (*S. chr.*)

(3) Nîmes, 18 décembre 1826 (*D. P.* 28. 2. 46).

(4) Cass., 3 décembre 1834 (*S.* 35. 1. 359). *D.* 35. 1. 43.

Au surplus, ce mouvement, s'il eût triomphé, n'eût pas été à encourager. Admettre la subrogation eût été, en effet, admettre la conception erronée de l'héritier mandataire des créanciers et refuser à ceux-ci tout droit propre à des poursuites individuelles. De plus, permettre la subrogation eût été ne tenir aucun compte de la différence des procédures instituées par la loi, pour la vente sur saisie des biens successoraux par les créanciers et par la réalisation de l'actif successoral par l'héritier (1).

Il faut donc, en définitive, reconnaître la coexistence d'une double procédure, celle des créanciers et celle de l'héritier, tendant toutes deux vers un même but. Mais qu'arriverait-il, alors, si la vente se trouve à la fois commencée par l'héritier bénéficiaire, d'une part, et par les créanciers usant de leur droit de poursuite individuelle, d'autre part. Il est bien évident qu'on ne peut pas laisser se produire deux adjudications et cumuler des frais de part et d'autre. Par suite, il est nécessaire qu'un des droits ait le pas sur l'autre.

On a prétendu que l'héritier bénéficiaire devrait toujours avoir la préférence (2). C'est à ce système, en somme, que se rattache la distinction que nous avons signalée et qui n'autorisait les créances à agir qu'en cas de négligence de l'héritier. C'est à lui que se rattachent également les arrêts

(1) V. au surplus, sous cette question, Becque, *op. cit.*, p. 174.

(2) Grenoble, 30 juillet 1814, D. *Rép.*, V° Succ., n° 862.

qui ont décidé que l'héritier seul ayant, en principe, le droit de poursuivre la vente des immeubles de la succession, les poursuites commencées par les créanciers peuvent, même dans le cas où elles seraient commencées, être interrompues sur sa demande, pour être recommencées par lui (1). Mais rien n'autorise semblable manière de voir, qui ne trouve d'appui nulle part et n'a pas rencontré de faveur dans la jurisprudence.

Un autre système a été proposé. C'est de donner la préférence au plus diligent et d'opposer à l'autre, s'il se présente, une fin de non-recevoir par le motif : pas d'intérêt, pas d'action. Et M. Garraud écrit : « La vérité est qu'il existe pour les opérations que suppose la liquidation d'une succession bénéficiaire deux droits parallèles. Concluons-en donc, que lorsque l'un de ces droits est mis régulièrement en exercice, il n'est plus permis à l'autre de l'entraver dans sa marche ; telle est la conciliation que nous proposons (2). »

La majorité des arrêts a adopté un criterium différent. Ce n'a pas été à vrai dire sans certains tâtonnements. C'est ainsi qu'un arrêt a admis les poursuites des créan-

(1) Paris, 20 septembre 1821, rapp. sous Cass., 4 décembre 1822 (*S. chr.*) ; *Contrà*, Duranton, t. VII, n° 38 ; Vazeilles, sur l'article 806, n° 6 ; Bilhard, *Du bénéf. d'invent.*, n° 59 ; Chauveau, *C. de la saisie immobilière*.

(2) Garraud, *op. cit.*, p. 151 ; *adde*, Rodé-Chaumont, (*Rev., crit.*, 1890, p. 1) ; Trib. Saint-Pol, 30 août 1884 (*Gaz. Pal.*, 86. 2. 407).

ciers concurremment avec celles de l'héritier, par ce motif « qu'en supposant la vente par licitation moins dispendieuse que l'expropriation, ce ne serait pas un motif suffisant pour forcer les créanciers à attendre l'effet de la licitation parce qu'elle peut être entravée par une foule d'incidents, qu'elle entraîne des lenteurs, qu'il n'aurait pas la faculté d'abroger et qu'il lui importe de conserver avant tout son avantage l'action qu'il tient de la loi (1). »

Mais on peut dire qu'actuellement la jurisprudence se décide d'après les circonstances de fait, pour ordonner la poursuite qui présente le plus de garanties de continuation régulière (2). Ce système arrive souvent, en fait, à se confondre avec le précédent, car il arrive, la plupart du temps, quand le plus diligent a entamé des poursuites, que celui qui a entrepris la seconde, n'a aucun intérêt à l'exercer.

Souvent, en suspendant les poursuites commencées par les créanciers en faveur de l'héritier, à qui

(1) Paris, 22 mars 1833 (S. 33. 2. 594).

(2) Orléans, 19 mai 1888 (S. 89. 2. 123); Rouen, 16 mars 1895 (*Rec. Rouen*, 97. 1. 98); Caen, 13 décembre 1898 (*Rec. Caen*, 98. 255); Trib. Louhans, 29 février 1884 (*Gaz. Pal.*, 84. 1. 539); *Addé*, Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 228; Labbé (*Rev. crit.*, 1885, p. 339); Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1245. La formule est bien donnée par l'arrêt d'Orléans, 19 mai 1888, précité : « Il appartient au tribunal d'attribuer la réalisation des immeubles à l'un ou à l'autre, suivant les circonstances, en se déterminant suivant l'intérêt bien entendu des parties. »

ils accordent seulement un sursis pour consommer la vente qu'il a provoquée, les tribunaux concilient très élégamment les intérêts des uns et des autres. L'action des créanciers n'est pas éteinte, un délai lui est seulement imposé avant de se manifester à nouveau. Pendant ce temps, l'héritier sera le premier intéressé à opérer une liquidation rapide et bien conditionnée : la crainte de l'action des créanciers suffira à prévenir sa négligence (1).

En somme, nous pouvons dire que les créanciers de la succession bénéficiaire ont, au même degré que l'héritier, le droit de liquider et ce, par tous les moyens mis généralement à la disposition des créanciers ordinaires, sans en excepter la saisie-arrêt. Il faut y ajouter même, depuis 1894, et par suite d'un revirement de jurisprudence opéré à cette époque, la possibilité de faire une saisie-exécution sur des rentes sur l'État, dépendant de la succession bénéficiaire et de s'opposer à ce qu'elles soient immatriculées au nom de l'héritier (2).

Cette action possible des créanciers dans la liquidation

(1) Paris, 22 mai 1833 (S. 32. 2. 594) et la note sous Orléans, 19 mai 1888, précité.

(2) Cass., 2 juillet 1894 (S. 95. 1. 5). La doctrine nouvelle résultant de ces arrêts et permettant la saisie-arrêt des rentes sur l'État et la possibilité de les immatriculer au nom de l'héritier, n'a pas encore été, à vrai dire, appliqué à l'héritier bénéficiaire. Mais elle ne peut manquer de l'être. V. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1234.

est généralement très vivement prise à partie et il ne manque pas d'auteurs qui réclament sur ce point une réforme. Nous ne répéterons pas toutes leurs critiques : ce sont, au surplus, celles que nous avons rencontrées parmi ceux qui déniaient aux créanciers le droit d'intervenir. Que tout soit parfait dans cette dualité d'action ; il est bien évident qu'on ne saurait le soutenir, pas plus qu'on ne saurait contester que des inconvénients sensibles en peuvent résulter. Mais il nous paraît que l'action de la jurisprudence, telle que nous l'avons vue se manifester, restreint singulièrement ces inconvénients. En définitive, en intervenant à temps pour conserver l'action qui lui paraît la plus appropriée aux circonstances et supprimer l'autre, elle garantit efficacement les intérêts des créanciers ; et d'autre part l'héritier se trouve stimulé par la connaissance qu'il a d'une intervention possible de leur part. Nous voyons donc que, sur ce point spécial, des créanciers pris comme liquidateurs de la succession bénéficiaire, la jurisprudence a édifié un système qui ne rend pas leur intervention inopportune et concourt en somme à faire du régime existant un régime supportable, et garantissant, quoi qu'on en dise, les intérêts de tous.

CHAPITRE III

SECTION I

L'Administrateur

D'après ce que nous avons pu voir jusqu'à présent, la liquidation de la succession bénéficiaire appartient en principe à l'héritier; et chacun des créanciers, en ce qui le concerne, peut, conservant son droit de poursuite individuelle, agir pour récupérer ce qui lui appartient.

Mais, en définitive, on ne peut pas dire que les créanciers, de ce fait, procèdent à une véritable liquidation. Ce sont plutôt toute une série de petites liquidations individuelles que chacun d'eux opère pour son propre compte; tandis que l'héritier procède à ce que nous appellerons une liquidation d'ensemble, suivant des règles précises que nous aurons par la suite à examiner. Nous pouvons donc dire jusqu'ici que seul, en définitive, l'héritier bénéficiaire, propriétaire du patrimoine du défunt, nous est apparu comme pouvant vraiment liquider. Mais alors une question

vient à se poser : cet héritier auquel, pour tous les motifs que nous avons indiqués nous avons reconnu le droit de liquider, pourra-t-il pour certaines raisons ou dans certains cas être dépouillé de son droit ? Remarquons bien que nous posons ici un problème tout à fait différent de ceux que nous avons précédemment envisagés. Quand nous avons admis le droit, pour les créanciers, de faire valoir individuellement leurs droits et de procéder, dans cette mesure, et chacun pour soi, à une petite liquidation, nous avons toujours proclamé en même temps le droit coexistant de l'héritier. Ce sont, en effet, deux droits parallèles et nous avons vu, du reste, qu'il appartenait aux tribunaux, en cas de conflit, de décider quel devait être celui qui devait l'emporter sur l'autre. C'est dire, par conséquent, que le droit de l'héritier demeurerait bien intact. Dans le problème que nous posons actuellement, au contraire, les données sont tout autres. Il s'agit de savoir non pas si à côté de l'héritier pourra subsister quelque'un autre ayant pouvoir de liquider, mais bien si, à la place de l'héritier, un tiers peut se trouver investi de la mission de liquidateur.

Pour mieux préciser encore, nous mettons de côté tout ce qui concerne les administrateurs provisoires. On sait, en effet, que certains textes autorisent la nomination d'un administrateur provisoire au cas où une raison quelconque rend, pendant un temps déterminé, l'administration difficile (C. civ., 497 ; C. pr. civ., 895 ; C. civ., 112

et 113) (1). Mais il s'agit, dans ces cas là, de tiers chargés d'accomplir les actes les plus urgents, pendant une durée essentiellement temporaire et qui, par conséquent, n'ont aucunement mission de liquider, c'est-à-dire d'accomplir les actes principaux de l'administration (2). L'administrateur que nous avons en vue, au contraire, serait un tiers dont le rôle consisterait à se substituer à l'héritier, et par suite, à faire tous les actes incombant à ce dernier, parmi lesquels les opérations de liquidation.

Or, l'institution par les tribunaux d'un tiers ayant de tels pouvoirs, est-elle ou non possible ? Telle est la question que nous posons et que nous voulons maintenant nous attacher à résoudre.

« Le principe, a écrit M. Wahl (3), n'est pas douteux. L'héritier étant « chargé » de l'administration, c'est un droit pour lui aussi bien qu'une obligation de garder cette administration ; les créanciers ne peuvent la lui enlever. Au reste l'héritier est un propriétaire malgré le bénéfice d'inventaire, et ce sont ses propres biens qu'il administre ; ce serait porter atteinte au droit de propriété, faire une sorte d'expropriation pour cause d'utilité privée que de

(1) V. note de M. Wahl, 6^e et 7^e col. sous Paris, 5 juin 1891 et 9 février 1892, rapp. ensemble, *S. chr. ref.*

(2) V. sur les pouvoirs restreints de l'administrateur provisoire, Metz, 13 juillet 1865 (*S.* 1866. 2. 29).

(3) Wahl, note sous Paris, 5 juin et 2 février 1892, rapportés ensemble, précités, 2^e col., § 1^{er}.

lui enlever cette administration ; s'il administrait pour le compte des créanciers et légataires, on comprendrait la solution contraire, mais c'est aussi et surtout dans son intérêt qu'il administre » (1). C'est là, du reste, un principe que la plupart des arrêts ont reconnu, même alors qu'ils ont, comme nous aurons occasion de le voir, admis tellement d'exceptions dans des cas particuliers, qu'en fait il ne restera pratiquement plus grand chose du principe (2). Et c'est également ce que nous avons énoncé dès le début de cette étude, quand proclamant cette idée que l'héritier est véritablement propriétaire du patrimoine du défunt, nous avons montré qu'il devait, par suite, y avoir une différence complète entre la liquidation bénéficiaire et le système de la faillite.

Or, en cette manière, il semble bien que l'assimilation de la faillite à la liquidation de la succession bénéficiaire sont le mobile qui ait animé la jurisprudence et ait inspiré ses tendances. Puisque, finalement, il fallait renoncer

(1) V. la note (3^e col.) de M. Wahl sous Dijon, 29 mars 1897, précité ; Adde, Demolombe, *op. cit.*, t. III, n^o 228 ; Huc, *op. cit.*, t. V, n^o 231 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, 3^e éd., t. II, n^o 1230 ; Carpentier et du Saint, *Répert. génér. alphab. du droit. fr.*, V^o Bénéfice d'inventaire, n^{os} 445 et s.

(2) V. Paris, 5 juin 1891 et 9 février 1892, précités ; V. égal. à cet égard, Demolombe, *op. cit.*, t. III, n^{os} 226, 227, 229 ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, § 618, p. 450 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n^{os} 117, 119, 121 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n^o 1502 ; Bertin, *Chambre du Conseil*, t. II, n^o 1239.

à appliquer à notre matière les règles concernant la faillite, on s'est efforcé de créer de toutes pièces un système qui s'en rapprochât de plus, afin de se trouver en face d'un mode de liquidation ne laissant rien à désirer.

Vers le milieu du siècle dernier, la jurisprudence a essayé, de la sorte, d'instituer la pratique des liquidateurs séquestres judiciaires, qui tout en n'étant pas exclusivement organisée pour l'hypothèse d'une succession bénéficiaire, y trouvait cependant ses applications les plus fréquentes. Frappés du défaut d'organisation de l'insolvabilité civile en droit français, les gens d'affaire, avaient en effet imaginé le système suivant, que plusieurs cours d'appel avaient consacré.

A la requête des créanciers et légataires, le président du tribunal civil, statuant en référé, ou le tribunal lui-même, nommait un liquidateur séquestre investi de pouvoirs extrêmement étendus. Voici à titre d'exemple une des formules qui étaient employées (1) : « Nous, président du tribunal civil, nommons M. D... (un avoué) séquestre judiciaire des biens de M. X..., toutes poursuites individuelles demeurant suspendues, à l'effet de recouvrer, dans l'intérêt de tous, les différentes créances ci-dessus énoncées, et d'en faire la répartition entre les créanciers au fur et à mesure du recouvrement; autorisons M... séquestre

(1) Ordonnance du président du tribunal civil de Lyon du 21 août 1852, confirmée par arrêt de la Cour de Lyon du 26 mai 1853, sous Cass., 17 janvier 1853 (S. 1855. 1. 97).

à exercer en son nom toute poursuite nécessaire, passer toutes quittances et décharges, donner tous mandats et procurations, entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes et faire, en un mot, dans la plus grande latitude, ce que le débiteur aurait pu faire, pour le recouvrement de son actif ; ordonner qu'il sera fait une répartition toutes les fois que les sommes en caisse atteindront 4.000 francs. »

Pareille procédure se trouvait, par suite des décisions de plusieurs cours d'appel, imposée à l'héritier et ce mode de liquidation substitué au régime légal (1). On alla même, dans certaines décisions, jusqu'à supprimer les poursuites individuelles pour assurer l'efficacité du système (2). Et on vit même des tribunaux qui décidèrent, comme conséquence toute logique, que les créanciers ne pouvaient réclamer contre la répartition du liquidateur séquestre, s'ils n'avaient pas produit dans un délai

(1) Lyon, 26 mai 1853 (S. 1855. 4. 102) ; Douai, 3 décembre 1867 (D. 68. 2. 35) ; Lyon, 27 mars 1873 (D. 75. 2. 149) ; Nancy, 26 février 1876, sous Cass., 10 juillet 1876 (D. 76. 4. 313) ; Angers, 11 janvier 1886, sous Cass., 13 novembre 1889 (D. 90. 1. 8.).

(2) V. Trib. de Saint-Étienne, 22 janvier 1873 (D. 75. 2. 149). « Attendu que le séquestre judiciaire représente la masse des créanciers et le débiteur ; qu'il est chargé de gérer et d'administrer, qu'il ne lui serait pas possible de remplir cette mission si, par suite des saisies de la part des créanciers, les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses obligatoires et urgentes lui étaient refusées ; que la conséquence forcée de la saisie serait d'annihiler la fonction du séquestre judiciaire, en lui refusant les moyens d'administrer. » V. égal. Lyon, 27 mars 1873, précité.

imparti à cet effet (1). La pratique en était arrivée, en effet, à créer de toutes pièces une procédure provocatoire, suivie d'une liquidation à peu près comme en matière de faillite (2).

L'héritier, déchu de son droit, ne jouait que le rôle de simple spectateur, et les créanciers, de leur côté, n'avaient, privés du droit de saisie, qu'à attendre la fin des répartitions.

Pareil système, s'il contenait beaucoup d'arbitraire, semble toutefois n'avoir pas donné lieu à de réelles réclamations. La plupart du temps, le liquidateur était un avoué, présentant, par suite, toute garantie et agissant sous le contrôle de sa chambre de discipline. La chambre des avoués de Lyon avait du reste, en 1878, établi un « règlement pour les séquestres et administrateurs provisoires » qui, du dire de M. Garraud, est une des meilleures réglementations pratiques de la déconfiture (3).

« Bien entendu, comme l'a écrit un auteur, si tous les intéressés, créanciers et légataires, d'une part, héritiers de l'autre, sont d'accord pour accepter ce mode de liquidation, la convention faisait la loi des parties, il peut fonc-

(1) Trib. civ. de Lyon, 15 novembre 1873 et 20 janvier 1874 (*Moniteur judiciaire de la Cour de Lyon*) ; 20 janvier 1874 et 26 février 1874,

(2) V. sur ce point, Garraud, *op. cit.*, p. 220.

(3) *Op. cit.*, p. 232. Ce règlement a été remplacé depuis par celui du 15 juin 1892, cité par Dupin, *Faillite civile*, p. 55 ; V. au surplus sur toute cette question, Becque, *op. cit.*, p. 264 et s.

tionner sans difficulté, au grand profit des uns et des autres ; cette liquidation collective amiable présente, en effet, sur la procédure de contribution, de précieux avantages ; elle évite des droits d'enregistrement qui frappent les productions de titres et les collocations ; elle dispense des formalités souvent frustratoires, dont la procédure de contribution est hérissée ; elle réalise une publicité nécessaire, permettant à tous les intéressés de faire valoir leurs droits (1). »

Mais si l'héritier ne veut pas s'y soumettre ? Alors cette pratique apparaît bien comme antijuridique et c'est avec raison que la Cour de cassation lui a opposé une fin absolue de non recevoir. Comme l'a très bien dit M. Perceron (2), « ce régime prétorien n'étant destiné qu'à la déconfiture, il est évident qu'il ne peut, en tout cas, s'adapter, *de plano*, à la succession bénéficiaire (puisque celle-ci ne suppose pas nécessairement l'insolvabilité du *de cujus*) ». Il eût donc fallu, à supposer que cette procédure fût légale, que l'on démontrât au préalable, pour qu'elle pût s'adapter au régime bénéficiaire, l'insolvabilité de la succession. Or, elle n'était pas légale. Nous avons vu, en effet, qu'on ne pouvait en aucune façon, assimiler à la faillite, la liquidation bénéficiaire, et la nouvelle organisation que présentait la jurisprudence, et qui se

(1) Becque, *op. cit.*, p. 268.

(2) Percerou, *op. cit.*, p. 600, 601.

calquait en définitive, sur celle de la faillite, ne pouvait, par suite, avoir de raison d'être. Aucun texte analogue, à l'article 443 Code de commerce ne venait légitimer cette manière d'agir. C'est ce qui explique que la Cour suprême se soit toujours refusée à entrer dans cette voie (1), et qu'elle ait, en termes particulièrement formels, réprouvé la nouvelle tendance qui se faisait jour (2).

Obligés, par suite, de maintenir le droit de poursuite individuelle des créanciers, et de laisser à l'héritier le droit qu'il possède, par son caractère même, de procéder à la liquidation ; les tribunaux se sont efforcés, tout en proclamant bien haut le dernier principe, d'y apporter des restrictions importantes.

La plupart des auteurs admettaient déjà, au principe de l'héritier ne pouvant être dépouillé de son droit de liquidation, une dérogation, pour le cas où l'héritier aurait commis des malversations dans sa gestion. Dans ce

(1) Cass., 17 janvier 1855 (D. 55. 1. 11) ; Cass., 10 juillet 1876 (S. 76. 1. 405) ; 14 novembre 1883 (S. 85. 1. 423) ; 13 novembre 1889 S. 90. 1. 38). D. 90. 1. 34.

(2) « Attendu que chacun a la libre disposition de ses biens, et que nul ne peut être privé de les administrer, qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi ; attendu que l'article 1961, alinéa 2, Code civil, confère, il est vrai, aux tribunaux la faculté de placer sous séquestre judiciaire, soit une chose litigieuse, entre deux ou plusieurs personnes, soit une chose affectée à la garantie des obligations du débiteur, mais que cette disposition de la loi ne les autorise pas à étendre la mise sous séquestre au patrimoine entier d'un particulier » (Cass., 13 nov. 1889, précité).

cas, ils sont généralement d'accord pour décider que les tribunaux peuvent, par mesure de précaution, lui enlever l'administration (1).

Mais la jurisprudence a été plus loin. Elle a assimilé à la fraude, la négligence ou l'impéritie, qui font commettre une faute grave dans la gestion, entravant la réalisation de l'actif, ou le paiement du passif (2). Et elle déclare que, dans certains cas qu'elle qualifie d'exceptionnels, il y a lieu de nommer un administrateur judiciaire, aux lieu et place de l'héritier lui-même, et que l'intérêt seul des créanciers successoraux suffit à légitimer l'emploi d'une pareille mesure (3).

C'est ainsi que les tribunaux se sont reconnu le droit

(1) Demolombe, *op. cit.*, t. III, nos 226 et 239; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 450, § 618, texte et note 22; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1503; V. cependant, Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 124.

(2) V. Cass., 5 août 1846 (P. 46. 2. 293); Paris, 5 juin 1891 et 9 février 1892, rapp. ensemble, précités; Cass., 26 février 1901 (D. 06. 1. 333); V. cependant, Trib. de la Seine, 9 novembre 1887 (*La loi*, du 28 fév. 1888).

(3) « Attendu d'ailleurs que par la nature de leurs fonctions, les tribunaux sont investis d'un pouvoir tutélaire, en vertu duquel il leur appartient d'ordonner, lorsque les circonstances l'exigent, telles mesures conservatoires qu'ils jugent convenables.... dans l'intérêt des tiers et même dans l'intérêt général de la société; que, du reste, la doctrine et la jurisprudence s'accordent généralement à leur reconnaître ce droit, en l'absence de toute disposition de loi spécialement applicable au cas dont s'agit » (Caen, 22 fév. 1879, S. 80. 2. 37).

de nommer un administrateur si la liquidation exige une compétence technique, qui fait défaut à l'héritier (1) ; s'il y a opposition d'intérêt entre l'héritier bénéficiaire mineur et son tuteur, créancier lui même de la succession, et si cette opposition d'intérêt, donne aux autres créanciers de la succession, de justes motifs de crainte d'être lésés dans leurs droits (2).

De même la jurisprudence décide que la liquidation peut, en cas de conflit entre plusieurs cohéritiers bénéficiaires, être confiée à l'un deux, ou à un tiers, s'ils ont des intérêts manifestement opposés (3). Elle admet également la nomination d'un administrateur si les héritiers sont très éloignés du lieu de l'ouverture de la succession, et qu'on ait, de ce fait, à craindre des lenteurs (4) ; ou encore si l'absence d'intérêt de l'héritier, quand le passif absorbe l'actif, fait craindre de la négligence de sa part (5). Pour employer une formule plus générale, les tribunaux se reconnaissaient le droit de nommer un administrateur quand « l'utilité des parties le demande » ou « toutes les fois que les circonstances, dont

(1) Caen, 10 mars 1891 (*Le droit*, 18 avril 1891).

(2) Caen, 10 mars 1891, précité ; Douai, 13 août 1855 (S. 56. 2. 342) ; Cass., 17 décembre 1895 (S. chr. ref.). D. 96. 1. 467.

(3) Cass., 5 août 1846 (D. 46. 1. 467) ; Douai, 13 août 1855 ; Cass., 17 décembre 1895, précités.

(4) Bordeaux, 9 mars 1841 (P. 41. 2. 705) ; Caen, 22 février 1879 (S. 80. 2. 237).

(5) Cité par Becqué, *op. cit.*, p. 271.

ils sont jugés souverains paraissent l'exiger (1). » Ils iront alors jusqu'à décider, ainsi qu'on a pu s'en rendre compte par l'énumération que nous venons de faire, qu'il n'est pas nécessaire que l'héritier ait causé un préjudice réel aux créanciers héréditaires, pour que ceux-ci soient fondés à agir utilement contre lui. On a été dans cette voie jusqu'à décider la possibilité de nommer un administrateur quand la succession étant dévolue à de nombreux héritiers, *le nombre* des héritiers permettait de supposer que la discorde survenant entre eux, l'administration de la succession en supporterait les conséquences fâcheuses (2).

Cette jurisprudence paraît aujourd'hui définitivement et solidement établie. Se justifie-t-elle et doit-elle être approuvée ? Telles sont maintenant les deux questions, auxquelles il nous faut répondre.

Si quelques auteurs l'enregistrent, simplement sans la discuter (3), il faut reconnaître que la majorité d'entre eux la repousse comme antijuridique (4).

On invoque, en premier lieu, en sa faveur la tradition, et notamment un règlement de 1678, mentionné par de

(1) Cass., 5 août 1846 (*D. Rép.*, V^o Succ., n^o 840) ; Douai, 13 août 1855 ; Cass., 17 décembre 1895, précités.

(2) Cass., 5 août 1846, cité par Georges, *op. cit.*, p. 184.

(3) V. note, Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 450.

(4) Percerou, *op. cit.*, p. 602, V. note ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n. 1506 ; Garraud, *op. cit.*, p. 228 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n. 117 et s. ; Wahl, note sous Paris, 5 juin 1891, précité.

Montvalon, qui permettait dans certains cas, et particulièrement au cas de « faute ou tergiversation » de l'héritier, « de faire régir les biens par un séquestre ou curateur si trois créanciers le requerraient » Mais ce raisonnement ne saurait, en aucune façon, être convaincant. Si l'ancien droit admettait le remplacement de l'héritier bénéficiaire par un liquidateur et si, par suite le législateur du Code civil avait cet exemple sous les yeux, on doit en conclure que son silence équivaut de sa part à un abandon absolu des anciennes coutumes.

D'autres mesures protectrices anciennes ont bien disparu de nos jours, sans qu'on ait prétendu que leur application s'impose en face du silence du Code (1).

On argumente aussi parfois de l'article 132 Code procédure civile, stipulant des dommages-intérêts contre les tuteurs, curateurs, héritiers bénéficiaires, ayant compromis les intérêts de leur administration « sans préjudice... de la destitution contre les tuteurs et autres suivant la gravité des circonstances .» Mais à cela on peut opposer que, « en réalité, être destitué, c'est pour l'héritier bénéficiaire, perdre la qualité en vertu de laquelle il administrait dans l'intérêt d'autrui, c'est-à-dire sa qualité d'héritier sous bénéfice d'inventaire; c'est être déclaré héritier pur et simple, c'est être déchu de son bénéfice, ce n'est nulle-

(1) V. Georges, *op. cit.*, p. 137, V. au surplus sur tout ce qui suit les excellents développements donnés par cet auteur.

ment se voir enlever un droit d'administration, ce qui se rattache aux principes les plus évidents du droit et de l'équité (1).

On ne pourra pas davantage se prévaloir de ce fait, que le droit de faire nommer un administrateur serait un corollaire du droit d'abandon. Mais c'est attribuer à ce dernier droit une portée qu'il n'a pas. L'obligation d'abandonner n'est écrite nulle part et si l'héritier est libre aux termes de l'article 802 Code civil, de faire l'abandon des biens, nul ne peut l'y contraindre.

Dira-t-on, alors, que les tribunaux peuvent bien nommer un administrateur pour la liquidation, alors qu'ils s'accordent généralement, au cas de pluralité d'héritiers à confier l'administration à l'un d'eux ? Ce serait d'abord justifier un abus par un abus, car rien ne légitime ce dernier pouvoir que s'est arrogé la jurisprudence ; mais, de plus, nous avons vu que le rôle de l'héritier administrateur n'est que provisoire, et ne s'étend pas, par suite, aux opérations de liquidation. On ne peut donc pas en tirer argument.

M. Guillouard a tenté une autre justification. L'énumération de l'article 1961 du Code civil (2), dit-il (3), n'est pas

(1) V. Georges, *op. cit.*, p. 137 et s.

(2) Art. 1961 C. civ. : « La justice peut ordonner le séquestre : 1°. 2°. d'un immeuble ou d'une chose immobilière dont la propriété, ou la possession, est litigieuse, entre deux ou plusieurs personnes. »

(3) Guillard, *Du prêt, etc.*, n. 173 et s.

limitative. Il est permis aux juges d'ordonner le séquestre chaque fois que la mesure leur paraît nécessaire. Rien, dans les travaux du Code civil, pense-t-il, n'autorise à faire croire que les rédacteurs du Code civil aient voulu restreindre le pouvoir accordé aux juges par l'ordonnance de 1667 qui disposait que « les séquestres pourraient être ordonnés, tant sur la demande des parties que d'office, en cas que les juges estimeraient qu'il y aurait nécessité de le faire. » Et M. Gouillard cite, au surplus, plusieurs exemples, dans lesquels la loi décide qu'un séquestre peut être ordonné, en dehors de tout litige, sur la propriété ou la possession d'une chose (art. 681 C. pr. (1); 602 C. civ. (2); 465 C. inst. crim.) (3). Mais si cette théorie est séduisante, elle ne saurait toutefois être exempte de reproches. Si, en effet, la loi a pris soin de préciser en des textes spéciaux, les cas dans lesquels un séquestre peut être établi, en dehors de ceux prévus par l'article 1961 Code civil, c'est bien que c'est dans ces hypothèses là

(1) Art. 681, C. proc. : « Si les immeubles saisis ne sont pas loués ou affermés, le saisi restera en possession jusqu'à la vente, comme séquestre judiciaire. »

(2) Art. 602, C. civ. : « Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme, ou mis en séquestre. »

(3) Art. 465, C. instr. cr. : Lorsque après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite à son domicile..., le président de la Cour des assises..... rendra une ordonnance portant..... que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace..... »

seulement que l'extension est admise. La généraliser serait certainement contraire à l'idée du législateur.

Au surplus, le séquestre, tel que le comprennent tous ces articles, n'a qu'un simple pouvoir d'administration, de conservation. Les pouvoirs de liquidation que possède l'héritier bénéficiaire, ne sauraient donc lui être départis par les tribunaux.

Une autre opinion a été mise en avant par M. Planiol. L'héritier bénéficiaire est légalement chargé d'administrer les biens de la succession, et c'est là, pour lui, une obligation stricte tant qu'il n'a pas fait l'abandon prévu par l'article 802 Code civil. « Si l'acceptation d'une succession est regardée comme un quasi-contrat qui lie l'héritier envers les créanciers du défunt, ce quasi-contrat est unilatéral quand il s'agit d'une acceptation pure et simple, et synallagmatique quand l'héritier accepte sous bénéfice d'inventaire ; les créanciers ont alors des droits à faire valoir contre l'héritier ; ils peuvent exiger de lui l'exécution d'une certaine obligation ; c'est une obligation de faire, non susceptible d'exécution forcée, directe, mais, toutefois, comme elle peut être exercée par toute personne, les créanciers, conformément au droit commun, peuvent demander qu'un tiers soit désigné par justice pour faire, à leur profit, ce que l'héritier refuse d'accomplir (1). »

(1) Note au Dalloz sous Paris, 5 juin 1891 (D. 94. 2. 81).

Cette explication est juste, appliquée à la nomination d'un administrateur ne devant faire que des actes de *pure administration*, mais, comme M. Planiol le reconnaît lui-même dans son *Traité de droit civil* (1), « l'idée d'un rapport synallagmatique entre l'héritier et les créanciers... est fausse quand il s'agit de *la liquidation*, qu'aucun texte ne lui impose et qui ne nous vient pas de la tradition. »

Au surplus, comme l'a fait très justement observer M. Wahl (2), la loi, en établissant tout un système de garanties au profit des créanciers contre l'héritier de mauvaise foi ou négligent, a édifié des mesures de protection qu'elle a estimées suffisantes et qu'il serait, par suite, contraire à l'esprit du législateur de vouloir compléter par l'institution arbitraire d'un administrateur. On peut discuter, peut-être, la valeur de toutes ces garanties légales qu'énumère M. Wahl. Nous ne leur croyons pas, pour notre part, une complète efficacité.

Mais elles n'en décèlent pas moins un état de choses dont il ne serait pas opportun de méconnaître l'existence. Nous condamnerons donc en droit pur, l'institution jurisprudentielle de l'administrateur. Mais, si les arrêts ne s'appuient sur aucun texte, sur aucun principe, ne se légitiment-ils pas, en fait, par des motifs d'utilité pra-

(1) T. III, n. 2127.

(2) Wahl, note précitée sous Cass., 5 juin 1891 (S. 93. 2. 113).

tique ? Nous croyons, pour notre part, que la jurisprudence qui, suivant l'expression de M. Planiol, est ici « novatrice et créatrice » (1), a eu le mérite de compléter une organisation insuffisante de la loi. Il faut lui savoir gré d'avoir essayé de faire quelque chose pour rendre la liquidation bénéficiaire plus rationnelle et plus juste. Elle a montré, en somme, la voie à suivre au législateur, qui seul a qualité pour consacrer efficacement sa tentative et la parachever. Et nous devons reconnaître que, quelle que soit, en droit, la valeur des règles qu'elle a posées, elles ont certainement contribué, en fait, à améliorer la liquidation bénéficiaire et à en faire une institution présentant d'indéniables conditions de sécurité.

SECTION II

Les pouvoirs de l'administrateur

Cet administrateur dont nous venons de voir la création par la jurisprudence, quels sont ses pouvoirs exactement ? Remplace-t-il d'une façon absolue l'héritier bénéficiaire *ipso facto* ou, au contraire, faut-il que les pouvoirs de liquidations lui soient nettement ou expressément attribués ? On peut dire que sur ce point les tribunaux ont donné les solutions les plus diverses. Suivant la phrase de M. Wahl

(1) *Loc. cit.*

« il n'est pas de question à laquelle les tribunaux aient donné de solutions plus diverses ; le seul point commun de toutes ces solutions est d'être dictées par des circonstances et de ne chercher à s'appuyer sur aucune raison juridique (1). » C'est donc qu'il est impossible de dégager une théorie générale de l'amas de décisions contradictoires qui se font jour. Tantôt les arrêts décident que l'administrateur a tout pouvoir pour liquider, du moment qu'il est nommé, et que son rôle est de remplacer de façon absolue l'héritier (2). Tantôt on voit des tribunaux statuer qu'en dehors des actes d'administration, il faut à l'administrateur pour accomplir les autres actes, l'autorisation de justice (3). Dans d'autres cas, enfin, l'héritier est considéré comme une sorte d'incapable pourvu d'un conseil judiciaire dans la personne de l'administrateur qui ne peut, par suite, agir sans son concours, ou est soumis à sa surveillance et à son contrôle (4).

Il est bien évident tout d'abord que si le tribunal qui a nommé l'administrateur judiciaire, a pris soin de délimiter ses pouvoirs, la question ne se pose pas. Nous ne nous occupons ici, il faut le préciser, que du cas où la décision de justice s'est bornée à nommer un administrateur sans

(1) *Loc. cit.*

(2) Bordeaux, 9 mai 1841, cit. par Georges, *op. cit.*, p. 167.

(3) Lyon, 16 janvier 1879 (S. 81. 2. 69).

(4) Douai, 13 août 1855 (S. 56. 2. 342) ; Alger, 3 juillet 1887 (*Rev. algérienne*, 88. 57).

fixer son rôle. On s'est efforcé souvent, en présence de décisions contradictoires dont nous venons de donner une idée, d'essayer d'édifier des systèmes susceptibles d'être proposés à la jurisprudence en la matière. Nous ne les énumérerons pas tous. Nous nous bornerons à indiquer les deux qui nous paraissent les plus considérables. Le premier, semble-t-il, a trouvé un écho, sans suite du reste, dans un arrêt de Paris du 4 juin 1894 (1). Ce système part du principe que nous avons proclamé : que l'héritier ne peut pas être dépouillé malgré lui de son droit d'administration. D'où on conclut que l'administrateur ne peut être nommé que du consentement de l'héritier. Par suite, si ce consentement est vraiment intervenu, ou si tout au moins l'héritier a été mis en cause et admis à présenter ses observations — auquel cas la décision intervenue lui sera entièrement opposable — il aura le droit d'administrer et de liquider. Mais si ce consentement n'est pas intervenu, si l'héritier n'a même pas été consulté, l'administrateur n'aura aucun autre pouvoir que ceux qui lui auront été expressément accordés par jugement. Pour tous les autres, il faudra une autorisation spéciale de justice à intervenir dans chaque cas, de même qu'au cas où l'héritier, tout en consentant à la nomination de l'administrateur, ne lui reconnaît que certains pouvoirs

(1) *La loi*, 4 septembre 1894. Cette théorie est développée de façon complète dans Lacom, *Des administrateurs nommés par la justice*, p. 235 et s.

particuliers. Mais on s'aperçoit facilement et sans qu'il soit besoin d'y insister beaucoup, les inconvénients d'un pareil système. Ce serait, en définitive, laisser à l'héritier bénéficiaire, qu'on vient de reconnaître inapte à l'administration de la succession, la faculté de paralyser par sa mauvaise volonté tous les actes de l'administrateur. Puisqu'on a reconnu que l'incapacité de l'héritier était manifeste, c'est un véritable non sens que de lui rendre, d'une main, ce qu'on lui retirait de l'autre.

Devrons-nous alors nous borner à dire avec un second système reproduit, en réalité, par un arrêt déjà cité (1), que l'administrateur qui tient ses pouvoirs d'une simple décision de justice, ne peut accomplir aucun acte, quel qu'il soit, sans y être au préalable spécialement autorisé par justice ? On fait valoir dans cette opinion que si l'arrêt qui nomme l'administrateur n'a pas pris soin de délimiter soigneusement ses pouvoirs, de spécifier nominativement les différents actes qu'il peut valablement accomplir, il ne pourra agir au-delà des termes mêmes de ce jugement.

Mais il ne nous semble pas, pour notre part, qu'un pareil criterium soit exact. Du moment que la justice a nommé un administrateur, ce n'est pas seulement pour faire les actes élémentaires de l'administration mais encore pour accomplir ce qui en est le couronnement

(1) Lyon, 16 janvier 1879, précité.

c'est-à-dire pour liquider. Aussi ne saurions-nous nous ranger à l'avis de ces auteurs qui déclarent que l'administrateur « n'a le droit de réaliser et de répartir que les quelques parcelles que lui accorde le jugement qui le nomme » et que « il ne tiendra ses pouvoirs de liquidation que d'un simple jugement et que... seuls les tribunaux pourront éteindre et modifier ses pouvoirs de liquidation suivant les circonstances et le besoin du moment. D'où il résultera notamment cette conséquence fâcheuse que, si le jugement de nomination est muet ou incomplet sur les pouvoirs de liquidation de l'administrateur judiciaire, l'héritier seul aura le droit d'accomplir les actes de liquidation, tout au moins ceux qui n'ont pas été expressément accordés par le tribunal à l'administrateur nommé par lui » (1). Cette opinion ne saurait nous convaincre. Du moment que la jurisprudence a cru devoir nommer un administrateur, ce n'est certainement pas pour l'empêcher de liquider. Nous irons même plus loin : la liquidation, au contraire, sera le principal but de l'activité de l'administrateur judiciaire, à la différence de l'héritier qui, lui, n'est pas tenu de liquider, il devra réaliser au plus tôt l'actif successoral et en répartir le montant entre tous les ayants droit. Lui refuser ce droit, c'est lui refuser, à moins, bien entendu, une disposition expresse de l'arrêt qui l'investit, ce qui est l'objet même

(1) Georges, *op. cit.*, p. 173.

de sa mission (1). Et l'on arguerait en vain de ce que, si le fait, par les tribunaux de donner à un administrateur le droit d'accomplir les actes de pure administration, est déjà difficilement justifiable en droit ; lui reconnaître le droit de liquider est impossible (2). Nous savons parfaitement, nous l'avons déjà dit, que l'institution de l'administrateur judiciaire est anti juridique ; et nous ne faisons pas plus de différences, en ce qui nous concerne, entre les actes de liquidation et ceux d'administration proprement dite. Mais puisque nous ne sommes plus sur le terrain légal, pourquoi refuser à une mesure que les préoccupations pratiques ont dicté aux tribunaux, son complément naturel, le seul qui soit susceptible de lui assurer une portée vraiment efficace.

Nous dirons donc, pour notre part, que l'administrateur judiciaire une fois nommé, il remplace l'héritier bénéficiaire dans tous ses pouvoirs. Mais comment administrera-t-il ?... Il ne semble pas qu'il y ait là aucune difficulté. Remplaçant complètement l'héritier bénéficiaire, il prend sa place non seulement pour le droit d'administrer et liquider, mais aussi pour la manière dont il devra administrer et liquider. Toutes les forma-

(1) Il est évident, par exemple, que l'administrateur nommé avec mission de faire certaines réalisations, n'a de pouvoirs qu'en vue de cette réalisation. Cass., 17 janvier 1898 (S. 99. 1. 486).

(2) Georges, *loc. cit.*

lités légales imposées à l'héritier bénéficiaire le seront, à plus forte raison encore, en ce qui le concerne (1).

Reste, pour être complet sur le point que nous avons envisagé, maintenant que nous connaissons quels sont les pouvoirs dont est investi l'administrateur judiciaire, à nous demander qu'elle en est exactement l'étendue. Autrement dit, la nomination d'un administrateur judiciaire, a-t-elle pour résultat immédiat de dépouiller les créanciers héréditaires du droit de poursuites individuelles, de même que la nomination d'un syndic de faillite leur enlève tout droit de se faire donner à eux-mêmes satisfaction ? Il semble que les principes que nous avons déjà posés nous donnent sur ce point une réponse précise. Si l'administrateur prend, de tous points, la place de l'héritier, ne doit-il pas, comme lui-même, subir les créanciers et leur droit de poursuite individuelle ? » Cela paraît parfaitement logique. On trouve toutefois des arrêts qui, au cas de nomination d'un administrateur judiciaire, refusent aux créanciers successoraux et aux légataires le droit de pratiquer une saisie-arrêt et d'en poursuivre la validité (2).

Cette jurisprudence, il faut le reconnaître, est très manifestement arbitraire. On comprend très bien les motifs qui l'ont inspirée. On a voulu empêcher de

(1) Caen, 23 juillet 1878 (S. 79. 2. 15).

(2) Lyon, 27 mars 1873 (D. 75. 2. 449) ; Trib. Lyon, 7 mars 1884 (Gaz. Palais, 1884, 2 Suppl., 29).

la sorte, que des saisies intempestives ne viennent enlever à l'administrateur la possibilité d'administrer, qu'elles n'empêchent le liquidateur de remplir sa mission. Mais, si tous ces motifs sont, en fait, parfaitement légitimes, ils ne sont pas moins condamnables en droit. du moment qu'ils ne sont autorisés par aucun texte. Il faut néanmoins voir là, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, et comme nous aurons l'occasion de le faire encore remarquer par la suite l'effort fourni par la jurisprudence qui a tenu, malgré tout, à suppléer à l'insuffisance d'organisation législative et qui y est parvenu, rien que d'une façon arbitraire.

Il va sans dire que l'administrateur, nommé par jugement et qui doit continuer sa mission jusqu'à ce qu'elle soit complètement terminée, peut être révoqué par jugement s'il a accompli des actes légitimant cette mesure; une simple négligence, qui démontrera que la confiance qu'avait mise en lui le tribunal était mal placée, suffirait.

SECTION III

Qui peut faire nommer l'administrateur ?

§ 1. — LES CRÉANCIERS

En premier lieu, il est bien évident que les créanciers possèdent ce droit. C'est d'ailleurs à leur initiative, que

nous avons fait allusion dans les développements qui précèdent. C'est la plupart du temps sur leur demande que les arrêts que nous avons cités ont nommé un administrateur. La chose va de soi, du reste, et nous n'y insisterons pas autrement. Nous devons signaler cependant que, pour ce qui concerne les créanciers à terme ou sous condition, une réserve s'impose. L'acceptation bénéficiaire n'entraînant pas la déchéance du terme et la condition stipulée demeurant toujours à la base du contrat, aucune mesure tendant à la liquidation ne peut intervenir de la part des créanciers, tant que le terme n'est pas échu ou la condition n'est pas réalisée. Par suite, si un administrateur judiciaire peut être nommé pour administrer la succession, ce qui est une manière de prendre, des mesures de protection, des mesures conservatoires; ses pouvoirs ne pourront dépasser ces limites.

§ 2. — L'HÉRITIÈRE

α) Demande spontanée de l'héritier

La jurisprudence reconnaît également à l'héritier le droit de demander la nomination de l'administrateur judiciaire, et cela en termes très nets. « Attendu, qu'en admettant que cette administration de la succession bénéficiaire eût exigé des aptitudes ou des connaissances parti-

culières, l'héritier aurait pu s'en décharger dans l'intérêt des créanciers et des légataires, mais à la charge de faire nommer par jugement contradictoire un administrateur (1). » Cette affirmation purement gratuite, du reste, ne paraît pas reposer sur un fondement très solide. L'héritier peut bien avoir, cependant, un véritable intérêt à provoquer une semblable mesure. S'il trouve que les charges de l'administration sont trop lourdes, les responsabilités trop fortes, il faut bien lui permettre de s'en décharger. Cela est parfaitement exact. Mais la loi a prévu dans ce cas un mode spécial pour atteindre ce but : l'abandon et en dehors de ce moyen expressément accordé par les textes, il ne lui est pas possible d'en emprunter un autre à son gré. Du reste, ici on ne voit vraiment pas l'intérêt que pourrait avoir l'héritier, de faire nommer un administrateur plutôt que de faire abandon. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence admet la solution contraire. Il faudra donc décider que tous les héritiers, quels qu'ils soient, posséderont le droit de faire nommer un administrateur judiciaire, les mineurs comme les majeurs (2).

6) *L'abandon*

Quand l'héritier bénéficiaire veut se libérer immédiate-

(1) Trib. Mans, 26 avril 1891, rapp. sous Cass., 17 octobre 1894 (S. chr.) ; V. aussi Grenoble, 7 juin 1899 (Rev. not., 01. 23).

(2) Georges, p. 146 et s.

ment envers les créanciers et les légataires, la loi lui offre un moyen très simple : c'est d'abandonner tous les biens de la succession entre leurs mains. Il ne nous appartient pas ici d'entrer dans les détails des conditions exigées par la loi pour faire abandon et de la procédure requise à cet effet (1). Nous ne devons considérer que ce qu'il advient au point de vue de la liquidation, quand l'héritier bénéficiaire a fait abandon. Un principe domine la matière : c'est que l'héritier bénéficiaire demeure bien qu'ayant abandonné, propriétaire de la succession ; il ne fait que se décharger sur eux de l'administration et de la liquidation. Par suite, tout ce qui excède le paiement des créances et legs, une fois l'actif réalisé, revient à l'héritier.

Ceci dit, nous ne nous trouvons plus, dans le cas d'abandon, dans une hypothèse identique à celles que nous avons déjà envisagées. Si nous examinons à cette place la situation toute spéciale de la liquidation des biens abandonnés, c'est parce que l'héritier en abandonnant les biens héréditaires, provoque par là même l'intervention d'administrateurs. Mais la situation de ces derniers est, nous allons le voir, tout à fait particulière. D'abord c'est aux créanciers et légataires qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires à l'administration. Ils le font comme ils l'entendent. Cela signifie qu'ils peuvent arbitrairement fixer le nombre des administrateurs, les choisir

(1) V. sur toutes ces questions Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Succ*, 3^e éd., t. II, p. 297 et s.

en dehors d'eux ou parmi eux, ou administrer tous ensemble. S'il existe d'autres héritiers n'ayant pas fait abandon, ils administreront de concert avec eux (1).

Et les tribunaux n'interviendront pas dans la nomination du ou des administrateurs, sauf en cas de désaccord, par exemple si les créanciers ne s'entendent pas sur le choix de l'administrateur : auquel cas il sera désigné par les tribunaux (2). Mais cela ne signifie pas que ces administrateurs soient affranchis, pour la liquidation des biens héréditaires abandonnés, des formalités que nous verrons imposées à l'héritier. S'ils remplacent celui-ci, ils ne peuvent avoir plus de droits que lui. Par suite, la liquidation devra avoir lieu dans les mêmes conditions que si elle était confiée à l'héritier, et dans les mêmes formes (3). Celles-ci, du reste, si elles sont nécessaires seront suffisantes ; l'héritier bénéficiaire n'aura pas besoin d'être appelé à la vente, par exemple (4).

Notons, toutefois, que les fonctions d'administrateur des biens abandonnés peuvent cesser et retourner à l'héritier bénéficiaire. Celui-ci, en effet, a le droit de reprendre l'administration de ses biens, de revenir sur

(1) Douai, 29 juillet 1816 (*S. chr.*) (motifs).

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n. 1495 et les autorités citées.

(3) Bourges, 10 novembre 1891 (motifs) (*D.* 92. 2. 416).

(4) *Ibid.*

son abandon, à la condition de payer sa part de dette, même au-delà de l'actif recueilli (1).

SECTION IV

Procédure de la nomination de l'administrateur judiciaire.

C'est d'une véritable action à intenter qu'il s'agit, quand il y a lieu à nomination d'un administrateur judiciaire, puisque les créanciers veulent, dans ce cas, dépouiller l'héritier d'une administration dont celui-ci ne veut pas faire l'abandon. Par suite, si les créanciers adressaient au Tribunal une simple requête, celui-ci devrait refuser de statuer (2). Si toutefois, il passait outre et statuait, le jugement pourrait être attaqué par tous les intéressés et comme ces derniers n'ont pas été appelés à l'instance, ils devront agir par voie de tiers opposition (3).

C'est donc au tribunal civil qu'appartiendra le droit de nommer l'administrateur judiciaire. Ce sera, dans la plupart des cas, — ceux où les créanciers seront demandeurs, — le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession qui sera compétent, à moins qu'il n'y ait qu'un seul héritier ou que le partage n'ait été opéré (822 C. civ. ; 59 C. pr.

(1) V. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, 3^e éd., t. II, n. 4504.

(2) V. Caen, 10 mars 1891 (*Le droit*, 18 avril 1891).

(3) *Ibid.*

civ.)(1). Mais le juge des référés, compétent dans les cas urgents pourra-t-il, en cas d'urgence, statuer sur la question?

Avant tout une distinction s'impose. Le juge des référés peut parfaitement, — et c'est là l'opinion unanime — en vertu de l'article 806 Code de procédure, statuer en cas d'urgence sur notre matière comme sur toutes autres, à titre provisoire. Nous ne saurions d'autant moins le contester qu'il peut souvent y avoir une urgence véritable à dépouiller l'héritier bénéficiaire d'un droit dont il fait mauvais usage. Il ne statue pas alors au fond, mais se borne à décider qu'étant données les circonstances, il y a lieu de prendre immédiatement et d'urgence des mesures protectrices envers les créanciers héréditaires, de retirer l'administration proprement dite à l'héritier bénéficiaire pour la confier provisoirement à un tiers. Mais ceci à la charge, ensuite, pour les créanciers de porter l'affaire au principal et de demander la nomination d'un administrateur définitif qui pourra parfaitement être le même que l'administrateur nommé en référé et confirmé. De la sorte, le juge se borne à aller au plus pressé. Il ne donne pas encore le pouvoir de liquidation, mais le réserve au contraire au tribunal qui statuera définitivement sur le fond (2).

(1) Wahl, note précitée, § 3, sous Paris, 5 juin 1891.

(2) V. les arrêts cités par de Belleyme, ordonn. sur référés, t. II, p. 319, 332 ; Trib. Seine, 25 septembre 1850, rapp. par Bertin, *op. cit.*, t. II, p. 534, Ch. de com., t. II, n. 1265 ; Rousseau et Laisney, *Dict. de*

Malheureusement, la jurisprudence va beaucoup plus loin. Elle n'hésite pas, dans un but pratique, à outre passer les droits que la loi lui a attribués, et à accorder, de façon définitive, en référé, les pouvoirs les plus étendus à l'administrateur judiciaire : recevoir et débattre tous comptes, toucher toutes créances chirographaires ou hypothécaires ; exercer toutes poursuites pour la rentrée des créances exigibles ; donner main levée, moyennant paiement, de tous privilèges, hypothèques, saisies-arrêts ou opposition ; consentir à toutes distributions ou ordres amiables réglés par les magistrats, en un mot, faire tout ce que l'héritier lui-même pourrait faire pour arriver à une liquidation totale et définitive (1) : Or, il est bien évident qu'en agissant de la sorte, on se trouve en dehors des cas d'application de l'article 806. Et nous ne voyons pas très bien même qu'il y ait un très gros intérêt pratique à agir de la sorte, puisqu'en définitive le patrimoine héréditaire serait parfaitement à l'abri et ne craindrait rien pendant le temps nécessaire à la nomination définitive d'un administrateur judiciaire par le tribunal. C'est là, du reste, la majorité des auteurs (2). En vain

proc., V^e Référé, n. 53, 144 et 154 ; Grenoble, 22 décembre 1888 (*Rec. Grenoble*, 1889, p. 70) ; Paris, 9 février 1892, précité. V. également en matière de succ. ordinaire, Bordeaux, 29 juillet 1903 (S. 04. 2. 235) ; et la note sous Cass., 10 février 1903 (S. 03. 1. 217).

(1) Douai, 3 décembre 1867 (D. 67. 2. 241) ; Riom, 6 décembre 1878 (D. 80. 2. 31) ; Paris, 5 juin 1891, précité.

(2) Bazot, ordonn. sur requête et réf., p. 290 et s. ; Bilhard, *Tr.*

invoquerait-on comme l'a fait un arrêt (1) que la désignation d'un administrateur judiciaire par le juge des référés « ne saurait préjudicier à aucun intérêt ». Comme l'a fait fort bien observer M. Wahl (2), cet argument à deux torts : il est étranger à la question et il est inexact. « Il est étranger à la question parce qu'il s'agit ici de savoir, non pas si la mesure froisse un intérêt, mais si elle rentre dans les pouvoirs du juge des référés ; il s'agit, en un mot, d'une question de compétence et non d'une question d'utilité ou d'opportunité ; or, sur le terrain de la compétence, la solution donnée par la Cour ne peut se soutenir. En enlevant à l'héritier l'administration, le juge prend incontestablement une mesure qui touche le fond, puisqu'il enlève à l'héritier l'une de ses prérogatives les plus essentielles ; le juge dépasse donc ses pouvoirs. On peut aussi, au point de vue de l'équité, faire remarquer en passant combien est déplorable cette faculté accordée au juge des référés, qui placé dans une question si grave, entre des intérêts opposés, est, par la manière même dont il est forcé d'exercer ses fonctions, conduit à juger cette question trop légèrement. L'argument de la Cour de Paris est d'ailleurs

des référés, p. 25 ; Chauveau sur Carré, *op. cit.*, t. VI, quest. 2754 *ter* ; Rousseau et Laisney, *Dict. de procéd.*, V^o Référé, n^o 222 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n. 129 ; Curet, *La jurisprudence des référés*, t. II, n. 844.

(1) Paris, 5 février 1891, précité.

(2) Note précitée sous Paris, 5 février 1891.

inexact. On ne peut sérieusement prétendre que la nomination d'un administrateur judiciaire ne froisse aucun intérêt. Si les héritiers n'avaient aucun intérêt à garder l'administration, on ne les verrait sans doute pas se débattre si fréquemment pour la conserver. L'héritier est propriétaire et peut légitimement se défier d'un administrateur qu'il n'a pas choisi ; l'administration judiciaire est en outre douteuse à cause des honoraires très considérables que les administrateurs se font allouer. »

Mais, si la jurisprudence admet la possibilité de nommer en référé un administrateur qui aura tous les pouvoirs de l'héritier bénéficiaire, elle n'admet pas, par contre, que le président du tribunal nomme un administrateur provisoire, même pour accomplir de purs actes conservatoires d'administration, par voie d'ordonnance mise au bas d'une simple requête (1).

Peut-être y a-t-il là quelque exagération et ces décisions ne sont-elles par très conformes à l'esprit comme à la lettre du décret du 30 mars 1808 (art. 54) qui fixe la compétence du président statuant sur simple requête (2).

C'est un point sur lequel nous n'avons pas à insister autrement, étant donné qu'il ne rentre pas directement

(1) Paris, 6 janvier 1866 (D. 66. 2. 25) ; Nancy, 26 février 1876 (D. 76. 1. 313 ; Riom, 6 décembre 1878 (D. 80. 2. 3.) ; *Addé*, Guillard, *op. cit.*, n° 179.

(2) V. sur ce point Georges, *op. cit.*, p. 160 et s.

dans le cadre de notre étude. Mais nous devons simplement en déduire *à fortiori*, en vertu des principes que nous avons posés, qu'il est de toute impossibilité au président du tribunal de nommer, par voie d'ordonnance mise au bas d'une simple requête, un administrateur ayant de pleins pouvoirs de liquidation.

DEUXIÈME PARTIE

Comment on liquide

CHAPITRE PREMIER

RÉALISATION DE L'ACTIF

SECTION I

Aliénation prévue par les articles 805 et 806

Parmi les différents modes qui doivent s'imposer à l'héritier bénéficiaire pour arriver à la réalisation de l'actif, il en est certains que le législateur a précisés et dont il a entouré l'exercice de certaines formes destinées à empêcher toute fraude. Ce sont les ventes de meubles et

immeubles prévues par les articles 805 et 806, et que nous voudrions envisager tout d'abord.

Tout d'abord, pourquoi le législateur s'est-il préoccupé des aliénations sous forme de vente à l'exclusion de toutes autres? Cela s'explique en raison même des dangers qu'elles présentent. Il fallait éviter aux créanciers et aux légataires les diverses fraudes possibles dont l'héritier eût pu se rendre comptable envers eux : ventes déguisées, ventes à vil prix. Il fallait, de plus, leur assurer le montant intégral du prix de vente.

Mais du fait que la vente des meubles et des immeubles se trouve réglementée, il ne s'en suit pas qu'elle soit rendue obligatoire. Nous avons vu sur ce point que l'héritier, au contraire, conservait la plus grande liberté. Un arrêt a très justement décidé en ce sens « que l'article 805, Code civil a pour objet, non d'imposer à l'héritier bénéficiaire l'obligation de vendre le mobilier, mais de lui indiquer comment il doit le vendre, quand il croit devoir le faire (1). »

A. Vente d'Immeubles

Les articles 987-988 Code de procédure civile, indiquent quelles sont les formalités imposées pour la vente des immeubles : ce sont les formes des ventes de biens de

(1) Trib. de la Seine, 20 novembre 1903 (S. 07. 2. 82).

mineurs. L'héritier présente une requête indiquant sommairement quels sont les immeubles à vendre. Un jugement intervient, sur conclusions du ministère public et rapport d'un juge délégué, pour autoriser la vente. Le tribunal, qui n'est plus obligatoirement astreint à une expertise depuis la loi du 2 juin 1841, peut fixer d'office la mise à prix. Des affiches sont apposées quinze jours au moins d'avance ; des insertions sont faites dans les journaux, et la vente se produit aux enchères, à l'audience des criées ou devant un notaire commis par le tribunal. Il est à remarquer, du reste, que c'est l'héritier et non le juge qui détermine si la vente se fera devant un notaire ou devant le tribunal (1).

Les juges sont obligés d'accéder à la requête et d'ordonner la vente sans pouvoir en discuter aucunement l'opportunité. C'est dire par conséquent que leur autorisation est de pure forme (2). Il a été jugé par contre, que cette vente doit être provoquée par voie de requête et non d'ajournement (3).

Le tribunal compétent est celui du lieu de l'ouverture de la succession (art. 987 C. proc. civ). Au cas où la mise à prix ne serait pas couverte, le tribunal peut la baisser ou

(1) Bordeaux, 29 septembre 1835 (S. 36. 2. 141) ; Douai, 20 juillet 1853 (S. 56. 2. 420).

(2) Trib. de la Seine, 16 février 1848, cité par Bertin, *op. cit.*, t. II, n° 1196 ; *Adde.* Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1385.

(3) Cass., 29 juillet 1874 (D. 75. 1. 348).

modifier la composition des lots, mais il ne peut en aucune façon, ordonner une vente amiable.

Il faut noter, du reste, que l'article 806 Code civil s'applique aux immeubles de toutes catégories : les immeubles par destination par exemple. Toutefois l'héritier peut se contenter, conformément aux principes généraux de la forme des ventes mobilières pour les récoltes sur pied (meubles par anticipation). Il faudra donc appliquer la même solution (1) aux immeubles par destination une fois qu'ils ont été mobilisés, ce qui sera le cas pour le bétail, les ustensiles vendus en dehors de l'immeuble.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, il semble bien qu'il faille décider que, si les formalités de la vente sont ici inapplicables, l'héritier bénéficiaire doit au moins, posséder ici l'autorisation de justice pour accepter les offres amiables ou pour consentir à l'amiable à la cession d'un bien héréditaire, afin de ne pas être exproprié. C'est ce qui paraît résulter, en effet, de la loi du 3 mai 1841 (art. 13) qui stipule : « que les représentants des incapables peuvent, après l'autorisation du tribunal, donnée sur simple requête en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation des biens. » Or, « la loi ayant appliqué aux ventes d'immeubles faites par l'héritier bénéficiaire les formes des ventes de

(1) Paris, 4 février 1846 (P. 46. 1. 140).

biens de mineurs, l'extension de ce texte nous semble conforme à son esprit (1). »

Toutes ces formalités, du reste, sont remplacées par celles de la saisie, quand ce sont les créanciers qui usent de leur droit de poursuite individuelle. Nous avons déjà examiné le droit qu'avaient les créanciers à cet égard et nous n'avons pas à y revenir. Mais l'héritier bénéficiaire, créancier de la succession, peut-il saisir les immeubles et procéder à la vente sans s'astreindre aux règles prescrites par les articles 987 et suivants du Code de procédure? Nous n'avons trouvé sur ce point qu'un très ancien arrêt qui leur dénie absolument ce droit (2).

Cette solution est partagée par un certain nombre d'auteurs (3) bien qu'une fraction importante de la doctrine soit toutefois en sens contraire (4).

Il a été jugé, en tout cas, et sans que la doctrine d'un très ancien arrêt ait été suivi sur ce point (5) que l'héritier bénéficiaire peut valablement se porter adjudicataire

(1) Becqué, *op. cit.*, n° 195. V. au surplus cet auteur sur toute cette partie. Adde. Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 267 bis; *contra*, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1390.

(2) Toulouse, 17 mars 1827 (*S. chr.*).

(3) Rolland de Villargues, *Rép. du Not.*, V° Exprop. forcée, n° 451; Carré et Chauveau, *Lois de la Proc.*, 5^e éd., t. V, *Quest.* 259, *in fine*; Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 184.

(4) Bilhard, *Tr. du bénéf. d'invent.*, n° 100; Laurent, *Dr. civ.*, t. X, n° 999; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1289.

(5) Pau, 2 août 1844; sous Cass., 18 février 1846.

des immeubles de la succession que la vente en ait été poursuivi par lui ou par les créanciers héréditaires (1). Cette adjudication prononcée au profit de l'héritier bénéficiaire est donc parfaitement valable et le propriétaire de l'immeuble est donc bien l'héritier. Or, il est de jurisprudence constante aujourd'hui, que l'héritier bénéficiaire, qui se rend adjudicataires d'immeubles de la succession, est un tiers détenteur qui a la faculté de purger (2).

Par suite, les créanciers héréditaires, après l'adjudication prononcée au profit de l'héritier bénéficiaire, ne peuvent plus exercer de droit de suite sur l'immeuble. Ils ne peuvent donc plus faire valoir leurs droits que sur le prix. Il faut donc admettre, et c'est ce que fait la jurisprudence, qu'après l'adjudication prononcée au profit de l'héritier bénéficiaire, les créanciers ne peuvent plus provoquer la vente des immeubles. Ils n'ont contre l'héritier adjudicataire d'autre droit que contre un tiers qui se serait porté

(1) Alger, 16 décembre 1889 (*S. chr.*, réf.) ; Pau, 12 juin 1907 (*S.* 08. 2. 36), *Adde*, Demolombe, *Succ.*, t. III, n° 191 ; Delvincourt, *Dr. civ.*, t. II, p. 302 ; Duvergin, *Vente*, t. I, n° 190 ; Vazeille, *Succ.*, art. 806, n° 7 ; Bilhard, *op. cit.*, n° 81 ; Championnière et Rigaud, *Tr. des dr. d'enreg.*, 2^e éd. t. III, n° 2019 ; Bioche, *Dict. de procéd.* V^e Saisie immobil., n° 490 ; Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, p. 446, § 618 texte et note 7 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 100 ; Guillard, *Vente*, t. I, n° 125.

(2) V. Cass. 5 mars 1894 (*S. chr.*, réf.), et la note de M. Wahl.

adjudicataire. Ils peuvent seulement poursuivre le paiement du prix (1).

Cette jurisprudence, toutefois, n'a pas rencontré un assentiment unanime dans la doctrine. M. Planiol, qui accepte ces données quand il s'agit d'une vente des immeubles héréditaires poursuivie par l'héritier dans le but de parvenir au règlement de la succession, les repousse dans le cas où l'adjudication a eu lieu au profit de l'héritier, à la suite d'une licitation entre cohéritiers, qui tous ont accepté bénéficiairement la succession. Pour que les créanciers héréditaires aient perdu le droit de saisir, il faudrait, dit M. Planiol (2), « que la licitation valût vente, qu'elle donnât à l'héritier bénéficiaire un titre nouveau, à lui personnel, et capable de faire entrer le bien dans son patrimoine propre ; il faudrait, en un mot, que cette adjudication eût en elle la force translatrice que nous avons reconnue à l'autre espèce d'adjudication. Or, cette force lui manque totalement. Cette adjudication, la loi le dit elle-même, produit les effets du partage ; le cohéritier qui s'est porté adjudicataire ne possède pas à un titre nouveau ; ce bien est mis dans son lot ; voilà tout : la licitation a fait ce qu'aurait fait un allotissement, elle l'a rempli de ses droits jusqu'à concurrence de la valeur qui lui est attribuée, mais elle n'a opéré

(1) Alger, 16 décembre 1889, précité ; Pau, 12 juin 1907 (S. 08. 2. 36).

(2) *Rev. crit.*, 1891, p. 489.

aucune novation dans son titre; il possède toujours *pro herede*; il n'est pas acheteur; la loi le nie formellement, et il ne pourrait faire passer ce bien dans son patrimoine personnel que par un achat. » Mais la doctrine ainsi soutenue par M. Planiol paraît bien être en contradiction avec les arrêts de la Cour de cassation qui ont reconnu à l'héritier bénéficiaire la qualité d'un tiers détenteur ayant la faculté de purger alors même qu'il s'est rendu adjudicataire sur licitation entre cohéritiers (1). En tout cas l'opinion de M. Planiol est demeurée isolée et la jurisprudence s'est refusée à faire la distinction proposée (2).

Notons enfin que si l'article 806 du Code civil comprend, en principe tous les immeubles, la jurisprudence a décidé, et avec raison (3), que les formes qu'il prescrit ne sauraient s'appliquer aux tombeaux, cimetières privés et passages y conduisant. C'est là, en effet, une conséquence du principe indiscutablement admis que les tombeaux sont hors du commerce et échappent aux règles ordinaires du droit sur la propriété et la libre disposition des biens (4). Par suite, c'est à bon droit que l'arrêt que nous avons

(1) V. Cass., 5 mars 1894, précité.

(2) V. Alger, 16 décembre 1889; Pau, 12 juin 1907 précité et les notes sous ces arrêts.

(3) Cass., 23 janvier 1894 (*S. chr.*, réf.) et la note.

(4) Nancy, 24 mai 1889; Paris, 24 février 1893; Agen, 2 mars 1896, les notes et les renvois sous ces arrêts. V. au surplus la note sous Cass., 23 janvier 1894, précité.

cité a décidé que l'héritier bénéficiaire peut les exclure de la vente des immeubles héréditaires.

Quelle serait la sanction de ces dispositions légales ? Elle réside dans ce qu'on appelle la déchéance du bénéfice d'inventaire (art. 988 C. pr.) qui fait réputer l'héritier bénéficiaire comme ayant accepté purement et simplement et entraîne, par suite, à son encontre, toutes les conséquences d'une pareille qualité. Il y aurait aussi déchéance si l'héritier employait les formes de la saisie, à moins qu'il ne fût lui-même créancier de la succession, s'il chargeait un créancier de procéder à la vente. Mais y aurait-il déchéance si l'héritier n'accomplissait pas les formalités légales du consentement de tous les créanciers et légataires ? Il ne le semble pas, car les formes étant établies dans l'intérêt des créanciers et légataires, il doit être loisible à ceux-ci d'y renoncer s'ils le jugent à propos (1).

Il a été jugé, cependant, que le défunt pourrait valablement permettre à l'héritier de se soustraire aux formalités légales, ce qui pourrait faire supposer, contrairement au véritable principe, que celles-ci ne sont pas établies dans l'intérêt des créanciers (2).

(1) Becqué, *op. cit.*, p. 195.

(2) Cass., 17 avril 1855 (D. 1855. 4. 201 ; S. 56. 4. 253).

B. *Vente des meubles*

α) *Meubles corporels*

Nous savons déjà que la vente des meubles de la succession n'est pas obligatoire pour l'héritier. Nous devons indiquer ici cependant une petite restriction. S'il s'agit des meubles périssables, l'héritier pourra être considéré comme ayant commis une faute grave en ne les vendant pas, et, à ce titre, il pourra être passible de dommages-intérêts ; mais il n'encourra aucune responsabilité en retardant la vente d'objets qu'il espère réaliser plus tard dans des conditions plus favorables (1).

Quand il y a vente, en tout cas, les formes imposées sont celles édictées par l'article 989 du Code de procédure. Ce sont les formes générales des ventes de meubles aux enchères (art. 945 et s., C. pr.). Il y a lieu de remarquer, toutefois, qu'une certaine fraction de la doctrine est d'avis de ne pas appliquer, en notre matière, l'article 947 du Code de procédure, et d'appeler à la vente les personnes qui ont le droit d'assister à l'inventaire et qui demeurent ou ont élu domicile à la distance de cinq myriamètres. Cette formalité, d'après eux, se rapporterait exclusivement aux ventes de mobilier considérées comme opérations de partage (2).

(1) Paris, 30 mai 1895 (*Gaz. Pal.*, 1895, 2. 174).

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 282 ; Tambour, *op. cit.*, p. 277.

L'héritier désigne lui-même l'officier public qui procédera à la vente, bien qu'un ancien arrêt ait confié ce droit au Président du Tribunal (1).

Toutes les formalités indiquées par l'article 805 sont nécessaires (2). Mais sont-elles suffisantes? Certains auteurs, suivant en cela un ancien arrêt (3), prétendent qu'il y a lieu d'ajouter encore, ici, l'autorisation de justice. On a invoqué en ce sens les articles 796 du Code civil et 986 du Code de procédure civile, qui exigent cette autorisation dans des cas particuliers; on a invoqué également l'article 77, § 12 du tarif du 10 février 1807 qui alloue les frais d'une requête pour demande d'autorisation de procéder à la vente d'objets mobiliers dépendant d'une succession. On a répondu à cela que ce n'est pas l'héritier bénéficiaire que visent tous ces textes, mais le successible qui n'a pas encore pris parti. Or, de pareilles formalités sont d'interprétation stricte et, par suite, il ne faut pas étendre à l'héritier bénéficiaire la nécessité de l'autorisation de justice (4).

(1) Rouen, 1^{er} août 1845 (D. 46. 2. 13). V. dans le sens indiqué au texte, Paris, 19 mars 1852 (D. 52. 2. 215).

(2) Cass., 22 juillet 1884 (S. 86. 1. 271).

(3) Rouen, 11 janvier 1845 (P. 46. 1. 57); Duranton, t. VII, n° 26; Massé et Vergé, t. II, n° 347.

(4) Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 281; Demante et Colmet de Santerre, t. III, n° 128 bis; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 148; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1374; Paris, 19 mars 1852 (D. 52. 2. 215); Amiens, 22 avril 1891 (P. 92. 2. 108).

Mais, par contre, est-ce à tous les meubles corporels que s'étend l'article 805 ? On avait prétendu, autrefois, à la suite d'un rapprochement entre l'article 805 et l'article 533 Code civil, qu'il fallait excepter les pierreries et autres objets énumérés par l'article 533. Mais ce dernier article ne vise que le mot meuble employé seul ; or, ici, il est opposé à immeuble. De plus, avec un pareil système, l'héritier bénéficiaire pourrait aliéner sans aucune formalité les objets mobiliers les plus précieux, ce qui, certainement, serait contraire au vœu de la loi (1).

Il faut admettre comme échappant à la sphère d'application de l'article 805, les immeubles par destination qui, naturellement, tant qu'ils ne sont pas détachés, sont vendus en même temps et avec les mêmes formalités que le fonds.

De même, il est admis que l'on peut procéder à la vente amiable des denrées et fruits périssables qui se vendent au marché. La lenteur des formalités risquerait, en effet, de les faire perdre ou déprécier et la fraude serait difficile, leur prix courant étant de notoriété publique (2).

Mais faut-il comprendre dans le champ d'application de

(1) Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 261 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. VI, p. 451 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2430, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1370 ; *contra*, Chabot, *op. cit.*, 805, n° 4.

(2) Cass., 7 août 1900 (D. 1900. 1. 460) ; Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 278 ; Tambour, *op. cit.*, p. 277 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1370.

l'article 805 tous les meubles corporels ? L'article 989 Code procédure civile n'assimile-t-il pas aux meubles corporels « les rentes dépendant de la succession ? » On s'accorde généralement pour reconnaître que ces mots ne désignent que les rentes *sur particuliers*, dont la saisie est réglementée en même temps que celle des meubles corporels par l'article 643 et suivants du Code de procédure civile. De ce fait, et en absence de mention formelle de la part du législateur, il y a lieu d'excepter des dispositions de l'article 805 les autres meubles incorporels (1).

Tels sont donc tous les meubles que peut vendre l'héritier bénéficiaire en observant les formalités édictées par l'article 805. Si, comme nous le savons déjà, cet article ne comporte, pour l'héritier, aucune obligation de vendre, se bornant simplement à lui indiquer comment il doit le faire, au cas où il le jugerait à propos, nous devons noter que la jurisprudence a jugé que, dans certains cas, l'action de l'héritier pourrait être légitimement retardée à son encontre. C'est ce qui se produira quand aucun créancier bénéficiaire n'ayant exercé de poursuites sur les meubles, la femme aura droit au bénéfice de son préciput et pourra s'opposer à la vente jusqu'à ce qu'elle ait fait choix des meubles à elle dus (2).

Il convient d'indiquer qu'aux termes de l'article 807

(1) V. Becqué, *op cit.* p. 197.

(2) Besançon, 10 juillet 1907 (D. 1909. 2. 305).

l'héritier bénéficiaire est tenu de fournir caution pour la valeur du mobilier. S'il ne le fait pas, « les meubles sont vendus et leur prix est déposé, ainsi que la portion non déléguée des immeubles, pour être employés à l'acquit des charges de la succession. » Il a été jugé, en outre, que les créanciers qui, comme nous le savons, peuvent poursuivre eux-mêmes la vente, peuvent aussi s'en référer à l'héritier pour accomplir cette formalité et s'il s'y soustrait, lui réclamer des dommages-intérêts (1).

De toutes les formalités ainsi imposées par la loi, la sanction sera la même que pour la vente des immeubles : elle consistera, aux termes de l'article 989 Code procédure civile, dans la déchéance du bénéfice d'inventaire. De même que pour les immeubles, elle ne serait pas encourue si ces formalités avaient été omises, du consentement de tous les créanciers et légataires (2). Il a été jugé *à fortiori* que ces formalités peuvent, du reste, être remplacées par d'autres plus protectrices. Par exemple, la déchéance n'était pas encourue par l'héritier vendant le mobilier garnissant son immeuble avec les formalités prescrites pour les immeubles, en spécifiant que l'adjudicataire de

(1) Cass., 17 août 1880 (S. 82. 1. 400).

(2) Il a été jugé, également, qu'il n'y aurait pas déchéance au cas où, les formes légales ayant été observées, l'héritier aurait seulement omis une pièce destinée à prouver la régularité des opérations, par exemple, si, les affiches ayant été apposées, l'héritier ne pouvait pas représenter le procès-verbal requis par l'article 619 Code procédure civile V. Cass., 6 janvier 1845 (D. 45. 1. 81).

l'immeuble serait forcé de prendre le mobilier pour un prix fixé au cahier des charges (1).

Sauf le cas d'opposition, du reste, le prix provenant de la vente des meubles sera remis par l'officier public à l'héritier (2). Au cas d'opposition, ce prix devrait être consigné aux termes de l'article 660 Code de procédure civile, et même l'héritier, sommé d'avoir à consigner, pourrait être tenu pour personnellement responsable de n'avoir fait aucune diligence pour forcer l'huissier à accomplir cet acte (3).

6) *Meubles incorporels*

Il n'y a ici d'incontestées, au point de vue des formalités de l'article 805 qui doivent s'appliquer à la matière, que les rentes sur particuliers, expressément visées, nous l'avons vu, par l'article 989 Code de procédure civile. En dehors de ces rentes, et sous réserve d'une controverse que nous allons examiner, on peut dire que la loi n'ayant prescrit aucune forme spéciale pour la vente des meubles incorporels, l'héritier peut librement les aliéner. C'est ce qui a été décidé pour les créances comprises dans la suc-

(1) Cass., 20 août 1845 (D. 45. 1. 373). *Adde*, Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 378; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1362; *contra*, Laurent, *op. cit.*, t. IX, n° 400.

(2) Rouen, 21 avril 1877 (D. 79. 2. 112).

(3) Rouen, 20 décembre 1879 sous Cass. 17 août 1880 (S. 82. 1. 400). Et cela bien qu'il prétendait que le prix est resté entre les mains de l'huissier (même arrêt).

cession (1), c'est ce qu'on admet généralement (2) pour les fonds de commerce, les brevets d'invention, droits de propriété littéraire ou artistique appartenant au défunt, et même pour les offices ministériels, bien qu'ici on exige ordinairement, en fait, l'autorisation du tribunal (3).

Et il n'y a pas lieu, semble-t-il, d'excepter les valeurs mobilières. Cependant pour certaines d'entre elles, nous touchons ici à une controverse délicate, dont il convient que nous disions quelques mots.

C'est en ce qui concerne l'aliénation des rentes sur l'État français et des actions de la Banque de France. Un avis du Conseil d'État, du 17 novembre 1807, approuvé le 11 janvier 1808, a déclaré, relativement à l'aliénation des rentes sur l'État appartenant à des mineurs, que l'héritier bénéficiaire devait demander l'autorisation de justice quand la valeur des rentes en question dépassait 50 francs de revenu (4). De même, après le décret du 25 septembre 1813, qui exigea l'autorisation du conseil de famille pour les ventes des actions de la Banque de France appartenant à des mineurs, dès que la vente portait sur plus

(1) Paris, 19 mars 1852 (S. 52. 2. 169).

(2) Aubry et Rau, t. VI, p. 453; Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 261 et 279; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 150; Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 128 bis; Tambour, *op. cit.*, p. 278; Huc, *op. cit.*, n° 236; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2131; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1372.

(3) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1374.

(4) Paris, 24 décembre 1860 (D. 61. 2. 513).

d'une action ; la généralité des auteurs a décidé que l'autorisation de justice devait être exigée pour les ventes de plus d'une action de la Banque de France dépendant d'une succession bénéficiaire (1).

Or, la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813 ont été abrogés par la loi du 27 février 1880 sur les valeurs mobilières appartenant aux mineurs. La question qui se pose est de savoir, dès lors, si l'avis du Conseil d'État de 1808, par application duquel s'est également formée la jurisprudence relative aux actions de la Banque de France, est ou non encore en vigueur, et s'il faut ou non le considérer comme étant implicitement abrogée.

La Cour de cassation a cherché à résoudre la question par une distinction. L'avis du Conseil d'État, à son avis (2), contient une règle et une exception. La règle consiste en ce qu'« il est interdit en principe à l'héritier bénéficiaire d'aliéner, sans y être autorisé par la justice, toutes les inscriptions de rente sur l'État dépendant de la succession qu'il administre ». Quant à l'exception, c'est que « toutefois le même avis déclarait applicable aux héritiers bénéficiaires le *tempérament* apporté à la rigueur des principes par les articles 1 et 2 de la loi du 24 mars 1806, lesquels permettaient aux tuteurs des mineurs et interdits, ainsi qu'aux mineurs émancipés assistés de leurs

(1) V. not. Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 128 bis, II, Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 279.

(2) Cass., 4 avril 1881 (S. 81. I. 206).

curateurs, de transférer sans autorisation, les inscriptions de rente au-dessous de 50 francs ». Or, dit la Cour suprême, la loi de 1880 n'abroge que l'exception à la différence de la règle qui « conserve son empire ». Par suite, l'autorisation de justice est nécessaire pour tout transfert. Et la même règle basée sur les mêmes considérations serait applicable aux aliénations d'actions de la Banque de France.

Cette solution de la jurisprudence n'a pas été, généralement, favorablement accueillie par la doctrine. On a fait observer que l'avis de 1808, interprétatif de la loi de 1806, devait nécessairement suivre le sort de cette dernière, et être considéré comme abrogé. On ne conçoit que bien difficilement comment la loi de 1880 ait pu en laisser subsister une partie et non pas l'autre. L'erreur fondamentale qui a guidé la Cour de cassation dans sa décision a été de considérer l'héritier bénéficiaire comme un administrateur comptable, alors que, nous le savons, c'est un véritable propriétaire, administrant sa propre chose. Du reste, si l'héritier bénéficiaire, en tant que comptable de la succession, avait besoin de l'autorisation de la justice, ce ne devrait pas être uniquement pour l'aliénation des valeurs mobilières en question, mais bien de toutes sans exception. C'est bien, du reste, ce qu'avait prétendu le procureur général dans son réquisitoire. Mais la Cour de cassation a refusé à bon droit d'aller jusque là. En effet, pareil principe ne se trouve

pas dans l'avis de 1808, sinon, il aurait dû en être de même à *fortiori* pour le tuteur, auquel cet avis assimilait l'héritier bénéficiaire. Or, avant la loi du 27 février 1880, la jurisprudence reconnaissait pleine et entière liberté au tuteur pour aliéner les valeurs mobilières autres que les rentes sur l'État et action de la Banque de France. « L'avis de 1808 étant abrogé dans son entier, le principe qu'invoque la Cour de cassation pourrait subsister, s'il était l'expression du droit commun : or, le droit commun, c'est que l'héritier bénéficiaire est propriétaire de la succession ; le principe, par suite, c'est qu'il a tous les pouvoirs qui ne lui sont pas expressément retirés par la loi. L'avis de 1808 contenait une restriction à ces pouvoirs ; cet avis est abrogé, donc sa liberté redevient entière (1). » La solution contraire à laquelle s'est arrêtée la jurisprudence a présenté, en fait des inconvénients nombreux. Ainsi qu'on l'a fait observer avec beaucoup de précision, les frais d'administration deviennent considérables, les tribunaux voient affluer les demandes d'autorisation, et la liquidation des successions bénéficiaires en devient beaucoup plus difficile et plus lente qu'auparavant (2).

(1) Becqué, *op. cit.*, p. 201. V. au surplus cet auteur sur toute cette partie. En ce sens Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1375 ; Lyon-Caen, note sous Cass., 13 août 1883 (S. 84. 1. 177) ; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 237. Mais voir dans le sens de la jurisprudence, Saleilles, *Aliénations de valeurs mobilières, par les administrateurs du patrimoine d'autrui*, p. 456.

(2) Labbé, *Rev. crit.* 1882, p. 363, Lyon-Caen, note précitée.

Une solution intermédiaire, entre celle adoptée par la Cour suprême et celle généralement admise en doctrine, a été toutefois proposée par M. Planiol qui l'a empruntée au jugement du Tribunal de la Seine du 4 juin 1880, qui avait été précisément cassé par l'arrêt du 4 avril 1881 (1).

D'après cette opinion, il ne faut considérer la loi de 1806 comme abrogée qu'en ce qui concerne les mineurs, les seuls qui sont visés par la loi de 1880. La loi de 1806 subsisterait donc pour les héritiers bénéficiaires auxquels elle a été étendue par l'avis de 1806. Il ne semble pas toutefois que cette opinion puisse prévaloir : elle se heurte à l'article 12 de la loi de 1880 qui est abrogative, sans aucune exception, de la loi de 1806 et du décret de 1813.

Mais quelle que puisse être du reste la solution adoptée, il faut l'appliquer uniformément à tous les héritiers bénéficiaires sans distinction. Ce n'est pas cependant ce qui a décidé la jurisprudence. Dans un arrêt du 13 août 1883 (2), en effet, la Cour de cassation a décidé que le mineur *émancipé* par le mariage, n'avait pas besoin de l'autorisation de justice pour aliéner les rentes sur l'État d'une succession qui lui était échue et qu'il avait acceptée sous bénéfice d'inventaire, par application de l'article 782. Et pour appuyer cette solution l'arrêt donne deux raisons. En premier lieu, dit-il, les formalités de la loi de 1880 ne sont

(1) *Rev. crit.*, 1882 p 127

(2) S. 84. 1. 177.

pas applicables au mineur émancipé par le mariage, et seule, l'assistance du curateur lui suffit pour aliéner valablement ses meubles incorporels. En second lieu l'avis de 1808, prétend-il, ne concerne que les héritiers bénéficiaires qui sont administrateurs comptables, par conséquent, les héritiers bénéficiaires volontaires. Il laisse donc de côté les mineurs qui sont régis par les lois sur la tutelle ou la curatelle, lois qui se suffisent à elles-mêmes.

Par suite, il faudrait décider, si on admet que l'héritier bénéficiaire volontaire doit être pourvu de l'autorisation de justice pour aliéner les rentes sur l'État, que l'héritier bénéficiaire mineur émancipé, ne doit se préoccuper que de l'autorisation de son curateur.

Or, pareil système n'est pas sans être à l'abri de critiques sérieuses. C'est en termes généraux qu'est conçu l'avis de 1808 et l'ensemble des textes du Code tendent à démontrer que l'acceptation bénéficiaire produit en toute hypothèse les mêmes effets. D'autre part, dire que la loi de 1880 est un tout se suffisant à lui-même et qu'on ne peut compléter les garanties qu'elle édicte en y ajoutant celles du bénéfice d'inventaire, est totalement inexact. C'est uniquement en sa qualité de mineur que ce dernier est visé par la loi de 1880. Les mesures prises par cette loi ont pour but de le protéger lui-même ; tandis que les mesures prises en cas d'acceptation bénéficiaire tendent à protéger les créanciers. Or, la décision de la Cour de cassation méconnaît cette double qualité qui a besoin d'une double

protection correspondante chez le mineur héritier bénéficiaire : la qualité du mineur et la qualité d'héritier bénéficiaire. Chacune d'elles exige une protection spéciale. Au surplus, la Cour de cassation fait erreur quand elle distingue deux sortes de bénéfice d'inventaire : l'un forcé, l'autre volontaire. Rien ne peut légitimer pareille distinction dans le Code. Peut-être faut-il voir dans l'arrêt de 1883, une sorte de réaction contre celui de 1881. Mais la solution de 1881 excluait la possibilité de toute distinction et la Chambre civile, ici, est simplement arrivée à se mettre en contradiction avec elle-même (1).

SECTION II

Actes à titre gratuit

Il ne peut ici y avoir absolument aucun doute : les actes de disposition à titre gratuit, donations entre vifs, par disposition testamentaire, ne peuvent en aucune façon être accomplis par l'héritier. Il ne peut donner ou léguer nul objet, quelque minime que soit sa valeur. Il a pour mission de réaliser l'actif, non de dissiper purement et simplement. Nous nous bornons à cette simple mention

(1) Becqué, *op. cit.*, p. 204; Lyon-Caen, note précitée; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1376.

sans plus. Il y a unanimité sur ce point et nulle difficulté (1).

SECTION III

Actes de disposition à titre onéreux non prévus par le Code civil

En dehors des actes prévus par les articles 805 et 806 Code civil et pour lesquels la loi a prescrit certaines formalités nécessaires, que faut-il penser de tous les autres actes qui s'imposent à l'héritier bénéficiaire pour arriver à une liquidation ? Il est bien évident, en effet, que dans ce dernier but, l'héritier bénéficiaire devra forcément accomplir bon nombre d'actes d'administration et de disposition autres que ceux dont parlent les articles 805 et 806. Il y a toute une série de mesures diverses qui sont nécessaires pour arriver à la réalisation du patrimoine successoral. Pour les actes de simple administration, il n'y a évidemment pas de difficultés : leur accomplissement découlera de l'obligation légale de l'article 803. Mais faut-il décider que l'héritier jouit d'un droit de disposition sur les biens de la succession ?

Tout d'abord, remarquons que les actes présentant un

(1) Le fait de renoncer purement et simplement à l'exigibilité des créances successorales serait de nature à emporter déchéance du bénéfice d'inventaire (D. 09, 4. 4).

tel caractère sont certainement valables. L'héritier, étant propriétaire, a toute la capacité voulue pour les accomplir. Aussi la question que nous nous posons n'est-elle pas absolument celle-là. Nous voulons simplement nous demander si ces actes, valables en eux-mêmes, n'impliquent pas chez l'héritier la volonté d'agir en maître et si, par suite, ils n'entraînent pas à son encontre la déchéance du bénéfice d'inventaire. Par exemple, l'héritier bénéficiaire peut-il, sans encourir cette déchéance, plaider au nom de la succession comme demandeur ou défendeur? Peut-il transiger, compromettre? Peut-il procéder à un partage comme demandeur ou défendeur des biens indivis entre la succession et un tiers?

Remarquons, tout d'abord, que certains parmi ces actes peuvent être considérés comme des actes de bonne administration, et, par suite, compatibles, par principe, avec le bénéfice d'inventaire. Tout dépendra des circonstances. Il peut se trouver qu'il soit avantageux de consentir une hypothèque sur un immeuble de la succession, et la prudence peut commander une transaction. Ce sera aux juges du fond qu'il appartiendra de décider, comme ils le font du reste, si, dans tel ou tel cas, on se trouve en présence ou non d'un acte d'administration. Et ils se prononceront souverainement (1).

(1) V. Cass., 28 octobre 1908 (S. 911, 1. 89) et la note II de M. Wahl.

Mais il faut noter de plus que certains de ces actes sont inévitables : l'acceptation ou la répudiation d'une succession, par exemple, le partage de biens indivis entre la succession et un tiers, s'imposent à l'héritier, qu'il le veuille ou non. Empêcher ce dernier de les accomplir, sous peine de déchéance, serait incompréhensible.

Dans l'ancien droit, l'héritier avait deux façons de se mettre à couvert : il devait obtenir soit le consentement des créanciers connus, soit l'autorisation de justice. Malheureusement ces expédients ne pouvaient subsister que dans notre droit actuel. Il est bien certain que, muni du consentement des créanciers, l'héritier pouvait accomplir toutes sortes d'actes. Mais il ne suffirait pas aujourd'hui du consentement des créanciers connus. Ceux qui n'ont pas consenti ne sont en aucune façon liés par l'accord des autres et peuvent toujours poursuivre contre l'héritier la déchéance du bénéfice d'inventaire. Or, créanciers et légataires sont nombreux et il serait presque impossible de les tous connaître. Quant à l'autorisation de justice, la jurisprudence refuse de l'accorder. Les tribunaux se déclarent incompétents pour intervenir dans l'administration d'un patrimoine, en dehors des cas où la loi leur confie expressément cette mission (1). On trouve bien quelques arrêts anciens qui, à propos de la transaction (2),

(1) V. Paris, 19 mars 1852 ; Amiens, 22 avril 1891 ; Trib. Seine 17 février 1850 et 16 août 1854, précités.

(2) V. note Cass., 25 juillet 1867 (S. 68. 4. 12).

avaient pratiqué le système de l'autorisation préalable, accordée en la Chambre du Conseil sur requête adressée au Tribunal ; mais ils se sont trouvés isolés.

La question de principe se pose donc plus inéluctable que jamais : l'héritier peut-il ou non faire des actes de libre disposition ? La grande majorité des auteurs répond : non (1). Elle se fonde pour cela sur deux arguments principaux. D'abord, elle invoque les termes des articles 988-3° et 989 Code de procédure civile qui réputent l'héritier pur et simple quand il vend sans observer les formalités que nous connaissons. Elle se prévaut également de l'avis du Conseil d'état du 11 janvier 1808 dont nous avons étudié les dispositions, dispositions qui se fondent sur ce que l'héritier n'est qu'un simple administrateur, devant se soumettre, par là même, aux mêmes règles que les administrateurs ordinaires. Cette doctrine est d'autant plus grave qu'il est de toute impossibilité d'y apporter, comme le voudraient certains auteurs (2), quelques palliatifs, tels que l'autorisation de justice ou le consentement des créanciers. Nous savons déjà, en effet, à quoi nous en tenir sur ce point. Et elle atteint le comble de l'incohérence quand, mise en demeure de définir alors, quels sont les actes

(1) Demolombe, *op. cit.*, n° 376-386 ; Laurent, *op. cit.*, n° 392 et s. 401 et s. ; Aubry et Rau, t. VI, § 618, p. 450 et s. Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, art. 803, n° 126 bis ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1357.

(2) *Ibid.*

d'administration qui sont permis et quels sont les actes de libre disposition qui doivent être considérés comme prohibés, elle n'arrive pas à constituer une liste, et tous ses partisans divergent. Ils n'arrivent à s'accorder que pour proclamer qu'il importe peu de rechercher si l'acte est ou non préjudiciable aux intérêts des créanciers et légataires « la déchéance n'en est pas moins encourue, indépendamment des circonstances, par cela seul que l'héritier a fait un acte ayant, aux yeux de la loi, ce caractère et cet effet (1). »

En réalité, il ne faut pas hésiter à condamner cette doctrine. Comme l'a très bien fait observer M. Planiol (2), on a le grand tort de considérer, dans la doctrine, l'héritier comme un administrateur, de là part l'erreur qui vicie toutes les déductions que l'on tire. « Ce n'est pas un administrateur qui n'a de pouvoirs que ceux qui lui sont expressément ou implicitement conférés ; c'est un propriétaire qui ne subit d'entrave qu'en vertu d'un texte exprès. » Et ainsi que conclut très justement M. Capitant (3) « en conséquence, il ne faut pas étendre les causes de déchéance édictées par la loi ; la déchéance est une véritable peine prononcée dans l'intérêt des créanciers et elle ne peut s'appliquer que dans les cas expressément indiqués. Pour les autres actes que l'héritier a passé de bonne foi, ils ne

(1) Demolombe, *op. cit.*, n° 305 ; Laurent, *op. cit.*, n° 402.

(2) *Dr. civil*, t. III, n° 2122.

(3) Note au Dalloz sous Cass., 20 octobre 1908 (D. 09. 1. 169).

le privent pas de son bénéfice. Il n'y a donc que les actes de vente qui emportent la perte du bénéfice d'inventaire... Il est contraire à la volonté de l'héritier de voir, dans tout acte qui dépasse les limites de l'administration, l'intention de se comporter comme un héritier pur et simple. En outre point n'est besoin, pour protéger les créanciers et les légataires contre les conséquences dommageables des actes passés par lui, de recourir au bénéfice d'inventaire. » Il existe des moyens légaux à cet effet : la responsabilité incombant aux termes de l'article 804 Code civil à l'héritier pour ses fautes graves, l'article 807 permettant aux créanciers d'exiger caution et le recours à l'action Paulienne en cas de fraude (1).

Reste à examiner maintenant quelle a été, au milieu de toutes ces discussions, l'attitude de la jurisprudence. Le dernier arrêt qui se soit prononcé sur la question est très net : il dénie à l'héritier le droit d'accomplir des actes de dispositions (2). Mais des divergences de vues se sont produites sur le sens qu'il faut attribuer aux arrêts qui l'ont précédé. Pour les uns — M. Wahl (3) s'est fait le porte-parole de cette opinion — il ne faut voir dans l'arrêt du 28 octobre 1908 qu'une affirmation nouvelle rompant avec

(1) V. égal. dans le sens du pouvoir de disposition qui appartient à l'héritier bénéficiaire : Wahl, note sous Cass., 28 octobre 1908 (S. 1911. 4. 89).

(2) V. Cass., 28 octobre 1908 précité.

(3) Wahl, note précitée sous Cass., 28 octobre 1908 au Sirey,

la jurisprudence antérieure. Pour les autres — et c'est l'opinion de M. Capitant (1) — cet arrêt ne fait que confirmer une tendance très manifestement accentuée. C'est également ce qu'il nous semble. A part, en effet, un très ancien arrêt du 26 juillet 1837 (C. civ.) (2) qui consacrait le système de la libre disposition, nous voyons, ainsi que l'a montré très exactement M. Capitant, les arrêts se rallier à l'opinion dominante en doctrine, et déclarer que l'héritier bénéficiaire qui fait des actes de dispositions, est un héritier pur et simple (3). Ils ont cependant atténué peu à peu les inconvénients résultant de ce système. Certaines décisions ont ainsi tenu compte, très largement de l'effet avantageux ou désavantageux produit par les actes de disposition accomplis (4). D'autres ont considéré, que certains actes de disposition devaient être compris parmi les actes de sage et prudente administration (5). Mais nous retrouvons ici, par suite, une grosse incertitude sur le point de savoir quels actes doivent être considérés comme prohibés, quels autres comme licites. Ce sont les juges du fond qui détermineront souverainement, en raison des circonstances, si on se trouve en présence d'un acte de disposition ou d'un acte

(1) Note au Dalloz précitée sous le même arrêt.

(2) S. 1837. 1. 753.

(3) Cass., 6 juin 1849 (D. 49. 1. 315); 11 décembre 1861 (D. 62. 1. 79); 25 juillet 1867 (S. 68. 1. 12); Aix, 30 mai 1874 (D. 75. 2. 31); Cass., 20 juin 1904 (D. 05. 1. 322).

(4) Cass., 27 décembre 1820 (S. chr.)

(5) Cass., 25 juillet 1867; 20 juin 1904 précités.

d'administration (1). Et même la jurisprudence la plus récente rompt sur ce point avec les arrêts antérieurs, qui décidaient que la Cour de cassation conservait toujours le droit d'apprécier la qualification légale des actes et déterminaient de la sorte si on se trouvait en face d'actes de disposition ou d'administration (2). — M. Wahl donne aux arrêts cités par M. Capitant dans le sens que nous avons indiqué une signification tout autre (3). Pour lui, il convient de distinguer, de la déchéance du bénéfice d'inventaire, la renonciation volontaire par l'héritier à son bénéfice. Or, dit-il, toute la jurisprudence postérieure à 1837 se concilie fort bien avec cet arrêt. Dans toutes les décisions que l'on oppose à celle-là, et qu'il analyse minutieusement, il y a renonciation volontaire par l'héritier à son bénéfice, renonciation résultant du fait qu'il accomplit un acte incompatible avec sa qualité d'héritier et par suite est réputé accepter purement et simplement. Il nous semble pour notre part, que cette distinction un peu subtile n'enlève rien à la force de l'argumentation contraire. On en reviendra alors à se demander dans quels cas, et à la suite de quels actes volontaires ou non l'héritier sera réputé avoir accepté la succession si l'accomplissement des actes de disposition y suffit ou non. Ce ne sera

(1) Cass., 28 octobre 1908 précité.

(2) Cass. 18 avril 1866 (S. 66. 4. 237) ; 18 janvier 1869 (S. 69. 4. 172).

(3) Wahl, note précitée au Sirey sous Cass., 28 octobre 1908.

en définitive qu'une question de mots, mais le problème ne se trouvera pas déplacé.

Pour jeter un peu de clarté sur les décisions de la jurisprudence, nous allons maintenant, pour terminer sur ce point, examiner successivement quels sont les principaux actes que peut accomplir l'héritier bénéficiaire pour arriver à réaliser l'actif, et ce que décide la jurisprudence à l'égard de chacun d'eux.

Actions en justice

L'héritier bénéficiaire, titulaire de tous les éléments actifs et passifs composant le patrimoine du défunt, possède également les actions qui en sont les sanctions. Mais n'étant pas le mandataire des créanciers héréditaires, il ne pourra pas — à moins qu'il ne soit lui-même créancier de la succession — exercer les actions appartenant en propre à ces créanciers, intenter l'action Paulienne contre les actes du défunt, former tierce-opposition au jugement ou le défunt a été partie (1). L'héritier a-t-il qualité pour intervenir dans les procès relatifs aux droits de préférence revendiqués sur la succession, par exemple, dans les ordres ouverts pour la liquidation? Certains auteurs le nient en vertu du principe : pas d'intérêt, pas d'action (2).

(1) Rouen, 13 août 1888 (*Gaz. Pal.*, 89. 1, suppl. 89).

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl *op. cit.*, n° 1331 à 1333.

Mais il semble que le pouvoir de liquidation que possède sur la succession, soit un intérêt suffisant pour lui permettre d'intervenir (1).

Pour que les actes soient valables, il faut que l'héritier poursuive, en tant que bénéficiaire (2). On pourrait, suivant les circonstances, voir dans le fait contraire, une renonciation tacite (3).

Les jugements rendus contre l'héritier, n'auront effet vis-à-vis des créanciers que dans la mesure où ils auraient eu effet vis-à-vis du débiteur défunt. Ils auront donc effet vis-à-vis des créanciers chirographaires de la succession, parmi lesquels l'héritier, s'il est personnellement créancier chirographaire (4), mais ne seront pas opposables aux créanciers hypothécaires de la succession pour tout ce qui concerne les droits respectifs des créanciers, leur rang, les moyens personnels qu'ils peuvent faire valoir. Pour tout ce qui concerne leur droit réel, les créanciers hypothécaires antérieurs à l'introduction sont en effet des tiers et ne sont pas représentés par leur débiteur (5). Il a été jugé en conséquence que le jugement rendu contre le bénéficiaire en cette qualité, ne lui est pas opposable à

(1) Demolombe, *op. cit.*, n° 262 ; Tambour, *op. cit.*, p. 272 ; Becqué *op. cit.*, p. 179.

(2) *Contrà*, Rouen, 12 novembre 1887 (*Rec. Rouen*, 87. 1. 228).

(3) Grenoble, 16 janvier 1888 (*J. Grenoble* 1888, p. 76).

(4) Cass., 1^{er} août 1849 (*D.* 49. 1. 287).

(5) Cass., 16 novembre 1874 (*S.* 75. 1. 65) ; 25 octobre 1893 (*S.* 94. 1. 228).

lui-même, s'il agit ensuite comme créancier hypothécaire du défunt (1).

Les créanciers héréditaires ne peuvent former tierce-opposition aux jugements intervenus contre le bénéficiaire que dans les cas où les créanciers d'un débiteur ordinaire le pourraient, dans le cas par exemple où il y a fraude de l'héritier, ou si on se trouve dans un procès où le débiteur ne représente pas normalement ses créanciers, notamment s'il s'agit des droits de préférence ou de l'ordre entre créanciers hypothécaires (2).

Mais en cas de simple négligence de l'héritier, la tierce-opposition ne serait pas possible : il resterait, du reste, aux créanciers la faculté d'intervenir dans l'instance comme ils en ont le droit.

Partage des biens de la succession

La jurisprudence n'a pas varié sur ce point. Depuis le très ancien arrêt du 26 juillet 1837 précité, qui reconnaissait à l'héritier le droit de procéder au partage amiable sans encourir la déchéance du bénéfice d'inventaire, les arrêts n'ont pas varié et ont constamment proclamé qu'aucune disposition de loi n'ayant étendu au partage les formalités prescrites pour la vente des biens meubles

(1) Cass., 26 avril 1852 (D. 52. 1. 131).

(2) Paris, 23 avril 1885 (*Gaz. Pal.*, 85, 1. 739) ; Tambour, 1^{er} juillet 1886 (*La loi*, 6 novembre 1886).

et immeubles des successions bénéficiaires, l'accomplissement de cet acte sans les dites formalités ne saurait être une cause de déchéance du bénéfice d'inventaire (1). Certains auteurs (2) ont bien protesté contre cette jurisprudence, mais avec raison leur opinion n'a pas prévalu. La majorité de la doctrine est dans le sens des arrêts que nous avons signalés (3).

Transaction et compromis

Une ancienne jurisprudence, que nous avons eu occasion de signaler antérieurement, exigeait de l'héritier, pour qu'il pût procéder à une transaction sans encourir la déchéance du bénéfice d'inventaire, qu'il demandât au tribunal, par requête, une autorisation donnée en chambre du conseil. Il semble que cette jurisprudence ait cessé d'avoir cours et les dernières décisions que l'on ait enregistrées, reconnaissent à l'héritier le droit de transiger, si, aux yeux du tribunal, la transaction intervenue

(1) Paris, 9 décembre 1864 (S. 65. 2. 42); Dijon, 18 février 1890 (D. 90. 2. 241); Cass., 12 février 1900 (S. 04. 1. 233); Pau, 12 juin 1907 (S. 08. 2. 36).

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. III, n° 261 et s.; Laurent, *op. cit.*, t. IX, n° 405, p. 475.

(3) Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, § 618, p. 468; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1278; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 220; Ferrou, note au Sirey sous Cass., 12 février 1900, précité; Planiol, note au Dalloz sous Dijon, 18 février 1890, précité.

peut être considérée comme un acte de sage et prudente administration, d'après les circonstances (1). En définitive, nous nous trouvons bien, ici, en face de l'arbitraire que nous avons signalé. Cette distinction se retrouve dans la majorité de la doctrine (2), à part quelques auteurs qui refusent absolument à l'héritier, dans n'importe quel cas, le droit de transiger (3).

Les mêmes opinions et les mêmes solutions se retrouvent au sujet du compromis (4).

Examinons maintenant rapidement toute une série d'autres actes que peut avoir à accomplir l'héritier en vue d'arriver à la réalisation de l'actif et qui sont de moindre importance.

Il a été jugé que l'héritier peut valablement procéder amiablement au partage d'un bien indivis entre le défunt et un tiers (5). Il peut prendre part au vote d'un concor-

(1) Toulouse, 16 mars 1882 (S. 83. 2. 73) et la note de M. Labbé Nancy, 1 février 1884; sous Cass., 27 mars 1888 (D. 88. 1. 145).

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 65; Laurent, *op. cit.*, t. IX, n° 403; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 220; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1357.

(3) Tambour, *op. cit.*, p. 334; Guillard, *op. cit.*, n° 56; Aubry et Rau, t. VI, p. 468.

(4) Nancy, 1^{er} février 84, précité; Demolombe, *op. cit.*, n° 268; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, 1359; *Contrà*, Cass., 20 juillet 1814 (S. chr.); Laurent, *op. cit.*, n° 403 *ter*; Tambour, *op. cit.*, p. 334.

(5) Rennes, 19 décembre 1835 (S. 37. 2. 176); Cass., 26 juillet 1837 (S. 37. 1. 755).

dat accordé à un débiteur du *de cuius* (1). Mais l'héritier peut-il faire une dation en paiements ? Certains arrêts y voyant en quelque sorte une vente (2) le nient. Ils le subordonnent au moins à une autorisation du tribunal et à une estimation (3).

Notons enfin que l'héritier bénéficiaire qui a le devoir de recouvrer les créances de la succession, pourrait être déclaré responsable de leur non recouvrement s'il avait agi d'une façon qui lui fût imputable (4).

Mais qu'il n'y aurait pas déchéance du bénéfice d'inventaire, si, ayant, par exemple, renoncé à l'exigibilité de créances successorales, il avait simplement concédé un terme moyennant une garantie hypothécaire (5).

De l'examen auquel nous venons de nous livrer, nous pouvons tirer cette conclusion, que si la jurisprudence, pour déterminer comment l'actif doit être réalisé, ne part pas de principes nettement établis, et qu'on souhaiterait plus fermes ; son souci dominant est néanmoins de se laisser guider par des intérêts et des nécessités d'ordre pratique. En fait, elle assure à l'héritier bénéficiaire une latitude et une liberté suffisantes qui lui permettent largement de remplir sa mission, Il serait seulement à sou-

(1) Trib. Lyon, 13 janvier 1898 (D. 98. 2. 435).

(2) Lyon. 26 novembre 1896 (*Monit. judic.*, Lyon, 27 février 1897).

(3) Cass., 1^{er} juillet 1856 (S. 56. 1. 785).

(4) Cass., 19 mars 1867 (S. 67. 1. 220).

(5) V. Cass., 28 octobre 1908, précité.

haïter qu'elle mît ses décisions d'accord avec les principes qui nous ont semblé devoir régir la matière. De la sorte, on ne pourrait vraiment rien lui reprocher sur ce point de notre matière, et il en résulterait une simplification qui mettrait fin à toutes les controverses, et apporterait un maximum de sécurité.

CHAPITRE II

PAIEMENTS DU PASSIF

SECTION I

Que comprendre dans le passif ?

Il faut tout d'abord poser un principe à cet égard : l'héritier bénéficiaire étant le continuateur de la personne du défunt, devra comprendre, dans le passif de la succession, absolument tous les éléments d'obligations dont aurait eu à répondre le défunt lui-même. Il ne peut pas avoir, d'une part, plus de droits que n'en aurait eu ce dernier : c'est aussi, par suite, qu'il a été jugé, à très juste titre, que l'héritier ne saurait être admis à se prévaloir du défaut de date certaine d'un contrat de constitution de gage consenti par le *de cujus* (1). D'autre part, faut-il aller tout-à-fait au bout des conséquences de cette idée de l'héritier continuateur de la personne du défunt, et décider

(1) Lyon, 6 juillet 1889 (D. 90. 2. 113).

qu'il peut compenser une dette dont il est tenu personnellement vis-à-vis d'un tiers, avec les sommes dont il devient créancier, à titre de succession, au regard de ce même tiers ? C'est ce qu'a effectivement décidé un arrêt, partant de cette idée que l'héritier continuateur de la personne du défunt, est, comme tel, personnellement investi des créances successorales (1). Et semblable interprétation paraît bien conforme à la loi. Elle ne serait pas possible, ainsi que le fait observer M. Percerou, « si l'on considère l'hérédité comme une masse autonome, comme une sorte de personne morale, car il en résulte que les qualités de créancier et de débiteur ne sont plus réunis sur la même tête (2). » Mais nous avons vu que pareille conception serait absolument inexact.

Ce principe posé, il faut décider que, doivent être compris dans le passif tous les frais accomplis par l'héritier bénéficiaire pour arriver à la liquidation qu'il poursuivra. C'est là un point tout naturel. Aussi voyons-nous la jurisprudence décider ainsi par toute une série d'arrêts que l'héritier bénéficiaire qui a acquitté des droits de mutation peut s'en faire rembourser le montant par préférence sur l'actif de la succession (3) ; qu'il jouit d'un privilège

(1) Caen, 40 mars 1884 (D. 85. 2. 9).

(2) Percerou, *Rev. trim. de dr. civ.*, 1905, p. 591.

(3) Grenoble, 21 mars 1850 (S. 50. 2. 534) ; Paris, 19 janvier 1854 (S. 54. 2. 752) ; Caen, 40 mars 1884 (D. 85. 2. 9) ; *Addé* Trib. Seine, 21 février 1899 (D. 99. 2. 284).

pour les frais d'instance en liquidation qu'il aurait avancés (1) ; que les frais de succession (dépens de procès intentés) doivent être payés à ceux qui les ont obtenus sur la masse des biens, par préférence aux créanciers du défunt (2) ; que les frais de scellés sont payés par la succession (3).

Par ces quelques exemples on voit donc qu'il convient, aux termes de la jurisprudence, de comprendre dans le passif de la succession, tous les frais auxquels a donné lieu la liquidation de la succession.

Ces quelques précisions étaient nécessaires pour l'intelligence des développements qui vont suivre. Il nous suffit de les avoir brièvement indiqués. Voyons maintenant comment s'opère la répartition de l'actif entre les divers créanciers.

SECTION II

Paiement des créanciers hypothécaires

Avant d'examiner dans quel ordre doivent être distribuées les sommes provenant de la vente de tous les biens dépendant de la succession, il nous faut envisager la

(1) Paris, 19 janvier 1834, précité.

(2) Amiens, 17 août 1836 (S. 39. 2. 353), *Adde* Montpellier, 18 juin 1867 (D. 67. 2. 112).

(3) Trib. Mayenne, 2 juillet 1896 (D. 96. 2. 433).

situation spéciale faite aux créanciers hypothécaires relativement au prix provenant de la vente des immeubles sur lesquels une hypothèque leur avait été consentie. L'article 806 décide que ce prix sera « délégué aux créanciers hypothécaires qui se seront fait connaître. » Il est à remarquer que cet article déroge au droit général que possède l'héritier bénéficiaire de toucher les capitaux provenant de la vente des biens héréditaires. Par suite les créanciers recevront directement le montant de ce qui leur est dû, le but de la loi étant de faciliter par là une distribution amiable. La délégation se fera naturellement en suivant l'ordre des inscriptions. Les créanciers chirographaires ne viendront qu'après ; ils ne peuvent même, par une saisie-arrêt, venir par préférence sur les créanciers hypothécaires ou concourir avec eux (1). De même, le bénéfice d'inventaire n'entraînant aucune modification relativement aux termes et conditions des créances hypothécaires, la délégation ne pourra rendre exigibles des créances qui ne le sont pas (2). Mais contrairement à ce que pourrait faire supposer le texte de l'article 806, les créanciers hypothécaires ne seront pas tenus de faire notification à l'héritier. Les mots « qui se font connaître »

(1) Cass., 20 juin 1887 (D. 88. 1. 134).

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1393 ; Becqué, *op. cit.*, p. 220. V. cependant dans une hypothèse où le créancier hypothécaire avait été payé avant le terme stipulé à la suite d'une procédure d'ordre. Cass., 2 février 1853 (S. 53. 1. 365).

n'ont pas de sens dans notre régime hypothécaire actuel. Ils ont subsisté, par suite d'un oubli, seul vestige d'un système d'hypothèques occultes, adopté dans le projet primitif du Code civil, et qui ne fut pas adapté (1). Aujourd'hui, les créanciers hypothécaires n'ont plus besoin de se faire connaître par des oppositions : ils sont inscrits ou dispensés de s'inscrire.

Il convient toutefois de remarquer que les créanciers dont l'hypothèque est sujette à l'inscription, devront être inscrits avant le décès pour pouvoir exiger la délégation. Cela résulte de l'article 2146, seule disposition égalitaire que contienne le bénéfice d'inventaire, seul point de ressemblance entre son organisation et celle de la faillite. Cet article, en effet, annule au profit des créanciers d'une succession bénéficiaire les inscriptions de privilège ou d'hypothèque prises depuis l'ouverture de la succession. Notons en passant que la loi, ici, a été beaucoup moins large qu'en matière de faillite où la possibilité de prendre cette inscription, arrêtée autrefois à l'époque de la cessation des paiements, a été reculée par la loi de 1838 jusqu'à la déclaration de faillite. De plus, cette entrave apportée ainsi à certains créanciers, n'est nullement contrebalancée chez les autres qui peuvent faire des saisies quand bon leur semble et se faire payer, nous le verrons, sans ordre et au détriment les uns des autres.

(1) V. sur le projet primitif et les dissensions auxquelles il a donné lieu, Becqué, *op. cit.*, p. 217.

Il semble donc qu'en l'espèce, l'emprunt éloigné qu'on a voulu faire à l'organisation de la faillite n'ait pas été des plus heureux. Aussi a-t-on réduit la portée de l'article 2146 à ses plus étroites proportions; on y a fait échapper : 1° l'inscription des hypothèques légales; 2° l'inscription exigée pour la conservation du privilège de l'architecte (1). Et la jurisprudence s'est-elle opposée à l'extension de cette disposition. C'est ainsi qu'elle s'est refusée à annuler la notification survenue après l'ouverture de la succession bénéficiaire d'un transport de créance qui avait été opéré par le défunt, ou l'acceptation d'une délégation faite dans les mêmes conditions (2).

Les créanciers recevront donc, en principe, le montant de ce qui leur est dû directement. Il en serait autrement si un désaccord s'élevait entre eux au sujet de la valeur au rang de leur privilège ou si les créanciers chirographaires avaient fait opposition au paiement des créanciers hypothécaires. Dans ces cas alors un règlement judiciaire serait nécessaire.

On a cependant prétendu qu'il était nécessaire que l'ordre judiciaire intervînt dans tous les cas. Et on s'est appuyé, pour cela, sur ce que l'article 991 Code de procédure civile postérieur à l'article 806, décide que « le prix des immeubles sera distribué suivant l'ordre des pri-

(1) Planès, *op. cit.*, p. 418.

(2) Montpellier, 3 mai 1841 (S. 41. 2. 532); Lyon, 6 juillet 1889 (S. 92. 2. 37).

vilèges et hypothèques. » Mais comme l'ont fort bien démontré MM. Lacantinerie et Wahl (1), cette opinion est inexacte. L'article 991 Code de procédure civile ne s'exprime pas en termes généraux. Le texte primitif portait bien, à la suite de l'actuel, « dans la forme prescrite au titre de l'ordre ». Mais le Tribunal supprima ces derniers mots « comme contraires à l'article 806 qui veut que l'héritier bénéficiaire, en vendant les immeubles, soit tenu d'en déléguer le prix aux créanciers qui se sont fait connaître, parce qu'il est évident que lorsque les délégations sont régulières et qu'aucun créancier ne s'oppose à leur exécution, il n'y a pas lieu à former une procédure d'ordre (2). »

La délégation, du reste, doit, pour pouvoir être opposée à l'adjudicataire, être expresse et acceptée par les créanciers (3). La clause généralement contenue dans les actes de vente d'après laquelle l'acquéreur doit payer son prix aux créanciers inscrits ne suffirait pas (4).

Si, ainsi que nous l'avons vu, l'héritier bénéficiaire ne touche pas, ici, le montant du prix, ce n'est qu'au cas où il y a des créanciers hypothécaires à qui le déléguer ; quand il n'en existe pas, il touche le montant du prix de même qu'il touche l'excédent, les créanciers une fois

(1) *Op. cit.*, t. II, n° 1395.

(2) Loaré, t. XXIII, p. 373.

(3) Cass., 8 février 1888 (D. 88. 1. 392).

(4) Carpentras, 12 août 1886 (*Gaz. Trib.*, 21 août 1886).

payés. Il a été jugé, toutefois, que les créanciers chirographaires peuvent, dans le cas où il n'y a pas de créanciers hypothécaires, demander au Tribunal de faire consigner le prix provenant de l'immeuble à la caisse des dépôts et consignations (1).

SECTION III

Créanciers chirographaires

A. — Créanciers non opposants

§ 1^{er}. — PAIEMENT PAR L'HÉRITIER

L'article 808 Code civil dispose, relativement au paiement des créanciers qui n'ont pas fait opposition, que l'héritier les paie, ainsi que les légataires, à mesure qu'ils se présentent. Il s'en suit que c'est une obligation certaine pour l'héritier, de payer, au fur et à mesure qu'ils se présentent, les créanciers et légataires qui justifient de leurs droits. C'est là l'opinion unanime des auteurs (2) et on peut la faire ressortir également d'un arrêt qui dispose que l'héritier n'aura pas même à attendre, pour effectuer

(1) Trib. Seine, 6 mars 1890 (*Pand.*, 90. 2. 167).

(2) Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 311 ; Aubry et Rau, t. VI, p. 459 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 164 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1440.

le paiement, l'expiration du délai d'inventaire (1). Par suite, à défaut d'opposition, le premier qui se présente est le premier payé et valablement payé. Il ne doit être fait à cet égard aucune distinction : qu'il s'agisse d'un créancier ou d'un légataire, d'un légataire de somme d'argent ou légataire de corps certain. Il faut noter, cependant, qu'un arrêt de la Cour suprême, dont les termes se concilient mal avec les termes impératifs de l'article 808, et dont la solution, par suite, n'est pas exempte de critique, a décidé que les légataires ne peuvent pas demander la délivrance de leurs legs, s'il est déjà évident que l'actif est absorbé par les frais et les dettes. Dans ce cas, en effet, ces legs seraient sujets à répétition (2). Mais si cette solution est contestable en droit, il faut reconnaître que, pratiquement, elle s'imposait, et il convient de proclamer l'équité de la décision de la Cour suprême.

La conséquence naturelle du principe qui préside au paiement des divers intéressés, est que celui qui peut se présenter le premier, le plus proche, le mieux informé, est l'héritier lui-même. S'il se trouve être créancier de la succession, il peut se payer et se paie effectivement le premier (3). C'est là, évidemment, un précieux avantage

(1) Orléans, 15 novembre 1832 (S. 32. 2. 341).

(2) Cass., 25 novembre 1861 (D. 61. 1. 457).

(3) Paris, 24 juin 1807 (*S. chr.*) ; Pau, 23 janvier 1888 (D. 89. 2. 150).
Il a été même jugé que l'héritier bénéficiaire, créancier du défunt,

en sa faveur, mais qu'il serait difficile de lui retirer ou de diminuer, avec les principes qui commandent la matière. Une condition lui sera toutefois imposée par l'article 533 Code de procédure civile. C'est que le paiement soit vraiment effectif ; c'est-à-dire que l'héritier bénéficiaire trouve dans la masse héréditaire des deniers suffisants pour acquitter sa créance (1). L'héritier se paiera donc sans qu'il y ait besoin de lui faire nommer un curateur *ad hoc*. Cela ne serait nécessaire, évidemment, qu'au cas où ses créances seraient litigieuses.

L'héritier pouvant se payer lui-même, nous en arrivons à une autre conséquence très intéressante. Étant donné qu'il n'existe pas d'opposition, l'héritier peut compenser ses créances sur la succession avec ses dettes envers elle et réciproquement, on peut lui opposer cette compensation dès que les conditions ordinaires de la compensation légale sont remplies (2). Mais si, sur ce point, il n'y a pas de difficultés,

à raison d'une donation entre vifs, dont il n'a pas reçu le montant, doit prélever cette donation sur le montant de l'hérédité, avant le paiement des autres créanciers (V. Cass., 10 juillet 1844 (S. 44. 1. 593) ; et qu'il peut poursuivre, quand il est créancier du défunt, la caution de ce dernier (Cass., 1^{er} décembre 1812, *S. chr.*)

(1) Cass., 27 juillet 1853 (S. 53. 1. 726) ; 23 juin 1856 (S. 56. 1. 797).

(2) Lyon, 18 mars 1831 (S. 31. 2. 229) ; Caen, 10 mars 1884 (D. 85. 2. 9), *Addé Demolombe, op. cit.*, t. XV, n° 195 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 97 ; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 224 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1445 ; V. cependant Cass., 27 juillet 1853 (S. 53. 1. 726) ; 23 juin 1856 (S. 56. 1. 797).

il est plus délicat de savoir comment doit s'opérer cette compensation. Dans une première opinion, elle ne s'opérerait pas de plein droit, mais les poursuites exercées par l'héritier bénéficiaire contre le tiers qui serait tout à la fois créancier et débiteur de la succession, ou par ce dernier contre l'héritier bénéficiaire, pourraient être arrêtées par l'exception de compensation. Il n'y aurait donc lieu seulement qu'à la compensation facultative et cette compensation ne saurait se produire au détriment des créanciers qui auraient formé opposition avant que l'exception de compensation fût invoquée, alors même que les conditions requises par l'article 1291 se seraient réalisées avant l'opposition (1). Suivant une autre opinion qui paraît plus juridique et qui a du reste rallié, semble-t-il, la majorité des arrêts, la compensation légale éteint de plein droit les deux dettes, lorsque les faits qui y donnent lieu sont antérieurs à toute opposition de la part des créanciers de la succession (2). La justification de ce système se trouve dans les motifs d'un jugement du tribunal de Saint-Pol du 8 août 1889, confirmé par la Cour de Douai, le 1^{er} mai 1890, sur ce point : « L'héritier bénéficiaire auquel une

(1) Rouen, 26 janvier 1877 (D. 77. 2. 90); Aubry et Rau, 5^e éd., t. IV, § 326, p. 387, texte et note 35.

(2) Trib. Châtillon-sur-Seine, 9 avril 1862 (D. 62. 3. 37); Trib. civ. Saint-Pol, 8 août 1889, confirmé par Douai, 1^{er} mai 1890 sous Cass., 30 mai 1892 (D. 92. 1. 281); Douai, 30 juin 1904 (D. 05. 2. 392); Montpellier, 18 février 1909 (D. 09. 2. 372); V. au surplus la note sous cet arrêt. *Adde* Huc, *op. cit.*, t. VIII. n° 1150.

compensation est demandée par un débiteur de la succession, dit le jugement cité, ne peut refuser cette compensation tant qu'il n'est pas touché d'une opposition, puisque dans cette hypothèse, il est obligé de payer les créanciers à mesure qu'ils se présentent, et que la compensation est un véritable paiement;..... Cette compensation s'opère par la force seule de la loi et le jugement, qui intervient sur ce point, ne fait que consacrer une situation préexistante sur l'existence de la créance. »

Il semble bien, également, qu'il faille décider que, tant qu'il n'y a pas d'oppositions, les dettes et les créances d'une même personne vis-à-vis de la succession se compensent de plein droit. On a bien invoqué, à l'encontre de cette opinion, le principe de la séparation des patrimoines. Mais ce principe ici n'a pas de raison d'être invoqué, puisqu'il s'agit de créances et de dettes coexistant au profit et à l'encontre du seul patrimoine successoral. Pour que la séparation des patrimoines entre en jeu, il faudrait qu'il s'agisse d'une créance sur la succession et d'une dette envers l'héritier, ou réciproquement. C'est, du reste, ce qu'a décidé, en général, la jurisprudence approuvée par la majorité des auteurs (1).

(1) Bordeaux, 4 décembre 1852 (*D. Rép.*, V^o Oblig., n^o 2682 ; Lyon, 17 mars 1902 (*Monit. judic.* de Lyon, 10 avril 1902) ; Douai, 30 juin 1904 (*Gaz. Palais*, 04. 2. 102) ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n^o 1446 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n^o 166 ; V. cependant Cass., 8 juillet 1890 (*S.* 92. 1. 373) ; Toulouse, 16 mars 1899 (*Gaz. Trib.*, 5 mai 1899.

L'héritier bénéficiaire, donc, qui a, en l'absence d'opposition, payé les premiers qui se sont présentés, dans leur ordre d'arrivée, se trouve quitte à l'égard des retardataires auxquels il n'a qu'à présenter son compte. Obligé de payer par la loi elle-même, il n'a commis aucune faute et aucun recours ne peut exister contre lui ; les paiements faits sans fraude sont définitifs et sans rapports possibles (1). Il est bien évident, par contre, que s'ils étaient faits au mépris d'une opposition, l'héritier serait responsable (2). Il faut donc conclure de tout cela que les retardataires ne peuvent, en principe, exercer ici aucune répétition du chef de l'héritier.

Mais s'il est valable vis-à-vis de l'héritier, le paiement ainsi accompli est-il définitif vis-à-vis des créanciers et des légataires retardataires?

§ 2. — LE PAIEMENT EFFECTUÉ ET LES CRÉANCIERS RETARDATAIRES

Vis-à-vis des créanciers non opposants qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte et le paiement du reliquat, l'article 809 Code civil déclare qu'ils « n'ont de recours que contre les légataires. » Ceux-ci ont été, en

(1) Cass., 4 avril 1832 (S. 32. 1. 309) ; Montpellier, 14 mars 1850 (1850. 2. 479).

(2) Cass., 27 décembre 1820 (S. chr.) ; Orléans, 14 avril 1859 (S. 60. 2. 267).

somme, payés à leur préjudice, et ont une situation moins intéressante, étant donné qu'ils luttent *de luro captando*, alors que les créanciers, eux, luttent *de damno vitando*. Il est donc juste que ces derniers puissent récupérer leurs biens à leur encontre. Mais c'est tout, et ils ne peuvent rien contre les autres créanciers déjà payés. Vis-à-vis des légataires même, encore y a-t-il une prescription de trois ans que l'article 809 fait courir « de l'apurement du compte et du paiement du reliquat. »

Mais lequel des légataires poursuivra le créancier ? Pourra-t-il s'attaquer indifféremment à tous ou déterminera-t-il son choix d'après la date du paiement par exemple ? Dans le silence des textes, la jurisprudence, s'inspirant sans doute de la solution donnée par les articles 926 et 927 au cas de réduction des legs pour atteinte à la réserve a fait subir à chaque legs une réduction proportionnelle (1). C'est une action directe que celle donnée en ce cas aux créanciers, puisque, nous l'avons vu, l'héritier lui-même n'avait pas d'action en répétition. Il faut même dire, contrairement à M. Demolombe, (2) que c'est une action personnelle fondée sur une sorte d'enrichissement injuste réalisé par les légataires au détriment

(1) Cass., 25 avril 1861 (D. 61. 1. 457) et la note de M. Bressillon, *Adde* Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1453 ; Laurent, t. X, n° 172. V. cependant Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2158.

(2) *Op. cit.*, t. III, n° 133 bis.

des créanciers et non une revendication de meubles analogue à celle de l'article 2279, revendication par laquelle le savant auteur s'est efforcé de justifier la prescription de 3 ans.

Mais que se produira-t-il si des créanciers se présentent avant l'apurement du compte, mais alors que l'héritier a épuisé toute la caisse au profit de ceux qui ont été les plus diligents ?

Évidemment ils ont, contre les légataires payés à leur préjudice, le recours que l'article 809 accorde aux créanciers qui ne se présentent qu'après l'apurement du compte, mais n'ont-ils pas, en outre, un recours contre les créanciers non opposants payés avant eux ? Et ne pourront-ils, par suite, les obliger à rapporter ce qu'ils ont pu recevoir au-delà du dividende qui leur serait revenu si la distribution de la masse avait été réalisée en même temps entre tous ? On voit toute l'importance de la question. Accorder un recours dans ces conditions serait, en définitive, donner à la liquidation bénéficiaire un caractère collectif, lui conférer une organisation qui n'existe pas dans le paiement des créanciers non opposants où le hasard seul règle l'ordre des répartitions. En faveur du recours on invoque parfois un argument à *contrario* tiré de l'article 809-1^o qui, en décidant que les créanciers qui ne se présentent qu'*après* l'apurement du compte n'ont de recours à exercer que contre les légataires, admet implicitement, prétend-on, que ceux qui se présentent *avant*

peuvent exercer un recours contre les créanciers payés à leur préjudice (1). Mais on a démontré, avec succès, par l'examen des travaux préparatoires, que le législateur n'a pas pensé d'organiser un tel recours. Le projet primitif modifié par le Conseil d'Etat sur les observations du Tribunal de cassation et du Tribunal d'Aix avait précisément ajouté un alinéa à l'article 809, alinéa qui créait un tel recours. Or, la section de législation du Conseil d'Etat, sur les observations de Tronchet, supprima cet alinéa et l'article passa dans le Code civil tel quel. Par inadvertance on laissa subsister en tête du deuxième alinéa actuel les mots suivants « *dans l'un et l'autre cas*, le recours se prescrit par trois ans » mots qui se rapportent à l'ancien alinéa 2 supprimé (2).

De plus, et en dehors même de ces arguments de texte, l'ensemble des principes dominant la matière de la liquidation bénéficiaire interdirait tout recours accordé contre les créanciers déjà payés. Ces derniers, en somme, n'ont reçu que ce qui leur était dû et ont été récompensés de leur diligence. Les autres supportent les conséquences de leur négligence. C'est donc avec raison que la jurisprudence, d'accord en cela avec la majorité des auteurs, refuse d'étendre contre les créanciers déjà payés, le

(1) Toullier, t. IV, n° 383 ; Marcadé, art. 809, n° 2.

(2) V. sur ces travaux préparatoires, Boistel, note sous Cass., 17 décembre 1894 (D. 95. 1. 195).

recours accordé par l'article 809 contre les légataires (1).

Toutefois, un arrêt a décidé que les créanciers non opposants pourraient prélever sur le reliquat de l'actif non encore distribué, une quote-part de leurs créances, proportionnelle à la quote-part déjà touchée par les autres créanciers, et cela par analogie avec l'article 503 Code de commerce (2).

§ 3. — LE PAIEMENT EFFECTUÉ ET LES LÉGATAIRES RETARDATAIRES

On décide généralement, en doctrine, que les termes de l'article 809 devant être entendus dans un sens restrictif, les légataires non opposants ne peuvent disposer d'aucun recours, ni contre l'héritier lui-même, ni contre les légataires déjà payés pour les obliger à partager avec eux.

Comme le fait, en effet, observer M. Boistel (3), la solution à intervenir ici est en corrélation étroite avec celle qui doit être donnée relativement à la question que nous venons d'examiner, du recours des créanciers non oppo-

(1) Cass., 4 avril 1832 (S. 32. 1. 309) ; Orléans, 15 novembre 1832 (S. 32. 2. 541) ; Montpellier, 14 mars 1850 (S. 50. 2. 479) ; Riom, 20 mai 1897 (*Gaz. Pal.*, 97. 1. 33), *Adde* Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 433 bis ; Demolombe, *op. cit.*, t. XV, n° 325 ; Aubry et Rau, t. VI, p. 460 ; Laurent, n° 168.

(2) Riom, 20 mai 1897, précité. *Contrà*, Baudry-Lacantinérie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1457.

(3) Note précitée.

sants non payés vis-à-vis de ceux qui ont été plus diligents. Aussi voyons-nous les mêmes auteurs qui se sont prononcés contre le recours dans la question précédente, persister ici dans leur opinion (1). Quant à la jurisprudence, il n'existe pas, à notre connaissance, d'arrêt de principe sur ce point précis. On cite bien, il est vrai, dans la plupart des auteurs, un arrêt du 17 décembre 1894 (2) qui viendrait à l'appui de l'opinion dominante. Mais cet arrêt vise, non pas le cas des légataires non opposants, mais bien celui des légataires opposants, qui ne peut, du reste, donner lieu à aucun doute sérieux. Cependant, il semble bien, d'après cet arrêt, précisément, et d'après la jurisprudence existante en ce qui concerne les créanciers non opposants, que les arrêts n'hésiteraient pas, le cas échéant, à se prononcer contre la concession de tout recours aux légataires non opposants et non payés contre ceux qui auraient reçu les premiers satisfaction.

B. Créanciers opposants

La liquidation de la succession bénéficiaire, telle que nous venons de l'envisager quand il n'y a que des créan-

(1) Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 133 bis ; Aubry et Rau, *op. cit.*, t. VI, p. 459, § 618, texte et notes 61-62 ; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 173 ; Boistel, note précitée. V. cependant en sens contraire Marcadé, *op. cit.*, art. 809, n° 2.

(2) (D. 1895. 4. 195).

ciers non opposants, est en somme une liquidation dépourvue de toute organisation, ne présentant guère de garanties vis-à-vis des créanciers dont seuls les plus diligents arriveront la plupart du temps à se faire payer ce qui leur est dû. C'est là le défaut de la liquidation bénéficiaire telle qu'elle résulte actuellement de la loi, et c'est là l'objectif souvent très amplifié des reproches et des critiques qui lui ont été adressés.

Mais cette situation, propre à la liquidation bénéficiaire quand il n'y a que des créanciers non-opposants, change du tout au tout dès qu'il y a un créancier opposant. Dans ce cas là, en effet, l'article 808-1° du Code civil, dispose que « l'héritier ne peut payer que dans l'ordre et de la manière fixée par le juge. » Et l'article 990 Code de procédure civile stipule que « le prix de la vente du mobilier sera distribué par contribution entre les créanciers opposants, suivant les formalités indiquées au titre de la distribution par contribution. » Remarquons, cependant, que la réglementation prévue par ces articles, ne fait aucun obstacle à la répartition amiable sur laquelle les créanciers ou légataires et l'héritier se seraient mis d'accord.

Reste à savoir comment doit se produire l'opposition et comment, une fois produite, s'analyseront les paiements faits à chacun d'entre les créanciers et légataires. C'est ce que nous nous proposons d'examiner maintenant.

§ 1^{er}. — LES FORMES DE L'OPPOSITION

La loi n'ayant pas déterminé les formes dans lesquelles doit intervenir l'opposition, plusieurs systèmes ont été mis en avant pour essayer de suppléer à cette absence de dispositions précises.

Dans une première opinion qui n'a jamais rencontré aucun appui en jurisprudence, il faudrait entendre le mot opposition « dans son sens technique et précis » et la loi, en l'employant, se « serait référée aux actes couramment appelés opposition et prévus par le Code de procédure » (1).

Ce serait donc une saisie-arrêt qui serait nécessaire.

Cette opinion, mise en avant par quelques auteurs (2), s'appuie sur la tradition historique où le mot opposition ne signifiait jamais autre chose (3), comme du reste sur la signification ordinaire du mot. Mais ces arguments ne sauraient avoir la moindre valeur. La tradition historique invoquée, en effet, se retourne en faveur de l'opinion contraire. Si Pothier déclare les paiements valables, à

(1) Boistel, note sous Cass., 17 décembre 1894 (D. 95. 1. 193).

(2) Boistel, *loc. cit.*; Toullier, t. IV, n° 381; Marcadé, t. III, art. 808; Laurent, *op. cit.*, t. X, n° 157; Le Sellyer, *Comm. du titre des succ.*, t. II, nos 990 et 991.

(3) Pothier, *Succ.*, chap. III, sect. III, art. 256; *Introd. au titre 17 de la coutume d'Orléans*, n° 50; Lebrun, *Succ.*, liv. III, chap. IV, n° 19; *Nouveau Denizart*, V° Bénéf. d'inventaire, § 9, n° 40.

condition que les héritiers ne les aient pas faits « au préjudice des saisies-arrêts qu'aurait faits le créancier à qui il rend compte (1) », et s'il emploie d'autre part les expressions de « créanciers opposants » et « ou arrêtauts », il prend bien soin de fixer comme suit la portée de ces expressions : « que si les créanciers auxquels l'héritier bénéficiaire rend compte, avaient fait des diligences, s'étaient, par exemple, opposés aux scellés, à la vente des meubles ou avaient fait des saisies-arrêts, en ce cas, ils ne seront point obligés d'allouer à l'héritier bénéficiaire ce qu'il aurait payé à d'autres créanciers ou à des légataires à leur préjudice (2). »

De plus, si l'argument historique ne vaut donc rien, il ne manque pas d'excellentes considérations pour repousser ce système. Ce que vise l'article 808 c'est, non pas une saisie-arrêt régulière, mais une pièce quelconque qui permette à l'héritier, qui connaît dorénavant l'intention du créancier de se faire payer, d'ajourner le paiement. Ensuite, l'acceptation bénéficiaire, si elle n'est pas du tout une preuve d'insolvabilité, peut du moins la faire présumer. On peut donc penser, non sans raison, que le législateur n'aura pas voulu exiger la rédaction d'actes coûteux que la succession aurait encore à payer. On objecte bien encore que la loi subordonne la plupart du temps

(1) *Introd. à la cout. d'Orléans, loc. cit.*

(2) *Tr. de succ., loc. cit.*

l'opposabilité du droit d'une personne à une autre sur les mêmes biens (transcription, saisie) à des formalités rigoureuses. Mais c'est à tort, car il s'agit ici, pour un créancier, non pas de rendre opposables à des tiers sa créance ou ses droits sur les biens héréditaires, mais de se faire connaître à l'héritier, de lui faire voir qu'il faut qu'il tienne compte de cette créance et de lui fournir un argument qui lui permette de refuser le paiement des autres créanciers qui se présenteront (1).

Bien plus logique est un second système qui a rallié la grande majorité de la doctrine (2) la plupart des Cours d'appel (3) et qui, jusqu'à une époque récente, était adopté par la Chambre des Requêtes. D'après ce système, un acte quelconque, émanant d'un créancier et faisant connaître à l'héritier bénéficiaire son intention d'être payé, équivaut à une opposition. On va même jusqu'à décider que l'acte par lequel le créancier fait connaître sa créance à l'héritier bénéficiaire vaut opposition. C'est ainsi que la Cour suprême a fait résulter l'opposition de « tout acte qui porte à la connaissance de l'héritier la volonté du créancier d'être payé, par exemple, d'une contrainte décernée par

(1) Note sous Cass., 17 décembre 1894 (*S. chr. ref.*) D. 95. 1. 125.

(2) Aubry et Rau, t. VI, § 618, p. 459, texte et note 57; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 245; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, t. II, n° 1410.

(3) Poitiers, 24 février 1890 (*Gaz. Pal.*, 90. 1. 468); Grenoble, 24 mars 1892 (*J. de Grenoble*, 92. 153; Trib. Seine, 24 novembre 96 (*Pand.*, 97. 2. 241).

la Régie de l'Enregistrement » (1) « d'un acte fait par le créancier » et ayant le même but, comme la dénonciation de l'ouverture d'une distribution (2); d'un jugement de condamnation contre l'héritier (3); du paiement d'un acompte, considéré comme un « engagement virtuel » de payer le surplus « étant donné, dit l'arrêt, que l'article 808 n'a pas soumis l'opposition des créanciers à une forme déterminée; tout acte qui porte à la connaissance de l'héritier bénéficiaire la créance dont le paiement lui est réclamé doit être considéré comme une opposition » (4).

Et nous voyons des décisions de Cour d'appel, décider que vaudront opposition dans le sens de l'article 808 : une demande en délivrance d'un legs (5), une déclaration de faiblesse obtenue depuis le décès (6); les diligences faites pour obtenir la nomination d'un administrateur-liquidateur judiciaire (7).

Ce système paraît bien être vraiment le plus logique et le plus juridique. Pourvu donc qu'il y ait un *fait actif* du créancier, portant sa créance à la connaissance de

(1) Cass., 15 mars 1866 (S. 66. 1. 121) (D. 66. 1. 257).

(2) Cass., 25 juillet 1871 (S. 71. 1. 100) (D. 71. 1. 302).

(3) Cass., 11 janvier 1882 (S. 84. 1. 317).

(4) Cass., 9 décembre 1871 (S. 72. 1. 227), *Adde* Cass., 26 novembre 1890 (S. *chr. ref.*); 4 juillet 1892 (S. 96. 1. 502).

(5) Angers, 16 novembre 1892 (D. 94. 2. 374).

(6) Orléans, 14 avril 1859 (S. 60. 2. 267).

(7) Lyon, 6 juillet 1889 (D. 90. 2. 113); Angers, 16 novembre 1892, précité; Cass., 17 décembre 1894 (S. *chr., ref.*). D. 95. 1. 195.

l'héritier, il y a opposition. Et c'est pourquoi il a pu être jugé avec raison que le fait par un créancier de faire connaître, verbalement ou par titre, sa créance, pour qu'elle soit mentionnée à l'inventaire, ne suffit pas (1). Il faut un acte juridique émanant du créancier et indiquant clairement sa volonté de poursuivre l'exécution de son droit. *A fortiori* donc, il a pu être valablement décidé que la connaissance personnelle que pourrait avoir l'héritier, de la créance, ne vaudrait pas opposition (2). Mais si ce système exige un *fait actif*, il ne l'astreint pas à une forme déterminée (3).

Une troisième opinion s'est fait jour. Elle émane de la chambre civile qui l'a mise en avant par un arrêt du 26 novembre 1890 (4) et il semble que la Chambre des requêtes ait voulu également, par la suite, se ranger à son avis (5). Il est à remarquer, du reste, que, antérieurement à cet arrêt de 1870, la chambre civile ne s'était jamais prononcée directement sur la question. Elle avait simplement décidé incidemment, que la condamnation au paiement

(1) Trib. civ., Châtillon, 9 avril 1862 (D. 63. 3. 37); Lyon, 17 mars 1902 (*Monit. judic.*, Lyon, 10 avril 1902); *Contrà*, Paris, 2 avril 1859 (P. 60. 2. 83).

(2) Orléans, 18 avril 1894 (D. 94. 2. 184); Riom, 20 mai 1897 (*Gaz. Pal.*, 97. 2. 33).

(3) Orléans, 18 avril 1894 (D. 94. 2. 184); *Contrà*, Trib. civ. Seine, 24 novembre 1896, *Gaz. Trib.*, 17 décembre 1896.

(4) *S. chr.*, ref. D. 91. 1. 481.

(5) Cass. req., 4 juillet 1892 (S. 96. 1. 502).

équivalait à une opposition, sans dire pourquoi. Elle repoussait donc implicitement la théorie qui exige une saisie-arrêt (1). Le système inauguré par la chambre civile est beaucoup plus large que tous les précédents. « La loi, lit-on dans l'arrêt en question, n'ayant pas spécifié les formes dans lesquelles les oppositions des créanciers visées en l'article 808, seraient manifestées à l'égard de l'héritier bénéficiaire ; celui-ci peut en avoir connaissance, soit par des significations d'exploit, soit par les énonciations de procès-verbaux d'inventaire, *ou de tous actes desquels il résulte qu'il n'a pu ignorer l'existence de la créance et la volonté du créancier d'obtenir le paiement.* » Dès lors, avec les principes posés par la chambre civile, il n'est plus besoin d'un *fait actif*, faisant connaître à l'héritier la volonté du créancier d'être payé, ou simplement sa créance. Il suffit que cette dernière parvienne à la connaissance de l'héritier, avec l'intention du créancier. Or, l'intention d'un créancier étant toujours d'être payé, il fallait inéluctablement en venir à décider que la simple connaissance par l'héritier de la créance équivalait à une opposition. C'est ce qu'a fait, dans ce même arrêt, la chambre civile, qui constate la connaissance qu'avait l'héritier, de la créance, par le contrat de mariage du défunt, et l'inventaire dressé après sa mort, c'est-à-dire par des actes auxquels n'avait pas concouru le créancier (2).

(1) Cass., 11 janvier 1882 (S. 84. 1. 317).

(2) En ce sens, Trib. du Mans, 28 avril 1891, sous Cass., 17 octobre 1894 (S. chr., ref.).

Il semble que cette dernière jurisprudence, œuvre de la chambre civile, soit erronée en droit. Comme ont l'a fort justement fait observer (1), « du moment que la loi exige une *opposition*, on ne peut, si largement que cette expression doive être interprétée, se contenter d'une connaissance obtenue de la créance, par l'héritier, sans que les créanciers aient eu le moindre rapport — amiable, judiciaire ou extra-judiciaire — avec lui. La tradition historique est également méconnue par ce système. Et il en est de même de l'esprit de la loi, car le devoir de l'héritier est de payer les créanciers dès qu'ils se présentent (C. civ. 808-2°) par la raison qu'un créancier a le droit d'exiger son paiement, alors même qu'il existe d'autres créanciers. Il appartient à ces derniers de faire valoir leurs droits, dont l'héritier bénéficiaire, n'est pas le protecteur légal. Enfin, la doctrine de la chambre civile fait de l'hypothèse où il existe une opposition, que la loi présente comme exceptionnelle, l'hypothèse du droit commun ; comme l'héritier bénéficiaire est tenu de dresser l'inventaire, que cet inventaire mentionne les dettes du défunt, et que rarement les dettes seront toutes inconnues, il y aura toujours des créanciers qui seront réputés avoir fait opposition. »

Mais, si nous devons reconnaître par suite, que la jurisprudence inaugurée par la chambre civile est très hardie et peu en harmonie avec les principes dominant la matière,

(1) Note sous Cass., 17 décembre 1894, précité.

il faut reconnaître qu'elle répondait vraiment à un besoin pratique et du moins, *elle est ainsi arrivée en fait à rendre praticable la liquidation bénéficiaire*. On connaît toutes les critiques adressées au système actuel par la quasi-unanimité des auteurs. Or, ne se trouvent-elles pas singulièrement amoindries, presque annihilées, par le système de la chambre civile ? N'arrivera-t-on pas, de la sorte, à une organisation presque rationnelle et vraiment équitable ? C'est, en définitive, ce qu'il faut se dire et il convient en même temps d'avouer franchement que de la sorte, si elle n'est pas parfaite, nous possédons du moins une organisation de la liquidation bénéficiaire parfaitement équitable et très acceptable.

§ 2. — COMMENT S'EFFECTUENT LES PAIEMENTS

Le premier résultat de l'opposition sera d'empêcher l'héritier d'effectuer un paiement quelconque à qui que ce soit, au préjudice des opposants. Pour qu'un paiement soit libératoire vis-à-vis de ces derniers, il faudra qu'il y ait intervention de justice. Autrement dit, l'héritier devra faire ouvrir une distribution par contribution et s'il le néglige, les créanciers seront fondés à la provoquer pour obtenir leur paiement (1). Bien entendu, cette distribution

(1) Cass., 15 novembre 1905 (D. 06. 1. 283).

serait inutile, au cas où tous les créanciers s'entendraient pour une répartition amiable (1). C'est donc, en principe, par autorité de justice que s'effectuera le paiement, en vertu d'un règlement du juge commissaire chargé de déterminer le montant de ce qui revient à chacun. Tous ceux qui se sont fait connaître participent, à la répartition, l'héritier lui-même s'il est créancier de la succession. Les créanciers privilégiés sont payés les premiers, par rang de préférence, les autres sont payés au marc le franc (art. 656 et suiv. C. pr. civ.). Les légataires ne viennent qu'après, s'il reste quelque chose après le paiement des créanciers (2).

Quant aux dettes de la succession envers l'héritier, la jurisprudence admet que l'opposition fait obstacle à leur paiement (3). Il en est de même en ce qui concerne le paiement de legs de corps certain (4).

(1) Poitiers, 24 février 1890 (*Gaz. Pal.*, 90. 1. 468).

(2) Cass., 25 novembre 1861 (S. 62. 1. 49); Rouen, 16 juillet 1844 (S. 45. 2. 360).

(3) Pau, 23 janvier 1888 (D. 89. 2. 150). Il est cependant des auteurs qui admettent une exception en ce qui concerne les droits de mutation, qu'ils considèrent à la fois comme une dette personnelle de l'héritier, et comme une dette de la succession. Les créanciers eux-mêmes, dit-on, ont intérêt à ce qu'ils soient acquittés immédiatement, puisque à défaut de paiement dans les six mois, les droits s'augmentent d'un demi droit en sus. En ce sens, Becqué, *op. cit.*, p. 227. En sens contraire, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1423.

(4) Cass., 11 janvier 1882, précité.

Mais si, comme on le voit, l'opposition fait, de façon absolue, obstacle au paiement de n'importe quelle dette, ce résultat rigoureux doit être rigoureusement entendu et ne doit être appliqué que pour les paiements accomplis à dater de l'opposition. Tous ceux qui auront été faits auparavant seront donc parfaitement valables, ceux notamment que l'héritier se sera faits à lui-même. De même, il faudra décider que la compensation entre les créances et les dettes de la succession subsiste, si les conditions de la compensation légale se sont trouvées réalisées avant l'opposition (1). Par contre, si celles-ci ne se réalisaient qu'après l'opposition, elle ne se produirait pas (2).

C'est ainsi, notamment, qu'il a été jugé que le jugement qui prononce la déconfiture de la succession et la déchéance du terme, n'ayant pas d'effet rétroactif, le tiers qui a obtenu ce jugement ne peut pas compenser sa créance sur la succession avec la dette qu'il a envers elle, au préjudice d'oppositions antérieures (3). Et ainsi que le fait observer M. Labbé, dans la note qui accompagne cet arrêt, cette solution a l'avantage de tenir en suspens la déchéance du terme jusqu'au jour du jugement prononçant la déconfiture, et de permettre aussi aux autres créanciers de former des oppositions qui préparent une

(1) Cass., 30 mars 1892 (S. 92. 1. 481).

(2) Cass., 9 décembre 1871 ; Rouen, 26 janvier 1877 ; Pau, 23 janvier 1888 ; Douai, 24 janvier 1901, précités.

(3) Cass., 30 mars 1892 (S. 92. 1. 481)

répartition égale, d'empêcher, par suite, qu'une déchéance soit prononcée par justice et rende possible une compensation, retardée jusque-là par l'inexigibilité de la créance. On retrouve là encore l'œuvre vraiment bienfaisante de la jurisprudence.

Mais les opposants peuvent-ils concourir, sur les créances dont le défunt était titulaire avec les créanciers de la succession qui ont opéré saisie-arrêt? La jurisprudence le nie absolument (1). Et il faudra même ajouter que conformément aux principes de la saisie-arrêt, si un créancier de la succession fait opposition entre les mains d'un débiteur de celle-ci, les autres créanciers doivent se joindre à lui, s'ils veulent concourir sur les sommes saisies arrêtées. Si à cela, on objectait que l'article 808 règle le rang des créanciers d'une succession bénéficiaire, on peut répondre que si l'opposition de l'article 808 lie l'héritier vis-à-vis de l'opposant, elle ne peut mettre obstacle au droit de poursuite des autres créanciers. Ceux, donc, qui voudront participer à la distribution des sommes saisies-arrêtées devront faire eux-mêmes saisie-arrêt, avant que le jugement de validation ait acquis force de chose jugée (2). Une opposition, conformément à l'article 808, ne suffirait pas : elle n'est pas, du reste, nous le savons

(1) Pau, 24 février 1887 (D. 88. 2. 181) ; Riom, 4 juillet 1890 (S. 91. 2. 262) ; Amiens, 20 mai 1903 (D. 03. 2. 385) ; *Contrà*, Lyon, 6 janvier 1881 (*Gaz. Pal.*, 81. 1. 426).

(2) Cass., 1^{er} août 1849 (S. 49. 1. 681).

maintenant assujettie aux formes de la saisie-arrêt et n'en peut donc produire les effets.

Telle est la façon dont doivent s'effectuer les paiements. Mais qu'advierait-il au cas où cet ordre ne serait pas observé ? Si l'héritier effectuait des paiements au mépris des oppositions ? La loi, sur ce point comme sur tant d'autres en notre matière, est restée muette. C'est donc à la jurisprudence qu'est incombé le soin de régir ce point. Un point est certain, en premier lieu. C'est que l'héritier ne saurait être déchu, pour cela, de son bénéfice d'inventaire, les déchéances étant de droit étroit (1).

Il devra simplement, ayant commis une faute lourde (2), payer à l'opposant comme réparation, ce qu'il aurait obtenu dans une répartition régulière, à moins qu'il ne puisse encore payer l'opposant avec ce qui lui reste en caisse de non distribué (3). Le créancier opposant non payé a ainsi un délai de 30 ans à dater du jour du paiement fait au mépris de l'opposition. Mais l'héritier, pourra-t-il, lui, répéter, contre le créancier indûment payé, le montant de ce qui dépasse le dividende que celui-ci eût reçu si la distribution eût été régulière ? Un arrêt semble le lui avoir

(1) Cass., 27 décembre 1820 (*S. chr.*) ; *Adde*, Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1425 ; Laurent, t. X, n° 161 ; Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 133 bis.

(2) Cass., 26 novembre 1890, 17 décembre 1894, précités,

(3) Cass., 27 décembre 1820, précité ; 26 novembre 1890 (*S. 91. 1. 205*) ; Orléans, 14 avril 1859 (*S. 60. 2. 267*) et *Adde*, les auteurs cités à la note qui précède.

refusé (1) bien que la majorité de la doctrine le leur accorde (2). Et les auteurs vont alors, naturellement, jusqu'à permettre aux créanciers opposants non payés d'exercer cette action au nom de l'héritier, en vertu de l'article 1166 du Code civil.

Ceux-ci, du reste, ont encore d'autres moyens de se récupérer. Ils ont un recours contre les créanciers payés au mépris de leur opposition, et cela en vertu de l'article 809 dont on peut déduire cette solution par *a contrario* (3) ; et contre les légataires en vertu de l'article 809 dont il faut à *fortiori* tirer cette conséquence, puisqu'il permet aux non opposants de recourir contre eux.

Pour ce qui est des légataires opposants, ils ont évidemment un recours contre les légataires non opposants payés ; mais ils ne sauraient en avoir contre les créanciers même non opposants qui, toujours, doivent être payés avant eux.

L'opinion générale est que ce recours des créanciers et légataires opposants, qui est une action directe (4), doit

(1) Angers, 16 novembre 1892 (S. 97. 2. 329). V. cependant la note qui tend à démontrer que cet arrêt n'aurait pas cette signification.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n° 1424 ; Laurent, *op. cit.*, n° 162 ; Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 133 bis.

(3) Orléans, 14 avril 1859, précité. Et ceci, même si les créanciers payés n'avaient pas eu connaissance de l'opposition (même arrêt).

(4) Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, 1428, 1431 ; Laurent, *op. cit.*, n° 153 ; Demolombe, t. XV, n° 304.

leur être donné contre chacun des créanciers ou légataires payés à tort, en proportion de ce qu'ils ont reçu. En l'absence de textes, cette opinion semble la plus équitable (1). Ce recours, du reste, durera 30 ans, le droit commun devant garder son empire dans le silence d'autres dispositions (2). On a bien soutenu que l'article 809 édictait la prescription de 3 ans et on s'est prévalu en ce sens des mots « en l'un et l'autre cas » qui s'y trouvent et qui signifieraient qu'il y ait ou non opposition (3). Mais nous avons déjà vu antérieurement la signification tout autre de ces mots qui subsistent là, par suite d'une omission. Le point de départ du recours est d'ailleurs le jour où le paiement a été fait indûment.

Les créanciers et légataires opposants disposent donc de deux catégories de recours, contre l'héritier et contre les non opposants. Or, l'un de ces deux recours doit-il nécessairement précéder l'autre ? Il semble bien que non, la loi n'ayant rien spécifié (4). Certains auteurs (5), cependant, prétendant voir, dans le recours contre les non opposants, une sauvegarde contre l'insolvabilité de l'hé-

(1) Tambour, *op. cit.*, p. 296.

(2) Demolombe, t. XV, n° 305 ; Laurent, *op. cit.*, n° 165 ; Huc, *op. cit.*, t. V, n° 247 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *op. cit.*, n. 1432.

(3) Aubry et Rau, t. VI, n° 461.

(4) Tambour, *op. cit.*, p. 290.

(5) Baudry et Wahl, *op. cit.*, n° 1425 ; Demolombe, t. V, n° 306 ; Demante et Colmet de Santerre, *op. cit.*, t. III, n° 133 bis ; Adde, Cass., 17 décembre 1894, précité.

ritier, voudraient que l'action contre ceux-ci ne puisse intervenir, qu'après l'insolvabilité constaté du dernier ; tandis que d'autres (1) partant d'un principe opposé prétendent le contraire.

Terminons enfin sur ce point, en notant que les opposants pourront exercer l'action Paulienne (2) comme faire tierce-opposition au jugement qui aurait ordonné à leur préjudice le paiement d'une créance (3).

SECTION III

Paiement des créanciers privilégiés ou hypothécaires et des créanciers chirographaires

Nous avons envisagé le cas de créanciers privilégiés et hypothécaires et celui des créanciers chirographaires venant, chacun de leur côté sur les biens qui leur sont proprement affectés. Mais en réalité, les sommes provenant de la réalisation de l'actif se distribuent au fur et à mesure de la découverte de nouveaux fonds et par suite les choses ne se présentent pas aussi simplement. Les créanciers privilégiés peuvent se faire payer non seulement sur les biens qui leur sont spécialement réservés, mais,

(1) Vigié, *Dr. civ.*, t. III, n° 269.

(2) Baudry et Wahl, *op. cit.*, n° 1431 ; Demolombe, t. XV, n° 304 ; Laurent, n° 162.

(3) Cass., 11 janvier 1882, précité.

sur tous autres biens du débiteur. Faut-il dire alors, qu'ils pourront se présenter d'abord à la masse chirographaire ou si, au contraire, ils ne le pourront qu'en cas d'insuffisance de leur garantie propre ?

La Code n'a pas prévu la question. Mais on est d'accord ici pour étendre à l'acceptation bénéficiaire les dispositions des articles 552 à 556 Code de commerce relatives à la faillite (1). Comme on le dit dans les motifs d'un arrêt : « Les dispositions sont applicables non seulement en cas de faillite, mais en tous les autres cas analogues où les droits respectifs des créanciers hypothécaires et chirographaires se trouvent en concurrence d'attribution sur le patrimoine d'un débiteur commun, insuffisant pour les payer tous.... » Ce qu'il faut en effet, c'est, dans une pensée d'équité et de justice, éviter de faire écraser les uns par les autres. Les créanciers hypothécaires ou privilégiés, qui ont pris part à la distribution dans la masse chirographaire, diminuant d'autant le gage des créanciers ordinaires, ne toucheront donc le montant de leur collocation postérieure dans la masse hypothécaire que sous déduction de ce qu'ils ont perçu dans la masse chirographaire (2).

(1) Demolombe, t. XV, n° 353 ; Aubry et Rau, t. VI, p. 251 ; Baudry et Wahl, *op. cit.*, n° 1438 ; Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, p. 850.

(2) Cass. civ., 22 janvier 1840, S. 40. 1. 275 ; D. 40. 1. 113 ; Aubry et Rau, VI, p. 462, § 618, note 66 et p. 409, § 614, note 36 ; Demolombe, XV, n° 353 ; Vigié, II, n° 242.

CONCLUSION

Nous nous trouvons avoir maintenant parcouru l'ensemble de notre matière. Nous avons vu qui liquidait, et comment on liquidait. Et, au fur et à mesure que nous envisagions les différentes questions que comportait cette étude, il nous a été donné de constater combien la loi s'est peu préoccupée de la liquidation de la succession bénéficiaire. Cette liquidation, à vrai dire, est légalement presque inexistante. Et il n'a pas manqué d'auteurs pour faire remarquer le danger d'une pareille situation. On s'est efforcé de mettre en lumière son défaut d'organisation d'où résulte, comme nous le savons, la plus grande incertitude pour les créanciers. Mais si, en principe, toutes les critiques qui ont été adressées à l'état de choses existant sont fondées, il nous semble, pour notre part, qu'on n'a pas su rendre suffisamment justice à l'œuvre de la jurisprudence. On dit trop, à notre sens, que la liquidation de la succession bénéficiaire ne comporte, telle qu'elle fonc-

tionne en ce moment, que des vices. C'est là méconnaître le grand effort réalisé par les tribunaux qui ont su, au contraire, soit en comblant les lacunes de la loi, soit en corrigeant ses incertitudes, à constituer une liquidation que nous n'hésitons pas à considérer comme très acceptable. Nous n'entendons pas revenir point par point sur tout ce qu'a fait la jurisprudence, nous l'avons signalé au cours de notre travail au fur et à mesure que se présentaient les diverses questions. On pourrait y ajouter, peut-être, principalement le cas où la jurisprudence (1), en interprétant largement l'article 2146, arrive à établir une égalité entre les créanciers, du fait qu'elle décide, que même les créanciers qui ont obtenu une hypothèque judiciaire postérieurement à l'acceptation bénéficiaire de la succession, ne peuvent plus s'inscrire utilement. Mais si on a vivement reproché aux arrêts de s'écarter parfois de la légalité et d'avoir des initiatives trop hardies et peu en conformité avec les textes, il ne faut pas oublier que c'est peut-être à ces hardiesses que nous devons le régime, en somme acceptable, que nous possédons.

La jurisprudence, en somme, a inauguré un système qu'elle a dû créer de toutes pièces ; elle est arrivée, indirectement, grâce à sa large compréhension des oppositions nécessitant une distribution des deniers par justice, à établir une organisation de fait de la liquidation qui, dans

(1) Bourges, 12 janvier 1855 (S. 55. 2. 94).

la plupart des cas, assure aux créanciers une exacte et équitable répartition.

Faut-il donc déclarer qu'actuellement tout est pour le mieux? Ce serait évidemment un excès contraire.

Si la jurisprudence a réalisé une œuvre considérable dont il serait injuste de méconnaître la portée, elle ne pouvait tout faire. Il conviendrait donc, à notre sens, que des dispositions législatives viennent consacrer maintenant les décisions de la pratique, parfois osées en droit, et établissent une organisation légale de la liquidation bénéficiaire. L'exemple donné par la jurisprudence en organisant, en fait, cette liquidation, a prouvé qu'il était inutile de recourir à une assimilation avec la faillite (1). Il semble donc qu'une loi qui ne se bornerait pas à étendre le régime de la faillite à notre matière, mais organiserait un système de liquidation propre à la succession bénéficiaire en s'inspirant des principes posés par la jurisprudence, satisferait pleinement tous les besoins.

Ce n'est pas, du reste, que la nécessité d'une intervention législative n'ait pas déjà apparu à plusieurs.

Il convient, pour être complets, que nous envisagions quelles ont été les réformes préconisées en France et ce qui existe dans les pays étrangers.

(1) Certains auteurs préconisent toutefois l'extension de la faillite aux non-commerçants; Thaller, *La faillite en droit comparé*, t. I, p. 192; Percerou, *Journ. des faillites*, 1905, p. 423.

M. Garraud, dans son ouvrage (1) dont nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de parler, proposait d'organiser une liquidation collective en complétant très simplement, par de légères adjonctions, les textes existant du Code civil. A l'article 793 du Code civil, il suffisait, disait-il, d'ajouter l'alinéa suivant : « Elle (la déclaration d'acceptation bénéficiaire) sera dans le mois, par les soins du greffier, transcrite au bureau des hypothèques du lieu où s'est ouverte la succession et insérée, par les soins de l'héritier, dans un journal d'annonces judiciaires. » L'article 808, de son côté, serait modifié comme suit : « A compter des publications prescrites par l'article 793 court un délai de vingt jours pendant lequel l'héritier bénéficiaire ne peut payer les créanciers chirographaires et les légataires. A l'expiration de ce délai, s'il y a des créanciers qui se sont fait connaître par signification d'huissier et que l'actif successoral paraisse devoir être absorbé par le passif, le tribunal, à la requête des créanciers ou de l'héritier bénéficiaire, ouvre une procédure de concours. Dans tous les cas, les paiements ne peuvent être faits que sur ordonnance du juge. S'il n'y a pas de créanciers opposants, l'héritier bénéficiaire paie les créanciers et légataires au fur et à mesure qu'ils se présentent. » Enfin l'article 803 serait rédigé de la façon suivante : « L'héritier bénéficiaire est chargé, de concert avec un syndic

(1) *De la déconfiture*, p. 274.

nommé par la majorité des créanciers qui se sont fait connaître dans le délai de l'article 808, d'administrer et de liquider la succession, à l'exclusion de la masse des créanciers et des légataires dont les poursuites individuelles sont suspendues ; les créanciers hypothécaires et privilégiés sont en dehors de la masse. »

Ce projet est assurément celui qui, sans bouleversement des principes généraux existants, remédieraient, de façon très simple, à la plupart des déficiences du système actuel.

Dernièrement, un projet sur le règlement du passif héréditaire, a été rédigé par une Commission de la Société d'études législatives, projet qui a été soumis aux délibérations de l'Assemblée générale de cette Société et qui doit être représenté sous une autre forme en tenant compte des observations qui y ont été formulées. Il nous suffira donc, puisqu'en somme nous n'avons pas jusqu'ici de texte définitif, d'en donner un aperçu renvoyant, pour le surplus, à la lecture des délibérations (1).

Signalons, tout d'abord, que la Commission qui avait, en premier lieu, à prendre parti sur la conception de continuation de la personne ou sur le système de la succession aux biens, a conservé la première qui, nous l'avons vu, est la conception traditionnelle. Malgré tous les reproches

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1910, p. 69 et s., 235 et s. ; 1911, p. 25 et s., 105 et s.

que l'on ne manqua pas de faire valoir contre cette théorie, elle trouva d'ardents défenseurs qui réussirent à la faire triompher (1).

Le bénéfice d'inventaire, dans le projet primitif était réorganisé de fond en comble. S'inspirant du Code suisse, M. Percerou (2) proposait à la Commission de créer, à côté de l'acceptation bénéficiaire, une nouvelle institution : l'acceptation après inventaire. Elle eût fonctionné de la façon suivante : La succession ouverte, l'appelé, dans un certain délai, eût fait ouvrir l'inventaire par un notaire. Les créances et dettes, résultant tant des papiers du défunt que des déclarations sous serment de l'héritier, eussent été inventoriées et les créanciers connus, avertis individuellement. Le notaire eût, en outre, fait insérer, dans un journal d'annonces légales, les avis invitant les créanciers à présenter leurs réclamations dans un certain délai, deux mois, par exemple. Pendant ce temps, tout resterait en l'état, l'héritier ne pouvant accomplir que les actes nécessaires d'administration, et les dettes de la succession ne pouvant, par contre, donner lieu à aucune poursuite. Le délai expiré, l'inventaire serait clos et l'invité eût été engagé à opter entre les partis suivants : 1° accepter purement et simplement ; 2° accepter sous

(1) V. not. les observations de M. Ambroise Colin (*Bull. Soc. Études législ.*, 1910, p. 71, 1911, p. 26) ; Baudouin (*Id.*, 1910, p. 290, 291) et les lettres de M. Saleilles (*Ibid.*, 1911, p. 2 bis, p. 49 et s.).

(2) *Ibid.*, 1911, p. 244, 245, 284.

bénéfice d'inventaire ; il n'eût été tenu alors qu'*intra vires*, même vis-à-vis des créanciers produisant. Dans ce cas, il eût été contraint de réaliser l'actif avec les formalités judiciaires, sans possibilité de procéder amiablement ; 3° accepter, « en conservant l'avantage de son inventaire ». Là, eût été l'innovation. Dans cette hypothèse, l'héritier eût répondu des dettes inventoriées tant sur les biens de la succession que sur ses biens propres ; vis-à-vis des créanciers n'ayant pas produit en temps utile, au contraire, il n'aurait pas été tenu personnellement, même s'il avait réalisé l'actif à l'amiable. Ce système, comme le faisait remarquer son auteur, présentait le très grand avantage de réduire les frais. Mais, repoussé à la deuxième délibération, ce projet n'a pas passé dans le projet de loi élaboré (1). Celui-ci s'est borné à organiser le bénéfice d'inventaire. La simple lecture des articles élaborés, que nous donnons ci-dessous, suffira à faire apercevoir, sans plus de commentaires, la réforme profonde que propose la Société (2).

(1) A la séance du 19 janvier 1911, l'assemblée, sur les observations de M. Percerou, l'a chargé de présenter ultérieurement des textes sur ce point (*Bull.*, 1911, p. 42, 43). M. Saleilles s'était, du reste, déclaré partisan de cette énumération (*Ibid.*, p. 53).

(2) :

SECTION II

DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE

Bulletin de la Société d'études législatives, 1910, p. 236 et s.)

Art. 7. — La déclaration d'un héritier, qu'il entend ne prendre

Par l'ensemble des projets de réforme que nous venons d'indiquer, on peut donc se rendre aisément compte du

cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, doit être faite au greffe du Tribunal civil de l'arrondissement dans lequel la succession s'est ouverte : elle doit être inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

Cette déclaration doit, dans les quinze jours qui suivent, être insérée, par les soins de l'avoué, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement où la succession s'est ouverte, avec invitation aux créanciers et aux légataires d'avoir à faire connaître leurs droits dans un délai de deux mois à compter de la date de l'insertion.

Les créanciers et légataires peuvent se faire connaître par simple lettre recommandée adressée au domicile indiqué dans l'insertion, sous réserve de justification extérieure.

Art. 8. — La déclaration d'un héritier qu'il accepte sous bénéfice d'inventaire, n'a d'effet qu'autant qu'elle est précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, dans les formes réglées par les lois sur la procédure et dans les délais déterminés par les articles 795 et 798 Code civil.

Au cas où le délai de deux mois à partir de l'insertion prescrite par l'article 7, 2^e alinéa, expire avant l'achèvement de l'inventaire, le délai accordé aux créanciers et aux légataires pour faire connaître leurs droits, est prorogé jusqu'à cet achèvement.

Art. 9. — Jusqu'à l'expiration du délai fixé par l'article 7, 2^e alinéa, ou, s'il y a lieu, par l'article 8, 2^e alinéa, l'héritier ne peut payer aucun créancier ni légataire.

Art. 10. — Après l'expiration de ce délai, si tous les créanciers connus ne sont pas d'accord pour procéder à un règlement amiable, le paiement ne peut se faire que dans l'ordre et de la manière déterminée par le juge.

Art. 11. — Les créanciers qui, inconnus à l'époque d'un premier paiement, se sont fait connaître ultérieurement, n'ont aucun recours contre les créanciers déjà payés, mais ils ont le droit de prélever sur l'actif non encore réparti, les dividendes afférents à leurs créances dans leurs premières répartitions.

courant d'opinion qui existe actuellement contre l'organisation de la liquidation bénéficiaire ou plutôt contre

Un recours leur est accordé contre les légataires pendant deux ans à partir du paiement.

Art. 12. — Lorsque après paiement de certains légataires, d'autres viennent à se révéler, ils n'ont de recours que contre les légataires déjà désintéressés et pendant deux ans seulement à partir du paiement.

Art. 13. — L'acceptation bénéficiaire de la succession, suspend les droits de poursuite individuelle des créanciers non pourvus de sûretés réelles.

En cas de poursuite d'un créancier pourvu d'une sûreté réelle, le Tribunal peut en ordonner la suspension.

Art. 14. — L'acceptation bénéficiaire n'interrompt pas le cours des intérêts des créances existant contre le défunt.

Elle ne rend pas exigibles les dettes héréditaires à terme, sauf l'application de l'article 1188 Code civil. Si, lors d'une répartition, il y a lieu de craindre qu'un créancier à terme ne puisse pas obtenir ultérieurement son paiement, il peut exiger sa mise en réserve de son dividende proportionnel.

Art. 15. — L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession et de la liquider. Il doit rendre compte de sa gestion aux créanciers et aux légataires.

Art. 16. — L'héritier bénéficiaire ne peut vendre les immeubles de la succession que dans les formes réglées par le Code de procédure civile.

Toutefois, s'il s'agit d'un immeuble d'une valeur inférieure à 2.000 francs, pour lequel il existe une offre d'achat, l'héritier peut le vendre à l'amiable, à charge d'obtenir l'autorisation du Tribunal, du lieu d'ouverture de la succession, statuant en chambre du conseil.

Art. 17. — L'héritier bénéficiaire en ligne directe est autorisé à conserver, au prix de l'estimation faite dans l'inventaire, les effets personnels du défunt. Il peut en outre, être autorisé, par ordonnance sur requête rendue par le Président du Tribunal, à conserver, sur

son inorganisation. Pour compléter maintenant notre documentation sur la matière, il convient de nous

estimation faite par expert, les meubles meublants à l'usage du défunt.

Art. 18. — Les valeurs mobilières admises à la cote officielle, y compris les rentes sur l'État français sont vendus sans autorisation de justice, par ministère d'agent de change.

Les valeurs mobilières non cotées sont vendues aux enchères publiques par devant notaire, sans qu'il soit besoin d'autorisation de justice.]

Art. 19. — L'héritier bénéficiaire ne peut transiger ou échanger qu'avec l'autorisation de justice.

Art. 20. — Au cas où il y a lieu de craindre que les intérêts des créanciers héréditaires ou des légataires ne soient compromis par la négligence ou par la situation de fortune de l'héritier bénéficiaire, tout intéressé peut provoquer son remplacement par un administrateur chargé de liquider la succession.

Cet administrateur est nommé par ordonnance rendue en référé, l'héritier appelé. L'ordonnance est dans les quinze jours qui suivent, publiée au moyen d'une mention dans un journal d'annonces légales, comme il est dit à l'article 7, 2^e alinéa ci-dessus.

Art. 21. — L'administrateur dispose sur les biens de la succession de pouvoirs identiques à ceux dont disposait l'héritier bénéficiaire lui-même. Il soutient tant activement que passivement, les procès concernant la succession, à charge par lui, au début de toute instance, d'avertir par lettre recommandée, l'héritier bénéficiaire, avec faculté pour celui-ci d'intervenir.

Il est soumis aux mêmes obligations que l'héritier lui-même ; le tribunal peut le dispenser de fournir caution.

Art. 22. — L'héritier bénéficiaire qui veut, conformément à l'article 802-1^o du Code civil se décharger du soin d'administrer la succession, doit, au préalable, faire nommer par ordonnance du Président du Tribunal, un administrateur, auquel il remettra tous les biens de la succession, à charge par celui-ci de liquider en se conformant aux règles ci-dessus prescrites.

demander si les législations étrangères possèdent, sur ce point, une avance marquée sur la nôtre. Notre intention n'est pas de faire, à cet égard, une revue complète de toutes les législations (1). Nous voudrions simplement esquisser en quelques lignes l'organisation allemande, la plus récente et la plus typique. Il nous paraît indispensable d'en faire brièvement l'exposé, les dispositions du nouveau Code civil allemand, sur ce point, étant constamment invoquées et citées par ceux qui préconisent une réforme de la pratique française.

La doctrine allemande part d'un principe tout opposé à celui dont s'inspire la pratique française. C'est le principe de la succession aux biens, qui, du reste, bien avant le nouveau Code, était dans la tradition germanique la plus ancienne (2). La succession est envisagée comme une masse autonome, un patrimoine distinct qui ne se confond pas avec celui de l'héritier. L'hérédité sera, par suite, liquidée dans l'état où l'aura laissée le décès. En cas d'insolvabilité certaine du défunt, il y a lieu à la mise en faillite, même pour un non commerçant. Il n'y a, en effet, en Allemagne qu'un seul régime d'insolvabilité : la faillite. Et l'héritier est même tenu de dommages-intérêts vis-à-vis des créanciers, pour n'avoir pas fait déclarer la faillite quand il connaissait l'insuffisance des biens héréditaires

(1) Voir, en ce qui concerne un exposé très complet, des diverses législations existantes, Becqué, *op. cit.*, p. 279 et s.

(2) V. sur ce point Percerou, *Rev. trim. de droit civil*, 1905, p. 812.

ou qu'il l'ignorait par sa faute (art. 1980). Pour cela, du reste, il possède un moyen très simple : une procédure provocatoire (aufgebot verfahren) qui oblige les créanciers à se révéler sous peine de forclusion (art. 1971 et 1973). Cela, bien entendu, sans préjudice du droit qui appartient, de leur côté, aux créanciers de faire déclarer la faillite.

La faillite de la succession (1) repose avant tout sur le concept de l'hérédité patrimoine distinct avec désignation d'un administrateur judiciaire chargé de procéder à sa liquidation collective. La faillite étant déclarée, les conséquences habituelles de ce régime se produisent, savoir : le dessaisissement, la suspension des poursuites particulières et l'impossibilité pour un créancier d'acquiescer un droit de préférence au préjudice des autres.

Mais si l'insolvabilité n'est pas certaine, la succession peut être assujettie au régime de la curatelle (art. 1975 à 1989) qui entraîne la séparation des patrimoines et crée une situation analogue au bénéfice d'inventaire français. Si ce régime, en effet, organisé à la demande des créanciers, s'inspire principalement de la mauvaise gestion de l'héritier ou l'état précaire de sa fortune, qui sont de nature à leur inspirer des inquiétudes (art. 1981, 2^e alinéa); obtenu sur la requête de l'héritier, il correspond bien à l'idée de bénéfice d'inventaire, puisque la curatelle se

(1) Art. 1975, 1980, 1988, 1989, Cod. civ. all. et 214-235 de la loi des faillites.

fonde sur la présomption de l'insolvabilité du défunt et a pour conséquence de mettre le patrimoine propre de l'héritier à l'abri des poursuites des créanciers héréditaires.

Dans la curatelle, un administrateur est chargé par le tribunal de procéder à la liquidation. Il représente à la fois les créanciers de la masse et l'héritier. Il est, avec le tribunal de la succession, sous la surveillance duquel il se trouve, le seul organe de la liquidation. Il n'existe pas d'assemblées de créanciers, ni de vérifications de créances, puisque, par principe, la succession est solvable.

Si la liquidation comprend plusieurs branches, plusieurs administrateurs-liquidateurs peuvent être nommés. L'administrateur doit donc liquider les biens de la succession et, avec eux, remplir les obligations qui la grèvent (art. 1985). Il dressera un inventaire qu'il remettra au tribunal et procédera aux sommations publiques s'il croit qu'il y ait des dettes inconnues. Sans doute, cette curatelle organisée par le tribunal de la succession n'est pas cette liquidation générale que l'on rencontre dans la faillite ; mais c'est une liquidation dans laquelle le droit de l'héritier doit sommeiller jusqu'au désintéressement complet des créanciers et des légataires qui conservent leurs poursuites individuelles. S'il reste un reliquat, enfin, l'administrateur le remettra aux héritiers mais seulement après acquittement des dettes connues (art. 1986). L'administrateur est responsable de sa gestion suivant les règles du mandat.

Enfin un troisième moyen de limiter sa responsabilité est offert à l'héritier allemand : c'est l'abandon de l'hérédité (1). Ce procédé est tout indiqué, dans le cas où l'actif héréditaire ne paraît devoir couvrir ni les frais de la curatelle, ni ceux de la faillite ; l'héritier abandonne alors les biens formant la masse successorale aux créanciers du défunt ; telle est la satisfaction suprême que ceux-ci sont fondés à exiger (art. 1990).

Dans ce cas l'insuffisance d'actif ne permettant pas les frais d'une procédure collective, les créanciers héréditaires recouvrent leur droit de poursuite individuelle, mais seulement sur les biens successoraux abandonnés.

Telle est brièvement indiquée l'organisation allemande. Il est incontestable que sa précision la rend de beaucoup préférable au système du Code civil français. Mais nous croyons avoir montré par l'étude que nous avons faite de la jurisprudence, qu'il se trouve en elle de suffisants éléments pour pouvoir, sans porter atteinte aux principes fondamentaux du droit en notre matière (ce à quoi aboutirait une adoption du régime allemand) aboutir légalement à une liquidation de la succession bénéficiaire, très suffisamment acceptable et, à tout prendre, au moins équivalente au régime du Code allemand.

(1) Art. 1982, 1988, al. 2, 1990 et 1991, C. civ., 407 et 204 de la loi des faillites.

TABLEAU DES ARRÊTS JURISPRUDENTIELS

par ordre chronologique
relatifs à la liquidation d'une succession
acceptée bénéficiairement

- | | |
|--|---|
| Paris, 25 juin 1807 (<i>S. chr.</i>). | Nîmes, 18 décembre 1825 (D. 28. 2. 46). |
| Cass., 1 ^{er} décembre 1812 (<i>S. chr.</i>). | Rouen, 12 août 1826 (<i>S. chr.</i>). |
| Cass., 8 décembre 1804 (<i>S. chr.</i>). | Toulouse, 27 mars 1827 (<i>S. chr.</i>). |
| Cass. req., 20 juillet 1814 (<i>S. chr.</i>). | Cass. req., 27 mai 1829 (<i>S. chr.</i>).
(D. 29. 1. 363). |
| Paris., 30 juillet 1816 (<i>S. chr.</i>). | Douai, 3 mars 1830 (<i>S. chr.</i>). |
| Douai, 1816, 29 juillet (<i>S. chr.</i>). | Limoges, 15 avril 1831 (<i>S.</i> 31. 2. 174). |
| Cass. req., 27 décembre 1820 (<i>S. chr.</i>). | Lyon, 18 mars 1831 (<i>S.</i> 31. 2. 229). |
| Paris, 20 septembre 1821 confirmé par Cass. req., 4 décembre 1822 (<i>S. chr.</i>); D. <i>Rép.</i> , V. Succ., n° 859. | Cass., 4 avril 1832 (<i>S.</i> 32. 1. 309). |
| Bourges, 15 mars 1821 (<i>S. chr.</i>). | Orléans, 15 novembre 1832 (<i>S.</i> 32. 2. 541). |
| Toulouse, 17 août 1822 (<i>S. chr.</i>). | Paris, 16 août 1832 (<i>S.</i> 33. 2. 474). |
| Bordeaux, 19 avril 1822 (<i>S. chr.</i>). | Cass. req., 23 juillet 1833 (<i>S.</i> 33. 1. 624). |
| Bordeaux, 19 novembre 1822 (<i>S. chr.</i>). | Paris, 22 novembre 1833 (<i>S.</i> 33. 2. 596). |
| Paris, 24 février 1825 (<i>S. chr.</i>). | |

- Paris, 22 mars 1833 (S. 33. 2. 594).
- Cass., 3 décembre 1834 (S. 35. 1. 559, D. 35. 1. 43).
- Bordeaux, 29 septembre 1835 (S. 36. 2. 141).
- Rennes, 19 décembre 1835 (S. 37. 2. 176).
- Amiens, 17 août 1836 (S. 39. 2. 353).
- Riom, 24 août 1837 (S. 39. 2. 379).
- Cass. civ., 26 juillet 1837 (S. 37. 1. 755).
- Cass. civ., 22 janvier 1840 (S. 40. 1. 275, D. 40. 1. 113).
- Lyon, 29 décembre 1840 (P. 41. 2. 624).
- Bordeaux, 9 mai 1841 (P. 41. 2. 705).
- Montpellier, 3 mai 1841 (S. 41. 2. 532).
- Douai, 20 juin 1842 (S. 43. 2. 56, D. 43. 2. 81).
- Rouen, 16 juillet 1844 (S. 45. 2. 360).
- Cass. civ., 10 juillet 1844 (S. 44. 1. 593, D. 44. 1. 341).
- Cass., 6 janvier 1845 (D. 45. 1. 81, S. 45. 1. 269).
- Rouen, 11 janvier 1845 (P. 46. 1. 57).
- Rouen, 1^{er} août 1845 (D. 46. 2. 13, P. 45. 2. 26).
- Cass., 20 août 1845 (D. 45. 1. 373, S. 45. 1. 884).
- Paris, 4 février 1846 (P. 46. 1. 140).
- Paris, 7 février 1846 (P. 46. 1. 390).
- Cass. req., 5 août 1846 (D. 46. 1. 467, P. 46. 1. 293).
- Trib. de la Seine, 16 février 1848 cité par Bertin, *op. cit.*, t. II, n° 1195.
- Cass. req., 6 juin 1849 (D. 49. 1. 315, S. 49. 1. 481).
- Cass. civ., 1^{er} août 1849 (S. 49. 1. 681, D. 49. 1. 287).
- Cass. req., 9 mai 1849 (S. 49. 1. 563, D. 49. 1. 154).
- Grenoble, 21 mars 1850 (S. 50. 2. 534).
- Douai, 7 janvier 1850 (D. 52. 2. 327).
- Paris, 1850, 19 mars (S. 52. 2. 28, D. 51. 2. 226).
- Montpellier, 14 mars 1850 (S. 50. 2. 479, D. 54. 2. 527).
- Bordeaux, 4 décembre 1852 (D. *Rép.* V^o Oblig. n° 2682).
- Ordonn. du Président du trib. de Lyon, 21 août 1852, confirmé par arrêt de la Cour de Lyon du 26 mai 1853, sous Cass., (S. 1855. 1. 97, D. 55. 1. 11).
- Paris, 19 mars 1852 (S. 52. 2. 169, D. 52. 2. 215).
- Cass. civ., avril 1852 (D. 52. 1. 131, S. 52. 1. 513).
- Paris, 29 mars 1852 (D. 52. 2. 215).
- Cass., 29 janvier 1853 (S. 53. 1. 721).
- Cass., 2 février 1853 (S. 53. 1. 365, D. 53. 1. 220).
- Cass. civ., 27 juillet 1853 (S. 53. 1. 726, D. 53. 1. 235).
- Paris, 19 janvier 1854 (S. 54. 2. 752).

- Douai, 20 juillet 1855 (S. 56. 2. 420).
- Douai, 13 août 1855 (S. 56. 2. 342, D. 56. 2. 93).
- Cass., 17 janvier 1855, D. 55. 1. 41).
- Cass., 17 avril 1855 (D. 55. 1. 204, S. 56. 1. 253).
- Bourges, 12 janvier 1855 (S. 55. 2. 94, D. 55. 2. 153).
- Poitiers, 22 mai 1856 (D. 56. 2. 191, S. 57. 2. 104).
- Cass. civ., 1^{er} juillet 1856 (S. 56. 1. 785, D. 56. 1. 274).
- Cass. civ., 23 juin 1856 (S. 56. 1. 797, D. 56. 1. 262).
- Cass., 16 février 1858 (D. 58. 1. 128, S. 58. 1. 662).
- Paris, 2 décembre 1859 (P. 60. 2. 83).
- Orléans, 14 avril 1859 (S. 60. 2. 267).
- Paris, 24 décembre 1860 (D. 61. 2. 513).
- Cass. civ., 11 décembre 1861 (D. 62. 1. 79, S. 62. 1. 513).
- Cass. civ., 25 novembre 1861 (D. 61. 1. 457, S. 62. 1. 49).
- Trib. civ., Châtillon-sur-Seine, 9 avril 1862 (D. 63. 2. 37).
- Paris, 9 décembre 1864 (S. 65. 2. 42).
- Metz, 13 juillet 1865 (S. 66. 2. 29, D. 65. 2. 126).
- Paris, 6 janvier 1866 (D. 66. 2. 25).
- Cass., 18 avril 1866 (S. 66. 1. 257).
- Cass., req. 13 mars 1866 (S. 66. 1. 121, D. 66. 1. 257).
- Douai, 3 décembre 1867 (D. 68. 2. 35).
- Cass., req. 19 mars 1867 (S. 67. 1. 220).
- Cass., 25 juillet 1867 (S. 68. 1. 12).
- Montpellier, 18 juin 1867 (D. 67. 2. 112).
- Nîmes, 6 novembre 1869 (S. 91. 2. 157).
- Limoges, 28 avril 1867 (D. 69. 2. 214).
- Cass., 18 janvier 1869 (S. 69. 1. 172).
- Cass., req. 25 juillet 1871 (S. 71. 1. 100, D. 71. 1. 302).
- Cass., req. 9 décembre 1871 (S. 72. 1. 227, D. 73. 1. 256).
- Lyon, 27 mars 1873 (D. 75. 2. 149).
- Trib. de Saint-Etienne, 22 janvier 1873 (D. 75. 2. 149).
- Trib. civ. Lyon 25 novembre 1873 et 20 janvier 1874 (*Monit. judic. de la Cour de Lyon*, 20 janvier 1874 et 26 février 1874).
- Cass., 16 novembre 1874 (S. 75. 1. 65).
- Cass., 2 mars 1874 (D. 74. 1. 359).
- Trib. Lyon 84, *Gaz. Pal.* 1884. 2, suppl. 29.
- Cass., 29 juillet 1874 (D. 75. 1. 318).
- Aix, 30 mars 1874 (D. 75. 2. 31).
- Nancy, 26 février 1876, sous Cass., 10 juillet 1876 (D. 76. 1. 313, S. 76. 1. 405).
- Rouen, 21 avril 77 (D. 79. 2. 112).

- Rouen, 26 janvier 77 (D. 77. 2. 92).
 Riom, 6 décembre 1878 (D. 80. 2. 31).
 Caen, 23 juillet 78 (S. 79. 2. 15).
 Caen, 22 février 1879 (S. 80. 2. 37).
 Lyon, 16 janvier 1879 (S. 81. 2. 69, D. 80. 2. 152).
 Rouen, 20 décembre 1879, sous Cass., req. 17 août 1880 (S. 82. 1. 400).
 Cass., req. 17 août 1880 (S. 82. 1. 400).
 Cass., 4 avril 1881 (S. 81. 1. 206, D. 81. 1. 241).
 Lyon, 6 janvier 1881, *Gaz. Pal.* 81-82. 1. 426.
 Cass. civ., 11 janvier 82 (S. 84. 1. 317, D. 82. 1. 364).
 Toulouse, 16 mars 1882 (D. 83. 2. 73).
 Cass., 14 novembre 1883 (S. 85. 1. 423).
 Cass., 13 août 1883 (S. 84. 1. 177, D. 84. 1. 163).
 Caen, 10 mars 1884 (D. 85. 2. 9).
 Trib. Saint-Pol, 39 août 1884, *Gaz. Pal.*, 86. 2. 407.
 Trib. Louhans, 29 février 84, *Gaz. Pal.*, 84. 1. 539.
 Cass., 22 juillet 1884 (S. 86. 1. 271).
 Nancy, 1^{er} février 1884, sous Cass., 27 mars (D. 88. 1. 145).
 Caen, 10 mars 1884 (D. 85. 2. 9).
 Paris, 23 avril 1885, *Gaz. Pal.*, 85. 1. 739.
 Angers, 11 janvier 1886, sous Cass., 13 novembre 89 (D. 90. 1. 8).
 Toulouse, 1^{er} juillet 1886, Loi 6 novembre 86, motifs.
 Trib. Carpentras, 12 août 1886 (*Gaz. Trib.*, 21 août 1886).
 Alger, 3 juillet 1887 (*Rev. Alg.*, 88. 57).
 Rouen, 12 novembre 1887 (*Rec. de Rouen*, 87. 1. 228).
 Cass. req., 20 juin 1887 (D. 88. 1. 134, S. 90. 1. 463).
 Pau, 21 février 1887 (D. 88. 2. 181).
 Pau, 23 janvier 1888 (D. 89. 2. 150).
 Orléans, 19 mai 1888 (S. 89. 2. 123, D. 89. 2. 205).
 Rouen, 13 août 1888 (*Gaz. Pal.*, 89. 1, Suppl., 89, motifs).
 Grenoble, 16 janvier 1888 (*Journ. Grenoble*, 88, p. 76).
 Cass. req., 8 février 1888 (D. 88. 1. 392, S. 90. 1. 85).
 Lyon, 6 juillet 1889 (*S. chr. ref.*, D. 90. 2. 113).
 Grenoble, 25 janvier 1889 (*Journ. Grenoble*, 89, p. 62).
 Cass., 13 novembre 1889 (S. 90. 1. 8; D. 90. 1. 34).
 Alger, 16 décembre 1889 (S. 92. 2. 13; D. 90. 2. 107).
 Lyon, 6 juillet 1889 (D. 90. 2. 113; S. 92. 2. 37).
 Trib. Saint-Pol, 8 août 1889, confirmé par Douai, 1^{er} mai 90, sous Cass., 30 mai 92 (D. 92. 1. 281).
 Poitiers, 24 février 1890 (*Gaz. Pal.*, 90. 1. 468).
 Cass. civ., 26 avril 1890 (S. 94. 1. 204, D. 94. 1. 345).

- Cass. civ., 26 novembre 1890 (S. 94. 1. 204, D. 94. 1. 481).
- Cass., 8 juillet 1890 (S. 92. 1. 373).
- Trib. Seine, 6 mars 1890 (P. 90. 2. 167).
- Dijon, 13 février 1890 (D. 90. 2. 241, S. 91. 2. 87).
- Riom, 4 juillet 1890 (S. 91. 2. 262, motifs).
- Douai, 17 mai 1890 (D. 91. 2. 93).
- Trib. du Mans, 28 avril 1891, sous Cass., 17 octobre 1894 (S. *chr. ref.*).
- Paris, 5 juin 1891 et 9 février 1892, rapportés ensemble (S. *chr. ref.*).
- Grenoble, 26 décembre 1891 (S. 93. 2. 33).
- Caen, 10 mars 1891, Droit, 18 avril 1891.
- Bourges, 10 novembre 1891 (D. 92. 2. 416).
- Amiens, 22 avril 1891 (P. 92. 2. 108).
- Trib. Valence, 28 décembre 1892 (Journ. Grenoble, 93, p. 54).
- Grenoble, 21 mars 1892 (Journ. Grenoble, 92, p. 153).
- Angers, 16 novembre 1892 (D. 94. 2. 374, S. 97. 2. 329).
- Cass. req., 4 juillet 1892 (S. 96. 1. 502, D. 92. 1. 481).
- Cass. civ., 30 mars 1892 (S. 92. 1. 481).
- Cass., 25 octobre 1893 (S. 94. 1. 228).
- Cass. req., 16 juillet 1894 (S. 95. 1. 5).
- Cass. civ., 2 juillet 94 (S. 95. 1. 5).
- Cass., 5 mars 1894 (S. *chr. ref.*).
- Cass. req., 23 janvier 1894 (S. 94. 1. 315, D. 94. 1. 474).
- Cass. req., 17 décembre 1894 (D. 95. 1. 195, S. 97. 1. 329).
- Rouen, 16 mars 1895 (Rec. de Rouen, 97. 1. 98).
- Cass. req., 17 décembre 1895 (S. 99. 1. 486, D. 96. 1. 467).
- Paris, 30 mai 1895 (Gaz. Pal., 95. 2. 174).
- Lyon, 26 novembre 96, Monit. judic. Lyon, 27 février 97.
- Trib. Mayenne, 2 juillet 1896 (D. 96. 2. 433).
- Trib. Seine, 24 novembre 1896 (P. 97. 2. 241, Gaz. Trib., 17 décembre 1896).
- Dijon, 29 mars 1897 (S. 1900. 2. 305, D. 98. 2. 353).
- Riom, 20 mai 1897 (Gaz. Pal., 97. 2. 33).
- Bordeaux, 6 janvier 1898 (S. 98. 2. 189).
- Caen, 13 décembre 1898 (Rec. Caen, 98. 255).
- Cass., 17 janvier 1898 (S. 99. 1. 486).
- Trib. Lyon, 15 janvier 1898 (D. 98. 2. 435).
- Trib. Seine, 21 février 99 (D. 99. 2. 284).
- Toulouse, 16 mars 1899 (Gaz. Trib., 5 mars 99).
- Cass., 12 février 1900 (S. 04. 1. 233, D. 1902. 1. 177).
- Cass. req., 7 août 1900 (D. 00. 1. 460).

Cass., 26 février 1901 (D. 06. 1. 333).	Douai, 30 juin 1904 (D. 05. 2. 392).
Douai, 24 janvier 1901 (D. 02. 2. 302).	Cass., 15 novembre 1905 (D. 06. 1. 283).
Lyon, 17 mars 1902 (<i>Monit. judic.</i> .. Lyon, 10 avril 1902).	Pau, 12 juin 1907 (S. 08. 2. 36).
Trib. Seine, 20 novembre 1903 (<i>Gaz. Trib.</i> ., 12 février 1904).	Besançon, 10 juillet 1907 (D. 09. 2. 305).
Bordeaux, 29 juillet 1903 (S. 04. 2. 235).	Cass., 28 octobre 1908 (D. 09. 1. 169, S. 911. 1. 89).
Cass., 10 février 1903 (S. 03. 1. 217).	Montpellier, 18 février 1909 (D. 1909. 2. 372).
Amiens, 20 mai 1903 (D. 03. 2. 385).	Pau, 22 mai 1912 (S. 12. 2. 179).
Cass., 20 juin 1904 (D. 05. 1. 322).	

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Qui est-ce qui liquide ?

CHAPITRE PREMIER. — L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE.....	19
CHAPITRE DEUXIÈME. — LES CRÉANCIERS DE LA SUCCESSION...	29
CHAPITRE TROISIÈME. — L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE.....	43
SECTION I. — <i>Notions préliminaires</i>	43
SECTION II. — <i>Les pouvoirs de l'administrateur</i>	60
SECTION III. — <i>Les personnes qui peuvent faire nommer l'administrateur</i>	67
SECTION IV. — <i>Procédure de la nomination de l'administrateur</i>	72

DEUXIÈME PARTIE

Comment est-ce qu'on liquide ?

CHAPITRE PREMIER. — RÉALISATION DE L'ACTIF.....	79
SECTION I. — <i>Aliénation prévue par les articles 805, 806..</i>	79

SECTION II. — <i>Actes à titre gratuit</i>	100
SECTION III. — <i>Actes à titre onéreux non prévus par le Code</i>	101
CHAPITRE DEUXIÈME. — PAIEMENT DU PASSIF	117
SECTION I. — <i>Que comprendre dans le passif?</i>	117
SECTION II. — <i>Paiement des créanciers hypothécaires et privilégiés</i>	119
SECTION III. — <i>Paiement des créanciers chirographaires</i>	124
A. — Créanciers non opposants.....	124
B. — Créanciers opposants.....	134
SECTION IV. — <i>Paiement des créanciers hypothécaires et chirographaires</i>	150
CONCLUSION.....	153
TABLEAU DES ARRÊTS JURISPRUDENTIELS....	167

Vu :

Le Président,
CAPITANT.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Angers, imp. J. Siraudeau — 12-4157
